

LA RÉÉVALUATION DES BILANS

THÈSE

*Pour le Doctorat en Droit présentée et soutenue
le jeudi 10 mars 1932, à 14 heures*

PAR

H.-O. POUPART-LAFARGE

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique
Avocat stagiaire à la Cour d'Appel d'Angers

Président de Thèse : M. ALLIX, professeur
Suffragants : M. JÈZE, professeur
M. R. PICARD, professeur

ANGERS
IMPRIMERIE CAILLAUX, ONILLON et C^{ie}
21, BOULEVARD GASTON-DUMESNIL

1932

La réévaluation des bilans

LA RÉÉVALUATION DES BILANS

THÈSE

*Pour le Doctorat en Droit présentée et soutenue
le jeudi 10 mars 1932, à 14 heures*

PAR

H.-O. POUPART-LAFARGE

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique
Avocat stagiaire à la Cour d'Appel d'Angers

Président de Thèse : M. ALLIX, professeur
Suffragants : M. JÈZE, professeur
M. R. PICARD, professeur

ANGERS

IMPRIMERIE CAILLAUD, ONILLON et C^{ie}
21, BOULEVARD GASTON-DUMESNIL

1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

I

Tout industriel, tout commerçant, toute Société Industrielle ou Commerciale dresse périodiquement un tableau qui résume son inventaire et qu'on désigne sous le nom de bilan.

C'est grâce à ce document qu'il est possible à l'industriel et au commerçant de connaître la marche de son affaire et les résultats obtenus.

Si l'entreprise est une Société de personnes, c'est le bilan qui règlera le droit des intéressés à toutes les périodes importantes du fonctionnement de la Société, départ de l'un des membres, établissement d'un nouveau contrat, dissolution, etc...

S'il s'agit d'une Société de capitaux, le bilan joue un rôle encore plus important. Non seulement, il permettra aux dirigeants de connaître la marche de l'entreprise et les résultats obtenus, non seulement il règlera les droits des divers intéressés, mais c'est en grande partie sur lui que se baseront les porteurs de capitaux en quête de placement. Aussi la loi de 1907 a-t-elle prescrit que la publication du bilan devra toujours précéder la cotation d'une valeur en Bourse.

Pour remplir utilement tous les multiples rôles qu'il est appelé à jouer, le bilan doit posséder deux qualités essentielles : la sincérité et la clarté.

La recherche des sources d'erreur et d'obscurité qui, en

période normale, peuvent se glisser dans le bilan, ne rentre pas dans le cadre de cette étude. Mais, depuis 1914, la France et la plupart des pays d'Europe ont subi des troubles monétaires extrêmement profonds. Les monnaies de ces différentes nations ont été plus ou moins dépréciées pour des causes diverses, qui dérivent toutes de la Guerre mondiale.

Ces perturbations monétaires ont fait sentir leur influence sur presque tous les phénomènes économiques. Les bilans n'ont pas échappé à la loi commune et nous verrons, au cours de cette étude, de quelle manière et dans quelle mesure la dépréciation de la monnaie est venue détruire leur sincérité et leur clarté.

On a été ainsi amené à rechercher les moyens de faire disparaître des bilans les erreurs qu'y avaient introduites les mouvements monétaires. En France, tant que le franc a conservé son instabilité, cette opération ne pouvait être faite utilement. On espérait encore que notre monnaie recouvrerait sa valeur d'avant-guerre et toute rectification aurait été précaire.

Depuis le 25 juin 1928, le franc est stabilisé de droit comme de fait et ce n'est plus une œuvre vaine que de chercher à effacer autant qu'il est possible les conséquences qu'à pu avoir la dépréciation monétaire sur les bilans. C'est ce qu'on s'est efforcé de faire et qu'on a appelé soit la révision, soit plus souvent la réévaluation des bilans.

II

Dans différents pays étrangers comme l'Allemagne et la Pologne, la réévaluation des bilans a fait depuis la Guerre l'objet de nombreuses mesures législatives. En France, au contraire, l'Etat n'est pas intervenu directement au sujet de cette opération.

Cependant, depuis l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux établi sur l'idée de revenu, le bilan est devenu la base de l'imposition des commerçants et des industriels et l'Administration des Contributions Directes a établi peu à peu des règles pour l'établissement de ce document, règles qui forment une véritable réglementation administrative du bilan.

Appelée à donner son avis sur la réévaluation, l'Administration fut forcée d'adopter à l'égard de ce problème une attitude positive. En fait, jusqu'à ces dernières années elle entrava la révision des bilans et ce n'est que le 25 janvier 1930 qu'une Circulaire plus favorable vient de permettre à cette opération d'entrer peut-être dans une ère de réalisation.

Si donc, en France, ce n'est pas directement que l'Etat est intervenu, il l'a fait du moins par l'intermédiaire de son Administration et en usant de ce moyen de contrainte énergétique qu'est l'impôt.

Sans discuter maintenant l'utilité d'une intervention plus complète, remarquons simplement que nous aurons à examiner dans notre étude, à côté des idées doctrinales et théoriques que soulève la réévaluation, la législation existante dans les différents pays d'Europe et spécialement en France, que cette législation soit composée de lois, de règlements, ou de Circulaires administratives.

III

Nous nous proposons de diviser notre exposé en quatre parties :

- I. — Etendue de la réévaluation.
- II. — Méthodes de réévaluation.
- III. — Conséquences de la réévaluation.
- IV. — La réévaluation dans les pays étrangers.

PREMIERE PARTIE

ÉTENDUE DE LA RÉÉVALUATION

Une entreprise industrielle ou commerciale possède pour son fonctionnement un certain nombre de biens : immeubles, matériel, créances, numéraire, etc... Par ailleurs, elle a des dettes.

L'inventaire est « l'état descriptif et estimatif des biens mobiliers et immobiliers et des dettes actives et passives » (Houpin et Boisvieux, *Traité des Sociétés*) et le bilan est « un tableau qui résume l'inventaire » (Batardon, *l'Inventaire et le Bilan*).

Le Bilan se compose donc d'un grand nombre d'éléments distincts. Nous nous efforcerons dans ce chapitre en examinant successivement ces différents éléments de déterminer ceux qui ont pu être touchés par les troubles monétaires et qui par conséquent peuvent faire l'objet d'une réévaluation.

Il ne nous est pas possible pour cette étude d'examiner un bilan-type. En France le mode d'établissement du bilan, à la différence de certains pays étrangers, comme l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, est absolument libre. Seul le principe est rappelé dans quelques textes : « le commerçant est tenu de faire tous les ans, sous seings privés, un inventaire de ses effets mobiliers et immobiliers et de ses dettes actives et passives et de le copier année par année sur un registre spécial à ce destiné » (Code de Commerce art. 9).

On trouve donc la plus grande diversité dans la manière dont les entreprises dressent leurs bilans. Cependant les Sociétés les plus importantes ont adopté pour cette opération un certain nombre de règles qui leur sont communes et c'est en nous rapportant ainsi à la manière la plus générale dont en France le bilan est établi que nous procéderons à l'examen de ce document.

Une première division s'impose à nous au seuil de cette étude. Le bilan tire son nom du mot latin « bilanx », balance à deux plateaux. Ces deux plateaux n'ont pas cessé d'exister et sont l'actif et le passif :

ACTIF

L'actif est le résumé de tous les biens que possède cette personne morale qu'est une entreprise. Ces biens présentent naturellement une grande diversité. Cependant on a coutume de les ranger sous un certain nombre de rubriques assez restreintes, et qu'on retrouve dans presque tous les bilans. Diverses classifications de ces rubriques ont été proposées : en biens réels et irréels (Simon, examen du bilan, ce qu'il est, ce qu'il devrait être), en valeurs immobilisées et en valeurs d'échange (Bâtardon, op. cit.). Nous en adoptons une qui semble mieux convenir à notre sujet et nous distinguerons dans l'actif : les valeurs immobilisées, les valeurs réalisables et les valeurs disponibles.

I. — VALEURS IMMOBILISÉES

M. Bâtardon les définit ainsi (op. cit. p. 139) : « Qu'entend-on par valeurs immobilisées ? Il ne faut pas prendre ce terme dans le sens usuel qui lui est attaché puisqu'on classe parmi les immobilisations des valeurs comme le

matériel, le mobilier commercial, etc... qui peuvent être transportées. On entend par là non seulement les objets essentiellement immobiliers, mais encore ce que la langue juridique appelle immeubles par destination, c'est-à-dire suivant la définition du Code Civil « des objets que le propriétaire d'un fonds y a attaché pour l'exploitation de ce fonds » ou d'une façon plus générale, les valeurs indisponibles, celles qui ne font pas l'objet des échanges commerciaux, que l'entreprise conserve pour les besoins de son exploitation ».

On divise les valeurs immobilisées en valeurs immobilisées matérielles et valeurs immobilisées immatérielles.

1°. — *Valeurs immobilisées matérielles*

Ce sont les immobilisations proprement dites, celles qui sont présentées par des objets réels tels que les immeubles, terrains, matériel, outillage, camions, etc...

Ce sont ces immobilisations matérielles plus qu'un autre élément du bilan qui ont attiré l'attention sur l'utilité d'une réévaluation. Examiner les arguments qu'on a invoqués pour leur réévaluation, c'est examiner en réalité les arguments qu'on a invoqués en faveur de la réévaluation des bilans en général.

On peut résumer les motifs qui militent pour cette révision en deux principaux : d'une part rétablir la sincérité des chiffres portés au bilan et d'autre part assurer le fonctionnement régulier de l'amortissement.

Sincérité des chiffres portés au bilan.

Quand on dresse le bilan d'une entreprise, et lorsqu'on procède à l'inventaire de l'actif, on est amené à rechercher et à déterminer très exactement la valeur de cet actif.

Ce problème en apparence très simple est en réalité complexe. Si, en effet, pour certaines parties de cet actif,

il est très facile de chiffrer la valeur, s'il suffit par exemple de compter les espèces en caisse, pour d'autres au contraire, cette opération devient très délicate. Les « valeurs immobilisées matérielles » rentrent dans cette dernière catégorie de biens.

Rappelons qu'on a coutume de distinguer trois sortes de bilan : le bilan de liquidation, le bilan de cession, le bilan d'exploitation.

Le bilan de liquidation est celui qu'on dresse à la fin de l'entreprise. Dans ce bilan, la valeur des différents éléments se trouve déterminée très exactement par le prix qu'ont peut en obtenir sur le marché, par sa valeur d'échange.

Dans le cas d'une cession, la valeur des différents biens est déterminée par les parties contractantes et le bilan de cession sera dressé sur ces bases.

Au contraire en ce qui concerne le bilan d'exploitation, bilan dont seul nous avons à nous occuper, la valeur de certains biens comme les immobilisations est avant tout une valeur d'usage. La valeur d'échange sur le marché ne présente aucun intérêt pour l'entreprise. Il est certain par exemple que l'outillage, destiné à une entreprise déterminée ne trouvera le plus souvent que peu d'acquéreurs et à des prix très bas. Cependant il présente pour l'entreprise une grande importance, une grande utilité, donc une grande valeur.

Le chiffre qui devrait pour la sincérité absolue figurer au bilan d'exploitation serait donc celui de la valeur d'usage des valeurs immobilisées. Mais déterminer cette valeur d'usage, notion essentiellement subjective est une opération impossible à réaliser sans tomber dans l'arbitraire le plus absolu.

C'est cette impossibilité pratique de mettre au bilan le chiffre qui seul serait sincère qui a conduit à adopter la règle du prix de revient. On porte au bilan les immobili-

sations pour leur prix de revient, prix d'achat, coût de fabrication, et ce prix de revient figurera au bilan tant que l'élément demeurera dans l'entreprise, l'usure et la vétusté étant compensées par le mécanisme de l'amortissement (cf. infra).

Nous pouvons examiner maintenant comment la dépréciation monétaire a pu influencer sur la sincérité du bilan. Il aurait pu sembler en effet, puisque l'inventaire était fait annuellement que, lors de cet inventaire, une nouvelle estimation de tous les biens de l'actif aurait lieu et que le bilan conserverait toujours la même exactitude, la valeur de tous les éléments étant corrigée suivant la variation des prix.

Mais nous venons de voir que tous les biens n'étaient pas soumis à une nouvelle estimation annuelle et qu'au contraire pour les immobilisations leur valeur était fixée une fois pour toutes le jour de leur entrée dans l'entreprise par le prix de revient qu'elles ont coûté.

Considérons donc une entreprise ayant acheté en 1914, 1917, 1928 trois immeubles, ayant coûté tous trois 1.000.000 de francs. Ces immeubles figurent à l'actif tous pour ce même prix de 1.000.000. Or de 1914 à 1928 le franc a bien conservé la même définition mais en réalité cette définition s'appliquait à des objets très différents et même, en 1928, à la stabilisation, cette définition a été changée et le franc de 1928 a été officiellement reconnu comme valant 4,92 fois moins que celui de 1914.

Lorsque dans le bilan on fait la somme des trois immeubles achetés en 1914, 1917, 1928 en les portant chacun pour 1.000.000 on ajoute donc des unités de choses différentes, des francs à vingt, à dix et à quatre sous. Aussi a-t-on pu dire que c'était là « une opération aussi vide de sens que si l'on additionnait ensemble des florins, des liras, des pesetas et des marcks, sans prendre soin de les ramener à

une commune expression ». (M. Allix, la réévaluation des bilans, le Fiduciaire de France, p. 9).

Pour résumer brièvement cet argument fondamental en faveur de la réévaluation, on peut dire : à l'actif, figurent des immobilisations dont la valeur dans le bilan d'exploitation est traditionnellement exprimée par leur prix de revient. Ces prix de revient étant traduits en francs de différentes valeurs, il est illogique et inexact de les additionner. Il importe de convertir tous ces chiffres en une même unité ; ce sera précisément le rôle de la réévaluation.

Mécanisme de l'amortissement.

Les immobilisations sont portées au bilan d'une manière définitive pour leur prix de revient, et pare à leur dépréciation par le mécanisme de l'amortissement, c'est-à-dire que chaque année on prélève sur les bénéfices des sommes telles qu'au bout d'un certain temps, on en ait prélevé un total égal au prix de revient des immobilisations qu'on cherche à amortir.

Ainsi, si une entreprise achète un outillage 100.000 francs qu'on se propose d'amortir en dix ans, on prélèvera sur les bénéfices chaque année 10.000 francs qui, en dix ans, représenteront bien un total de 100.000 francs égal au prix de revient de cet immeuble.

L'amortissement est donc une manière conventionnelle d'évaluer la dépréciation annuelle des immobilisations. Grâce à ce mécanisme les chefs d'entreprise retrouveront disponible au bout d'un laps de temps déterminé (en général vingt ans pour les immeubles, dix ans pour le matériel et l'outillage) le capital immobilisé et ils sont sûrs d'autre part de ne jamais avoir diminué ce capital par des distributions de bénéfices trop importantes.

Mais s'il se produit une dépréciation monétaire comme celle à laquelle nous venons d'assister, le mécanisme de

l'amortissement se trouve entièrement faussé. Les 10.000 francs qu'on consacre à l'amortissement ne sont plus en réalité des francs mais des quarts, des cinquièmes de franc, et ces 10.000 francs amortis annuellement ne feront pas au bout de dix ans un total de 100.000 francs de 1914, montant du prix de revient de l'outillage. L'amortissement ne sera pas effectué quoiqu'il puisse le paraître. Le rôle de l'amortissement qui est en définitive de conserver intact le capital productif n'est plus rempli et il peut arriver qu'une partie des bénéfices distribués et consommés ne soient en réalité qu'une partie du capital de l'entreprise.

Défaut de sincérité du bilan dans lequel on ajoute des unités de nature différente, insuffisance des amortissements pratiqués avec des francs dépréciés, telles sont les deux grandes raisons qui nous apparaissent dès le début de cette étude comme militant en faveur d'une révision des bilans actuels.

De nombreuses Chambres de Commerce, en 1928, année de la stabilisation, ont mis cette question de la révision à l'ordre du jour de leur séance de délibération ? Les différents rapporteurs ont tous mis en lumière ces troubles apportés par la dépréciation dans les valeurs immobilisées du bilan.

A Tourcoing, (séance du 7 septembre 1928) M. Marescaud s'exprime ainsi : « Pourquoi la réforme des bilans semble-t-elle s'imposer, en quoi consiste-t-elle ? Dans les écritures comptables de la plupart des entreprises, certains postes de l'actif sont inscrits aux bilans, depuis avant la Guerre, pour un chiffre de francs qui n'a jamais été modifié. En raison de la dépréciation de la monnaie il est évident que la valeur nominale de ces éléments d'actif a beaucoup augmenté. D'autres postes, au contraire, représentent dans ces mêmes bilans, des éléments d'actif évalués en francs dépréciés, que nous appellerons franc-papier, par opposi-

tion aux francs des premiers postes qui étaient et sont restés des francs-or, sous les mêmes signes de mesure des valeurs complètement différentes. Il est superflu de s'appesantir sur les inconvénients de cet état de chose : la valeur réelle est masquée, les bilans n'ont plus aucune signification... »

A Marseille, M. Jean-Baptiste Rocca (séance du 15 novembre 1928) : « Dans les bilans, qui devraient être la photographie fidèle de chaque affaire s'est introduite, pendant la longue période de dépréciation monétaire une grave déformation. Les francs qui y figurent sous une dénomination commune ont, en réalité, une valeur si différente que l'interprétation de ces additions bizarres devient presque impossible. Ce sont, à l'actif, des immobilisations constituées avec des francs de valeurs diverses échelonnées entre vingt sous-or et deux sous-or. Combien faudrait-il dépenser de francs nouveaux à quatre sous-or pour les renouveler ? ».

A Lorient, (séance du 4 octobre 1928), M. Emile Marceshe répète la même idée : « On peut dire, qu'à l'heure actuelle, sauf de très rares exceptions, il n'y a pas de bilan exact car dans tous, on a additionné ensemble des francs de grandeurs différentes : francs d'avant-guerre, francs de dix sous, francs de deux sous, francs de quatre sous, etc... ».

Ces vœux émis par des groupements commerciaux et industriels ont amené l'Administration des Contributions Directes à faire paraître le 25 janvier 1930 une Circulaire dans laquelle la réévaluation des bilans est envisagée.

C'est avant tout l'insuffisance des amortissements qui a attiré l'attention de l'Administration. Les premières lignes de la Circulaire rappellent très clairement comment le jeu des amortissements a été troublé par la dépréciation monétaire. « Suivant la doctrine administrative, l'amortissement est destiné à reconstituer le capital investi dans les éléments d'actifs sujets à dépérissement, à mesure que ce

capital se consomme par l'usure ou la dépréciation des éléments qu'il a servi à acquérir. Il en résulte qu'au point de vue fiscal, l'amortissement doit être basé sur le prix de revient des objets auxquels il s'applique (instruction générale du 31 janvier 1928, art. 28). Ce principe est d'ailleurs confirmé par la Jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêt du 4 mai 1928, C. B. n° 89.629, R. O. n° 5.202). Quant au prix de revient à considérer il est représenté par la somme même qui, lors de leur acquisition, a été déboursée pour payer le coût des éléments envisagés. On remarquera que l'amortissement ainsi conçu permet normalement aux entreprises de maintenir intact le capital qu'elles ont investi en éléments fongibles. Mais, pour que ce résultat, qui est le but essentiel de l'amortissement, soit atteint, il faut, évidemment que la même valeur intrinsèque soit attachée aux signes qui expriment les prix de revient, d'une part, les amortissements d'autre part. En donnant à l'unité monétaire française une valeur différente de celle qu'elle avait sous le régime de la loi du 17 Germinal an XI, la loi du 25 juin 1928 a donc fait naître, en ce qui concerne le calcul des amortissements une question d'adaptation, dont la solution est indiquée dans la présente Circulaire ».

Etant donné le but de la Circulaire, parer à l'insuffisance d'amortissements, il est évident que son champ d'application sera limité en principe aux seuls postes amortissables c'est-à-dire aux immobilisations.

Nous n'examinerons immédiatement que les dispositions de la Circulaire qui visent les seules immobilisations matérielles, objet du présent paragraphe.

Ces éléments sont momentanément désignés : « En définitive, les éléments comportant la réévaluation des prix de revient et des amortissements antérieurs sont ceux qui, régulièrement, doivent faire l'objet d'amortissements industriels, c'est-à-dire les bâtiments, l'outillage, le matériel, le mobilier commercial... ». quelques conditions leur sont seulement imposées.

Il faut d'abord que ces éléments ne soient pas entrés au bilan c'est-à-dire dans l'entreprise depuis une date trop récente. La Circulaire estime que depuis 1926 le franc n'a pas changé de valeur, ce qui est exact, tout au moins depuis la fin de l'année 1926.

Les éléments ne devront pas être entrés depuis une date trop ancienne, afin qu'il ne soit pas complètement amorti.

Enfin il faut qu'ils existent encore matériellement dans l'entreprise. « Il est à peine besoin d'ajouter que seuls les éléments de cette nature figurant à l'actif de l'entreprise dans le bilan à la date duquel sera effectuée la réévaluation pourront être compris dans l'application de cette mesure ». Peu importe que le poste ne figure plus au bilan que pour un franc, chiffre-mémoire, pourvu que matériellement il existe et fasse partie de l'entreprise. Il aurait peut-être été plus logique en théorie tout au moins de permettre de remonter en arrière jusqu'en 1914 et de faire revivre les éléments disparus pour les réévaluer et les réamortir. Sans doute et avec quelque raison l'Administration a-t-elle voulu éviter ces recherches délicates dans le Passé pour des éléments aujourd'hui disparus.

D'après ces dispositions on peut remarquer que les entreprises ne seront touchées par la réévaluation que si leur actif est composé en partie d'immobilisations, et si d'autre part celles-ci sont entrées dans l'entreprise à une époque déterminée assez courte. Seules en effet les immobilisations non encore amorties en 1914 ou entrées dans l'entreprise entre 1914 et 1928 pourront être révisées en application de la Circulaire.

Signalons quelques dispositions particulières intéressantes.

La Circulaire écarte le cas des entreprises reconstituées à l'aide d'indemnités pour bénéfices de Guerre. « La conversion prévue n'affectera pas non plus les éléments reconstitués à l'aide d'indemnités pour dommages de Guerre,

lorsque le montant de ces indemnités qui est déjà compris dans les bases de l'amortissement, a atteint au moins le coefficient 4,92 par rapport au prix de revient d'avant-guerre. Par contre, lorsque les frais supplémentaires ressortiront à un coefficient inférieur au coefficient 4,92 précité, une réévaluation partielle sera admise. Solution de bon sens.

Même exception prévue pour les Sociétés concessionnaires ». Il en est de même pour les installations que les Sociétés concessionnaires doivent remettre à l'autorité concédante, à moins qu'elle n'ait à les renouveler en cours de concession.

L'Administration exige enfin que les immeubles soient des « instruments de travail ». C'est ainsi que les marchands de biens ou les Sociétés immobilières ne sauraient être admis à réévaluer les immeubles qui sont en leur possession à titre spéculatif. Pour eux ces immeubles sont de simples marchandises.

Les Compagnies d'Assurances et les Sociétés de capitalisation qui possèdent des immeubles pour les placement de leurs capitaux ou de leurs réserves, qu'il s'agisse de réserves obligatoires ou de réserves complémentaires forment une catégorie intermédiaire entre les entreprises utilisant les immeubles comme instrument de travail et celles pour qui les bâtiments ne sont qu'objet de spéculation. Le Fisc, en fait, les considère comme appartenant à la première catégorie. En conséquence ces Compagnies d'assurances pourront réévaluer leur fortune immobilière. Pour eux, la question présente souvent un intérêt considérable, une grosse partie de leurs capitaux étant placée très souvent en immeubles.

Terrains et sols de construction.

Il est nécessaire de séparer cette catégorie de valeurs des autres immobilisations matérielles. Ce ne sont pas en effet

dans la plupart des cas des valeurs amortissables. Les terrains ne se déprécient pas habituellement par les services rendus. Leur valeur reste intacte et tend au contraire à sans cesse augmenter par le développement de la vie économique. Rappelons les prodigieuses plus-values qu'on a pu constater lors de l'essor des Etats-Unis ou même dans notre capitale où on a vu un terrain qui valait en 1840 quelques francs le mètre atteindre cinquante ans plus tard le chiffre de plusieurs dizaines de mille francs. Autant d'exemples qui ne font qu'illustrer la thèse de la rente foncière des économistes. Pour toutes ces raisons, il serait illogique d'amortir des terrains dont la valeur ne doit pas en principe baisser. Il peut arriver cependant pour des motifs divers, déplacement d'un centre d'activité, création de voies nouvelles que la rente foncière, cette plus-value croissante des terrains ne se transforme en moins-value et que le sol se déprécie. Dans des cas semblables un amortissement extraordinaire pourrait être pratiqué.

N'examinons que le cas le plus général où les terrains ne sont pas amortis. Si on ne peut arguer de l'insuffisance des amortissements pour leur révision, le premier motif de réévaluation, défaut de sincérité résultant d'un prix de revient exprimé en francs de guerre et d'avant-guerre subsiste et suffit à motiver la révision de ce prix de revient.

La Circulaire du 25 janvier 1930, fidèle à son but qui est uniquement de suppléer au défaut d'amortissement ne permet pas en principe la révision des terrains. Cependant elle leur applique en partie (cf. 3^e partie, plus-values) les bénéfices de la réévaluation.

2°. — Valeurs immobilisées immatérielles

Les principales sont : les frais de premier établissement, le fonds de commerce et les brevets.

Frais de premier établissement

« Les frais de premier établissement sont des dépenses nécessitées par la création d'une entreprise. Il en résulte qu'en principe, pour déterminer les dépenses qu'une Société doit établir à ce compte, il faut établir une démarcation entre la période d'installation et celle d'exploitation. Tant que l'exploitation n'est pas commencée, c'est-à-dire tant que l'entreprise est en voie de formation, il est normal de passer aux frais de premier établissement les dépenses qu'elle effectue : études préliminaires, publicité, appointements du personnel, impôts, etc... Mais dès la mise en exploitation, les dépenses doivent être couvertes par les produits réalisés et sont, par suite, imputables aux frais généraux et non plus aux frais de premier établissement ». (Bâtardon, op. cit. p. 162).

On comprend donc comme frais de premier établissement les frais de constitution, c'est-à-dire les dépenses nécessitées par la création de la Société ; honoraires de notaire et d'avocat, enregistrement, confection et timbrage des titres, placement des actions, frais d'émission, commission des banquiers ; et les frais de premier établissement proprement dits comme : études préliminaires, publicité, appointements du personnel antérieurs à l'exploitation, charge des emprunts également antérieurs à l'exploitation, etc...

On peut constater que les frais de premier établissement ne constituent qu'un actif à peu près fictif ; logiquement ils devraient être imputés aux frais généraux du premier exercice. Mais cette façon de faire aurait le plus souvent pour effet d'obliger la Société à suspendre pendant de longues années la distribution de bénéfices. D'autre part des dépenses peuvent être avec juste raison considérées comme effectuées pour faire acquérir à l'entreprise la valeur qu'elle aura après un certain nombre d'exercices. C'est donc un

actif qui sera utilisé pour les exercices ultérieurs, bien qu'il ne soit représenté par aucune valeur tangible. Aussi la Jurisprudence est-elle d'accord avec la pratique pour décider : d'une part que les frais de premier établissement peuvent être portés à l'actif mais d'autre part qu'ils doivent être amortis et que cette charge sociale doit être supportée quel que soit le résultat de l'exercice. (Trib. Com. Nantes, 20 juin 1885, Rev. Soc. 1885 p. 609).

Cet amortissement doit être rapide ; dans le commerce ou l'industrie on amortira en trois, cinq ou dix ans. Si les résultats de certains exercices sont particulièrement favorables, on pratiquera des amortissements extraordinaires.

Ayant ainsi rappelé la définition des frais de premier établissement, on peut se demander si leur réévaluation est possible. Pour l'Administration, la réponse est certainement négative et il semble bien que ce soit là une solution de bon sens. Les frais de premier établissement ne laissent en effet dans l'entreprise aucune trace matérielle et, ainsi que nous venons de le rappeler, sont en réalité les frais généraux de la première année d'exploitation. De même qu'on ne peut envisager la réévaluation des dépenses portées en frais généraux (ce qui reviendrait à réviser toute la comptabilité des dix dernières années), de même on ne peut réévaluer ce poste : frais de premier établissement.

Remarquons d'ailleurs qu'assez rares seront les entreprises pour lesquelles la question des frais de premier établissement se posera. Pour la plupart, en effet ces frais, charges de la fondation de l'entreprise, auront depuis longtemps disparu du bilan.

Fonds de Commerce

La Circulaire de l'Administration écarte ce poste du champ de la réévaluation comme n'étant pas soumis à l'amortissement ; cette affirmation n'est que partiellement exacte.

Les divers éléments (clientèle, achalandage, enseigne commerciale, etc...) qu'on désigne sous le nom de « fonds de commerce » sont portés au premier bilan pour leur prix d'acquisition. Lorsqu'il s'agit d'un commerçant travaillant seul le prix accepté par lui pour l'acquisition du fonds peut être maintenu sans inconvénient aux inventaires successifs. Le fonds ne subit pas nécessairement une dépréciation annuelle. En cas de cession, il est même susceptible de plus-value, suivant le développement de l'entreprise.

Dans le cas d'une Société de personnes, le fonds de commerce ne subit pas davantage une dépréciation automatique. On sait que le fonds peut ou bien constituer l'apport de l'un des associés, ou bien être acheté par la Société à une entreprise qui cesse les affaires. En général, dans l'un et l'autre cas, la valeur en est déterminée par les résultats de l'exploitation antérieure : on attribuera par exemple au fonds de commerce, un prix équivalent à trois fois le bénéfice net moyen des dernières années. Il semblerait donc logique, lors de l'établissement des inventaires ultérieurs, d'estimer la valeur du fonds sur des bases analogues, c'est-à-dire en tenant compte du résultat de chaque exercice. Ce procédé qui modifierait constamment la valeur d'estimation est généralement rejeté et dans le doute on conserve le fonds à sa valeur initiale, sauf à constituer éventuellement une réserve.

Dans le cas du commerçant isolé et des Sociétés de personnes, le fonds de commerce n'est donc pas amortissable et il est logique que la Circulaire du 25 janvier 1930 destinée uniquement à suppléer à l'insuffisance d'amortissements l'écarte de ses dispositions. Il n'en reste pas moins que le chiffre qui, au bilan, représente le fonds de commerce peut être exprimé en francs d'une valeur supérieure à celle du franc de 1928 ; et cette raison pourrait justifier la réévaluation de cet élément. M. Mabit (la restauration mo-

nétaire et les bilans, p. 95) après avoir examiné la possibilité de cette révision ne formule pas de conclusion très nette : « en cette matière, on le voit, il est difficile d'édicter des règles précises car tout dépendra des circonstances de la stabilisation monétaire et des raisons pour lesquelles le fonds de commerce sera resté inscrit au bilan ».

Il semble que le fonds de commerce ne doit pas dans ce cas faire l'objet d'une révision. Nous avons en effet nettement limité le but de la réévaluation à faire disparaître du bilan les conséquences de la dépréciation monétaire. Or, si l'évaluation du fonds de commerce se trouve faussée, la cause n'en est pas directement imputable à la dépréciation du franc. Ce sont avant tout d'autres éléments qui ont été susceptibles d'en modifier la valeur ; marche des affaires, possibilités de développement, etc...

Pour les Sociétés par actions, on peut assimiler le fonds de commerce aux frais de premier établissement. M. Bâtardon écrit à ce sujet : « Dans une Société par actions le fonds de commerce représente presque toujours l'apport d'un ou de plusieurs associés ou de plusieurs Sociétés qui fusionnent. Les fondateurs reçoivent le plus souvent en rémunération de leurs apports un certain nombre d'actions dites actions d'apport. Il ne s'agit plus d'un prix établi d'après le revenu des dernières années d'exploitation mais d'un chiffre global estimatif considéré en quelque sorte comme le remboursement des capitaux engagés précédemment par les fondateurs, auxquels s'ajoute une majoration en compensation des risques qu'ils ont eus. Aussi la valeur estimative des apports est-elle parfois fort élevée et les futurs actionnaires l'acceptent-ils sans discussion, en raison du genre particulier de rémunération qu'ils accordent. Il est évident que si l'apport était payé en espèces et non en actions, le prix versé serait débattu plus âprement... Il en résulte que le fonds de commerce présente la plus grande analogie avec les frais de premier établissement dont l'a-

mortissement est obligatoire. En raison de la majoration dont le fonds est le plus souvent l'objet, son amortissement s'impose bien que la dépréciation qu'il subit soit d'une autre nature que celle des valeurs matérielles ». (Bâtardon, op. cit. p. 186).

De même que les frais de premier établissement, le fonds de commerce dans les Sociétés par actions peut donc être considéré comme rentrant dans les frais généraux de la première année d'exploitation. Pour les mêmes raisons que celles invoquées à l'occasion des frais de premier établissement, on ne doit donc pas semble-t-il procéder à la réévaluation de ce fonds de Commerce.

Brevets

En règle générale, la durée d'utilisation d'un brevet est limitée soit que l'entreprise ne se soit portée acquéreur que d'une concession temporaire, soit que le brevet tombe dans le domaine public.

Dans l'un et dans l'autre cas, c'est un bien immatériel qui est en la possession de l'entreprise, bien qui aura perdu toute valeur dans un nombre d'années déterminé. Aussi est-il logique de lui appliquer la même règle que pour les immobilisations matérielles, de le porter au bilan pour son prix de revient et de l'amortir pendant le temps où il sera à la disposition de l'entreprise. On peut en effet rapprocher ce poste de l'outillage par exemple qui, lui aussi possède pour l'entreprise une valeur d'usage qui doit disparaître dans un laps de temps qu'on ne peut pas sans doute déterminer exactement mais qu'on peut évaluer très approximativement.

On ne doit donc pas s'étonner de ce que la Circulaire du 25 janvier 1930 autorise la réévaluation de cet élément dans le même alinéa qui traite des immobilisations matérielles : « les éléments comportant la réévaluation des prix

de revient et des amortissements antérieurs sont ceux qui régulièrement doivent faire l'objet d'amortissements industriels, c'est-à-dire les bâtiments, l'outillage... et les brevets ». Nous nous trouvons en présence d'une valeur incorporelle qu'on peut à ce point de vue entièrement assimiler aux valeurs corporelles ; et les raisons qui peuvent être invoquées pour la réévaluation de ces dernières peuvent l'être aussi pour les brevets.

II. — VALEURS RÉALISABLES

Sous cette rubrique, on peut classer les marchandises et les valeurs en portefeuille.

1°. *Marchandises*

Les matières premières, les approvisionnements, les produits en cours de fabrication et les produits finis sont en général évalués à l'inventaire pour leur prix de revient. Cependant, afin de parer à toute dépréciation possible, à une baisse de prix éventuelle, on diminue souvent ce prix de revient d'une quantité forfaitaire et on ne porte au bilan comme valeur du stock que les deux tiers ou les trois quarts du prix de revient de ce stock. Par ailleurs, si une baisse du cours des marchandises est déjà réalisée, on tiendra compte de ce cours du jour dans l'évaluation des marchandises.

Lorsqu'à partir de 1914, notre monnaie s'est dépréciée, le prix des marchandises s'est mis à monter. Dans une entreprise en exploitation, les marchandises se renouvelaient incessamment, et il semble qu'à chaque inventaire l'évaluation de ces marchandises portées à leur prix d'achat ou de revient eût du subir le mouvement général des prix. Un commerçant par exemple possédant 100.000 francs de marchandises au début de 1916, vend ses marchandises pendant

l'année. En supposant qu'il reconstitue un stock identique au précédent, il paiera ces marchandises nouvelles 120.000 francs en francs de 1916. La valeur de son stock ira ainsi en grandissant et en 1930, en supposant toujours ce stock identique comme constitution au stock primitif, son évaluation au bilan sera par exemple de 400.000 francs, en francs stabilisés.

Il semblerait donc que par suite de ce mouvement incessant des marchandises qui ne font que traverser l'entreprise, la dépréciation monétaire à aucun moment n'ait pu nécessiter une réévaluation du poste « marchandises ».

C'est cependant ce poste « marchandises » qui, le premier, a attiré l'attention sur la nécessité d'une réévaluation. Le problème, connu sous le nom de question du « stock-outil » a été soulevé de la manière suivante. Dans les premières années qui suivirent la Guerre, les prix s'étant mis à monter prodigieusement certains industriels hésitèrent à porter au bilan les nouveaux prix de revient lorsque ces brusques hausses se produisirent. Ils craignaient en effet à ce moment que ces hausses ne fussent précaires et que, une baisse survenant, ils ne puissent vendre leurs produits fabriqués à un prix correspondant à ce prix de revient. Ils craignirent d'enregistrer par l'inscription au bilan de cours peut-être trop élevés, des bénéfices qui risquaient de n'être pas réels. Ils portèrent alors leurs stocks à un prix déterminé et les tinrent à ce prix durant toutes les années de grandes variations de cours. Ils justifèrent leur manière d'agir par le raisonnement suivant. De même que pour le fonctionnement de notre usine, il nous faut des immeubles, un matériel, un outillage, de même nous avons besoin d'un stock de marchandises sensiblement constant. Au lieu d'évaluer notre stock de matières premières suivant des cours variables, agissons à son égard comme à l'égard de notre outillage. Nous ne tenons

pas compte pour celui-ci des variations du cours des métaux qui le composent et le portons à un prix de revient constant, de même nous prenons pour notre « stock-outil » un prix de base donné et nous restons indifférents aux variations des cours.

Tant que l'incertitude sur les cours définitifs dura, la Direction des Contributions Directes accepta cette manière de procéder. On ne pouvait encore assurer qu'une valorisation n'aurait pas lieu et que les cours des marchandises ne reviendraient pas à ceux d'avant-guerre. Agir comme faisaient les commerçants et les industriels en question n'était qu'une sage précaution prise pour parer à toute descente possible des cours.

Mais lorsqu'en 1927 la stabilisation de fait se trouva établie et qu'on fut certain de la hausse acquise des matières premières, le Fisc intervint. Il réclama des industriels une réévaluation de leurs stocks. Des pourparlers furent échangés entre la Direction Générale des Contributions Directes et l'Union des groupements généraux textiles : Syndicat Général Cotonnier, Comité Central de la Laine, Fédération de la Soie, Syndicat du Jute. Il s'agissait d'établir les bases d'une nouvelle évaluation minima des stocks.

Dans une lettre du 14 janvier 1927, la Direction des Contributions Directes fit connaître sa décision. Cette lettre est le premier document officiel en France où il soit parlé de la réévaluation. Elle adoptait d'ailleurs presque entièrement les propositions qui lui avaient été faites par les intéressés.

Elle acceptait en principe la théorie du stock-outil mais demandait que la base choisie fut supérieure à celle qui, en fait, avait été adoptée. « Pour chaque nature de marchandises, on prendra comme point de départ la moyenne de trois cours bas d'avant-guerre compris entre 1890 et 1914. Cette moyenne sera majorée dans la proportion de la dépréciation du franc par rapport au dollar. Le coef-

ficient de dépréciation du franc résultera au choix de l'industriel soit de la moyenne des cours du dollar pendant l'année commerciale, soit de la moyenne des cours pendant le mois ayant précédé l'inventaire, d'après les constatations du Bulletin de Statistique Générale de la France. On ne retiendra d'ailleurs en aucun cas un coefficient supérieur à 5. Le prix unitaire ainsi dégagé sera appliqué aux quantités de matières en stock à la fin de l'exercice. Sur l'évaluation ainsi obtenue, il pourra être pratiqué une décote de 20 % au maximum. Il sera ainsi procédé aussi longtemps que les circonstances économiques resteront les mêmes ». L'accord ainsi établi, les entreprises procédèrent à la réévaluation de leurs stocks.

Cette question des stocks-outils a donc été l'occasion de la première réévaluation qui a été opérée en France. Actuellement l'intérêt de ce problème n'est plus qu'un intérêt historique, tellement rares sont les entreprises qui possèdent encore un stock de quelque importance remontant aux périodes de Guerre et d'après-Guerre. La théorie même du stock-outil née de circonstances très spéciales a disparu avec ces circonstances, et la plupart des commerçants et industriels sont revenus pour l'évaluation de leurs marchandises à la règle traditionnelle de l'inscription au bilan du prix de revient diminué forfaitairement pour parer à toute baisse, ou remplacé en cas de baisse déjà effectué par le cours du jour.

2°. Portefeuille

Parmi les valeurs en portefeuille, il nous faut distinguer celles qui sont représentées par des titres cotés et celles qui n'ont pas de cours officiel.

Valeurs ayant un cours

L'Administration admet que les valeurs soient portées au bilan soit pour leurs prix de revient soit au cours du

jour, à condition de ne pas combiner les deux méthodes. (Rép. à question écrite de M. Marius Moutet, *Journal Officiel* 30-3-27).

Si on a choisi le cours du jour ou un cours moyen de la dernière année, la question de réévaluation ne peut se poser. Cet élément a subi, par son mode même d'inscription, toutes les fluctuations de valeur qui ont pu se produire, qu'elles soient ou non causées par la dépréciation monétaire.

Si c'est le prix de revient qui reste porté au bilan, une révision pourra être jugée utile, si une grande disproportion existe entre ce prix de revient et le cours actuel. Mais cette révision ne présentera aucune difficulté. Seule, en effet, la valeur d'échange du titre intéresse l'entreprise, or cette valeur est exactement connue par les cours officiels. On pourra rapprocher la valeur portée au bilan du cours, en laissant par prudence une assez grande marge entre ce cours et la valeur révisée, pour parer à toute dépréciation ultérieure du titre.

Valeurs non cotées

Nous rapprocherons de celles-ci les participations diverses que peut posséder l'entreprise.

Pour ces valeurs, on ne possède pas de données officielles. Beaucoup même d'entre elles ne sont pas en réalité des valeurs réalisables mais des valeurs engagées.

Leur évaluation même en période normale est délicate. M. Chaveneau, (les bilans aux points de vue commercial, industriel et fiscal, p. 102) après avoir examiné les diverses méthodes possibles, prix de revient, évaluation raisonnée, conclût : « Il est donc difficile de fixer d'une manière précise, comment devrait être évaluée une commandite ou une participation financière. Tout ce que l'on peut faire,

c'est de rechercher si les évaluations sont prudentes, ou si au contraire elles ne pèchent pas par excès d'atténuation ».

Là encore, la réévaluation ne se posera pas avec la même nécessité que pour les immobilisations. D'une part, en effet, il n'y a pas d'amortissements en jeu. D'autre part, comme pour les titres cotés, c'est le plus souvent la valeur d'échange qui intéresse l'entreprise. Or cette valeur d'échange, l'« évaluation raisonnée » peut malgré son imprécision, en donner une valeur approximative. Si c'est toujours cette évaluation raisonnée qui a été prise en considération, la révision ne se pose même pas ; si c'est le prix de revient qui continue à figurer au bilan, c'est encore cette évaluation raisonnée qui permettra de corriger dans la mesure qu'on jugera utile l'écart qui a pu survenir entre le prix de revient et la valeur actuelle du titre ou de la participation.

III. — VALEURS DISPONIBLES

Ce sont les effets à recevoir, les débiteurs divers, et les espèces en caisse. Les effets à recevoir, comme les débiteurs à court terme représentent des créances qui, dans un très court délai, doivent se transformer en monnaie. Il nous suffit donc d'étudier le seul poste « espèces en caisse » auxquels les autres sont équivalents.

Espèces en caisse

C'est la monnaie d'or ou de papier possédée par l'entreprise, existant en caisse ou déposée en compte chez le banquier au jour de l'inventaire. Cette monnaie, (le fonds de roulement) se renouvelle incessamment et ne fait que traverser l'entreprise. A chaque inventaire, elle sera nécessairement exprimée en francs ayant cours à ce jour. De ce côté, la sincérité du bilan ne saurait, semble-t-il, en aucun cas, pouvoir être faussée. C'est cependant ce poste « es-

pèces en caisse » qui a donné lieu en France à la réévaluation la plus complète du bilan peut-être le plus important du pays, le bilan de la Banque de France.

Réévaluation du bilan de la Banque de France

Le 23 juin 1928, deux jours avant la promulgation de la loi de stabilisation du 28 juin 1928, une convention était passée entre Monsieur Raymond Poincaré, Ministre des Finances, agissant en cette qualité et M. Emile Moreau, agissant au nom de la Banque de France.

Dans l'article premier de cet acte, il était convenu que la Banque de France procéderait à la réévaluation « 1° des éléments de son encaisse inscrits à sa situation hebdomadaire, sous les rubriques or en France, or libre et disponibilités à l'étranger, et argent; 2° des devises achetées par elle au Trésor public en exécution de la loi du 22 juillet 1926 et de la convention du 24 juillet 1926 ainsi que des lettres des 25 et 26 août, 6 et 8 septembre 1926, 3° des disponibilités en or, argent et devises soumises au régime institué par la convention du 26 septembre 1926, et provenant des acquisitions de monnaie, de lingots ou de devises, effectuées par la Banque en conformité de la loi du 7 août 1926 concernant les opérations en vue de la stabilisation de la monnaie. »

Aucun autre poste du bilan n'a fait l'objet d'une réévaluation en dehors de ceux visés par la Convention. Les immobilisations en particulier n'ont pas été comprises dans l'opération.

Les modalités de la réévaluation furent très simples. En ce qui concerne l'or, la réévaluation fut faite « à la nouvelle parité monétaire, d'après le poids réel des monnaies et lingots, déduction faite des frais de frappe au nouveau tarif de la Monnaie. » Pratiquement, un barème fut

établi, et la pièce de 100 frs par exemple fut évaluée 487,75 frs.

En ce qui concerne l'argent, on fixa sa valeur « d'après le poids réel des monnaies, au cours de l'argent sur le marché international des métaux le jour de la promulgation de la loi réalisant la réforme monétaire et approuvant la présente convention. » D'après le barème choisi, la pièce de 5 francs en argent fut portée à 10 fr. 91.

La parité des monnaies étrangères était fixée sur les mêmes bases. C'est ainsi que la livre (souverain) fut portée pour 123,03 frs et le dollar (quart d'aigle) pour 25,28 frs.

Avant la réévaluation, le bilan de la Banque de France publié le 21 juin 1928 se présentait de la manière suivante:

ACTIF

Encaisse de la Banque	5.885.807.482
Disponibilités à l'étranger.....	63.290.580
Or, argent et devises.....	2.963.040.077
Effets échus à recevoir.....	10.834.356
Comptes courants postaux.....	467.018.086
Portefeuille : Paris.....	556.286.988
Succursales	1.157.285.384
Avances sur titres : Paris.....	220.554.564
Succursales	1.676.807.554
Avances à l'Etat.....	200.000.000
Avances à l'Etat (loi du 5 août).....	17.900.000.000
Bons du Trésor français escomptés pour avances de l'Etat à des Gouvernements étrangers	5.930.000.000
Rentes de la réserve.....	12.980.750
Rentes disponibles	212.422.579
Rentes immobilisées	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.....	4.000.000

Immeubles des Succursales.....	215.267.181
Dépenses d'Administration.....	87.522.485
Emploi de la réserve spéciale.....	8.156.464
Divers	31.305.167.258
	68.976.441.794

PASSIF

Capital de la Banque.....	182.500.000
Bénéfices en addition au capital.....	272.696.110
Réserves mobilières loi du 17 mai 1834.....	10.000.000
Ex-banques départementales.....	2.980.750
Loi du 9 juin 1857	9.125.000
Réserves immobilières.....	4.000.000
Réserves spéciales	8.407.444
Amortissement des avances de l'Etat.....	492.299.833
Compte d'intérêts du compte d'amortisse- ment	19.412.089
Billets au porteur en circulation.....	58.851.781.485
Arrérages de valeur transférées ou transpo- sées	89.209.007
Billets à ordre et récépissés.....	209.498
Compte courant et comptes de dépôts de fonds : Paris.....	5.741.282.570
Succursales	1.630.031.039
Dividendes à payer.....	2.870.002
Réescompte et intérêts divers	97.693.779
Réescompte du dernier semestre.....	9.159.213
Divers	1.513.711.389
	68.976.441.794

Le 28 juin 1928, après réévaluation, le bilan était devenu :

ACTIF

Encaisse-or	28.934.885.268
Monnaies d'argent et de billon	233.164
Comptes courants postaux	699.822.920
Disponibilités à vue à l'étranger	15.914.604.741
Devises en report	9.777.767.643
Avances sur lingots	37.258.500
Portefeuille commercial	2.972.422.601
Effets négociables	10.544.906.332
Avances sur titres	1.846.774.369
Bons négociables de la Caisse autonome...	5.940.000.000
Prêts sans intérêt de l'Etat.....	3.200.000.000
Rentes pourvues d'affectations	112.980.750
Hôtel et mobilier de la Banque.....	219.327.419
Pièces d'argent démonétisées.....	784.824.534
Divers	239.422.613
	82.285.226.858

PASSIF

Capital de la Banque	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	272.696.110
Réserves mobilières légales	22.105.750
Réserves immobilières	4.000.000
Billets au porteur en circulation.....	58.772.461.105
Compte courant du Trésor	5.078.688.970
Compte courant de la Caisse autonome...	1.934.117.189
Comptes courants et comptes de dépôts de fonds	5.471.052.901
Dispositions et autres engagement à vue...	273.389.659
Engagements provenant de reports sur devises	9.779.767.643
Divers	496.447.528
	82.285.226.858

La comparaison entre le bilan de la Banque avant la réévaluation et après cette réévaluation est assez difficile car la Banque de France a profité de cette opération pour modifier assez sensiblement la texture même de son bilan dans un intérêt de simplification, de clarté et de précision.

On peut cependant remarquer que les plus-values de réévaluation ne profitèrent pas à la Banque. Elles servirent à amortir le compte d'avances dont l'Etat était redevable à la Banque. Cet amortissement était d'ailleurs prévu à l'article 4 de la convention du 23 juin. « La plus-value nette résultant des réévaluations et évaluations prévues aux articles 1 et 2 ci-dessus, ainsi que le solde disponible du compte de réserve et d'amortissement après passation de l'écriture prévue à l'article 3 seront affectés à l'amortissement intégral, sur les livres de la Banque : 1°) Du solde des avances temporaires consenties par la Banque à l'Etat en exécution des lois des 5 août et 26 décembre 1914, 10 juillet 1915, 16 février et 4 octobre 1917, 5 avril et 7 juin 1918, 5 mars et 17 juillet 1919, 15 avril, 27 juin, 23 novembre et 4 décembre 1925 ; 2°) De la somme de 1.349.601 francs pour laquelle figure dans le chiffre de l'encaisse le montant de l'or non disponible à l'étranger ; 3°) Du solde débiteur du compte provisionnel institué par l'article 3 de la convention du 16 septembre 1926 conclue en exécution de la loi du 7 août 1926 ».

De même que la non-réévaluation des créances a permis à l'Etat de se libérer facilement envers les porteurs de rentes, de même la réévaluation du bilan de la Banque de France a permis à l'Etat de se libérer immédiatement des sommes restant dues sur les avances que lui avait consenti la Banque de France pendant la Guerre.

PASSIF

Remarquons d'abord qu'au passif, figurent deux postes sur lesquels la dépréciation monétaire n'a eu aucune influence, le poste « effets à payer, dettes à court terme » et le poste « profits et pertes ».

De même qu'à l'actif, les espèces en caisse, les effets à recevoir et les créances à court terme n'ont pas à faire l'objet d'une réévaluation en raison de leur rapidité à traverser le bilan, de même au passif les postes effets à payer, dettes à court terme ne sauraient faire l'objet d'une révision qui s'opère d'elle-même par le renouvellement continu des éléments qui composent ces postes.

Quant au compte « profits et pertes » figurant tantôt à l'actif (pertes) tantôt au passif (bénéfices) ce poste n'est que la différence entre l'actif et le passif au jour de l'inventaire. On ne peut donc songer à le réévaluer. Il se trouvera seulement modifié par suite de la révision des autres éléments du bilan.

Nous nous proposons d'étudier d'abord le poste « amortissements » qui se rattache d'une manière très étroite aux immobilisations de l'actif ; nous examinerons ensuite les « obligations » et les « dettes à long terme » qui soulèvent des questions spéciales et nous envisagerons enfin la révision du capital et des réserves.

I. — AMORTISSEMENTS

Il est nécessaire de rapprocher le poste « amortissements » qui figure au passif des immobilisations de l'actif. En fait, d'ailleurs, les amortissements ne font souvent pas l'objet d'un poste spécial et sont directement retranchés de l'élément d'actif correspondant.

Soit par exemple une Société possédant un outillage de 100.000 francs qu'on amortit en dix ans. Supposons que cinq ans se soient écoulés et qu'on ait par conséquent amor-

ti 50.000 francs. On peut présenter le bilan sous la forme suivante :

ACTIF		PASSIF	
Outillage	100.000	Amortissements . .	50.000
ou bien :			

ACTIF		PASSIF	
Outillage :	100.000		
Amorti :	50.000		
A amortir :	50.000		50.000

Cette seconde disposition a sur la dernière l'avantage de bien déterminer à quels éléments se rattachent les amortissements pratiqués.

Il importe de bien préciser ce qu'on fait lorsqu'on porte pour 50.000 francs un outillage dont le prix de revient a été de 100.000 francs, c'est-à-dire ce qu'on entend par amortir.

Nous avons rappelé (cf. supra) comment on avait été amené, faute de pouvoir déterminer la valeur d'utilisation des immobilisations, à adopter un procédé forfaitaire et à décider que la valeur d'utilisation varierait depuis le prix de revient jusqu'à zéro dans un intervalle de temps donné. Lorsque donc on écrit qu'un outillage de 100.000 francs est amorti de 50.000 francs, on rappelle simplement ce fait que d'après le forfait adopté la valeur d'utilisation de cet outillage n'est plus que de 50.000 francs et que pour parer à cette perte de valeur d'utilisation correspondant aux cinq ans écoulés on a prélevé sur les bénéfices une somme de 50.000 francs.

Par suite de la dépréciation monétaire, la règle traditionnelle d'inscription au bilan des immobilisations, prix de revient et amortissements, est faussée. En prélevant chaque année sur les bénéfices une quotité donnée du prix de revient, on ne reconstitue pas ce prix de revient. En pré-

levant pendant dix ans 10.000 francs à dix, quatre et deux sous, on n'arrive pas à un total de 100.000 francs à vingt sous (cf. supra).

La révision des immobilisations entraîne nécessairement une révision des amortissements déjà pratiqués. C'est toute la comptabilisation des valeurs immobilisées qui doit être remise en question.

Nous verrons dans la deuxième partie de cette étude (méthodes de réévaluation) de quelle manière on peut procéder à la révision des amortissements en même temps qu'à celle des prix de base des immobilisations.

II. — OBLIGATIONS ET DETTES A LONG TERME

Parmi les dettes de l'entreprise, les plus lourdes et souvent les plus élevées sont constituées par les emprunts à long terme. Ces emprunts peuvent avoir été contractés sous des formes diverses, soit sous la forme ordinaire d'un engagement de longue durée, reconnaissance de dette, emprunt hypothécaire, etc... soit par l'émission d'obligations remboursables selon telle ou telle modalité. Qu'il s'agisse d'obligations ou de dettes à long terme, le problème se pose exactement dans les mêmes conditions ; il s'agit de savoir si on précèdera à la réévaluation de ce poste du bilan c'est-à-dire de décider si celui qui a prêté à l'entreprise une somme d'argent fixe verra sa créance réévaluée, compte tenu de la dépréciation de la monnaie.

Nous nous heurtons là à un problème qui dépasse de beaucoup le cadre de notre étude, celui de la révision des créances libellées en francs antérieurs à 1926.

Réévaluer le bilan, avons-nous dit, c'est chercher à effacer de ce document les conséquences de la dépréciation monétaire. Mais vouloir résoudre ainsi un des problèmes posés par la dévalorisation n'est pas sans danger. Cette solution partielle entraîne à en désirer une totale ; or nombreuses sont les conséquences de la chute du franc qui

n'ont pas encore été effacées. « Ne voit-on pas, écrit Pierre Bayart, (les conséquences de la stabilisation en France et en Belgique, p. 24), que le principe d'une révalorisation une fois introduit, il n'est plus possible de lui faire sa part ? ».

En fait il en a bien été ainsi et un projet de loi de M. Ramadier relatif à la réévaluation des bilans contient un chapitre consacré à la réévaluation tout au moins partielle des dettes de l'entreprise. Il nous faut donc examiner comment, à l'heure actuelle, se pose encore cette question.

Les textes sont peu nombreux et fort courts ; nous en trouvons deux. D'une part, l'article 1895 du Code Civil « l'obligation qui résulte d'un prêt en argent n'est toujours que de la somme numérique énoncée au contrat. S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement ». D'autre part l'article 2 de la loi de stabilisation du 25 juin 1928. « Le franc, unité monétaire française est constitué par 65,5 milligrammes d'or au titre de neuf cent millièmes. La présente définition n'est pas applicable aux paiements internationaux qui, antérieurement à la promulgation de la présente loi ont pu valablement être stipulés en francs-or ».

Jusqu'à la stabilisation, la jurisprudence a appliqué strictement l'article 1895. Il était d'ailleurs logique qu'il en soit ainsi. Officiellement, il n'y avait jamais qu'un seul franc ; les variations du change, la dépréciation avérée de la monnaie étaient des faits que tout organe chargé de l'interprétation des lois ne pouvait prendre en considération.

Seule, la Jurisprudence du Conseil d'Etat, plus souple, plus prétorienne, avait, par sa théorie de l'imprévision, autorisé la modification de nombreux contrats. Des principes d'ordre supérieur dictaient sa conduite à notre haute juridiction Administrative, celui de la continuité des Services publics était l'un des plus impérieux.

Depuis la promulgation de la Loi du 25 juin 1928, un fait nouveau s'est produit. La Loi elle-même a fait allusion à deux francs, l'un représentant un poids d'or de 65,5 milligrammes, l'autre pouvant servir à des paiements internationaux et désigné sous le nom de franc-or. Si le nom de franc a été conservé pour des raisons d'ordre différent, ce n'est qu'en changeant sa définition, grâce à une équivoque ; en réalité franc-or et franc de la loi de 1928 sont aussi différents que le franc belge et le belga.

Le Gouvernement a tenu à garder ce même nom de franc pour permettre précisément à la Jurisprudence de conserver la même orientation et de continuer à appliquer strictement l'article 1895 aux rapports entre créanciers et débiteurs et en particulier aux rapports entre l'Etat et ses créanciers, les porteurs de rente. La stabilisation était une œuvre nécessaire pour la vie économique du pays. Mais l'Etat n'a pas voulu, en même temps qu'il faisait cette opération d'assainissement reconnaître la faillite des quatre cinquièmes qu'il venait de consacrer. Ces remarques n'ont pas manqué d'être faites au moment de la stabilisation et à de nombreuses reprises depuis.

Il semble pourtant que l'opinion ait un peu évolué sur ce point. Que l'Etat ait fait faillite, le peuple français y est habitué depuis plusieurs siècles et ne saurait en faire un reproche à un Gouvernement qui a eu à solder les dépenses de la plus onéreuse des guerres. Dès le 2 août 1914, cette faillite n'était-elle pas déjà accomplie : « Faillite, c'est un vocable qui sonne très mal aux oreilles d'un peuple honnête et laborieux. Mais, que voulez-vous ? Si faillite il y a, ce n'est pas le jour où l'on stabilise et où l'on rétablit pour partie la convertibilité en or ; c'est le jour où on établit le cours forcé et où le porteur du billet ne peut plus obtenir en échange la moindre parcelle de métal. Lorsque la Guerre nous a été imposée, lorsqu'il a fallu entreprendre tout à la fois un immense effort financier et un gigantesque effort

militaire, nous avons été condamnés, par la cruauté du sort, à demander des avances à la Banque et à augmenter tout de suite la circulation fiduciaire. Dès cette époque, ce billet, qui n'était plus convertible et que tout le monde était forcé de recevoir comme s'il valait en or son montant nominal, ce billet portait en lui-même sa cause immédiate de dépréciation. L'Etat ne faisait plus face à tous ces engagements ; il payait, dès cette époque, en papier déprécié ce qu'il devait en or. Mais il se trouvait en présence d'un cas de force majeure, tout le monde le savait et le patriotisme des citoyens français tenait pour libérateurs des paiements, qui, en réalité, étaient insuffisants ». (Discours de M. Poincaré à la Chambre des Députés le 21 juin 1928, *Journal Officiel* du 22, déb. par. p. 1993 et suiv.).

De semblables discours amènent l'opinion à comprendre et à excuser dans une certaine mesure le concordat forcé qu'à imposé le Gouvernement à la France, et ce, à la faveur d'une équivoque de mot. Mais ce qui est plus difficile à admettre, ce sont les conséquences qu'ont entraîné cette équivoque dans les rapports entre particuliers.

Qu'on applique l'article 1895 entre un créancier et un débiteur qui ont contracté en francs de 1914, qu'on autorise un individu à se libérer avec une somme cinq fois moindre que celle préalablement reçue, voilà ce qui aujourd'hui encore soulève les plus violentes protestations. Certes, dans bien des cas, il serait difficile à un débiteur de se libérer après valorisation de sa créance, mais, dit-on, ce serait alors aux Tribunaux à apprécier ces cas d'espèce, le principe restant celui du paiement en valeur-or. Car, s'il arrive que le débiteur soit dans une situation précaire par rapport au créancier, il arrive souvent que les rôles soient renversés. C'est en particulier le cas le plus fréquent quand il s'agit de créanciers d'une entreprise, de ceux qui figurent au bilan sous les noms divers d'obligataires, créanciers à long terme, etc...

Doit-on donc accueillir favorablement le projet de loi socialiste et souhaiter une réévaluation des dettes à long terme qui figurent aux bilans ?

L'objection que l'on soulève parfois, à savoir la difficulté qu'il y aurait à retrouver, en ce qui concerne les obligations au porteur si nombreuses les porteurs primitifs ne sauraient être longtemps discutée. En effet si la mesure est jugée équitable on devrait procéder à la réévaluation d'abord pour toutes les créances dont le propriétaire peut justifier de la date d'acquisition ; quant aux autres, le projet socialiste est logique ; ses défenseurs préconisent un impôt se chargeant de distribuer aux victimes de la dévaluation (rentiers sur l'Etat en particulier) les bénéfices faits par les entreprises au détriment des obligataires.

Cette objection d'application pratique écartée, la seule question qui se pose est de savoir si la réévaluation des créances du bilan est une mesure utile, et possible.

Sous le Directoire, la situation s'est présentée sous un aspect semblable à celui d'aujourd'hui. La Législation s'était heurtée, lors du décri des assignants, à cette même difficulté lorsqu'il s'était agi, non plus seulement de régler le présent, mais de revenir sur le passé et il lui avait fallu bientôt renoncer aux tentatives de justice qui avaient alors été faites. (Marion, Histoire Financière de la France depuis 1775, t. III, p. 484 et suiv.).

La révalorisation intégrale des créances ne saurait être longtemps défendue. Les entreprises seraient dans l'impossibilité manifeste de supporter des charges ainsi accrues. Si ce fait pouvait être discuté il y a trois ou quatre ans alors que la situation du Commerce et de l'Industrie était prospère, on ne peut le mettre en doute depuis la crise mondiale qui sévit depuis 1929. Ne pouvant désintéresser leurs créanciers avec leurs bénéfices ce seraient pour les entreprises la faillite ou au moins la diminution de leur capital productif. L'excès du droit ne confinerait-il pas

à l'injustice ; s'il est vrai que les entreprises ne pourraient aujourd'hui faire face à ce passif qu'au détriment de leur propre substance, et se trouveraient en définitive avoir travaillé toute la Guerre pour ceux qu'on appelle en Angleterre les « sleepings partners », les associés dormants, afin de leur permettre, sans avoir couru aucun risque de se réveiller, après le cataclysme avec une fortune intacte ? (Pierre Bayart, op. cit. p. 26).

Aussi est-ce généralement une réévaluation partielle qu'on réclame, réalisée sous des formes diverses, soit remise aux obligataires d'actions nouvelles (J. Perquel, les Conséquences de la stabilisation p. 13), soit majoration d'intérêt (R. P. du Passage, les Etudes, 20 juillet 1928) soit comme l'Allemagne en fixant un taux de révalorisation (projet Ramadier). Remarquons pour l'Allemagne que si les obligations allemandes tombées à zéro ont été valorisées à 15 %, en France par le seul fait de la stabilisation, les créances ont conservées 20 % de leur valeur primitive, c'est-à-dire plus encore que celles des créanciers Allemands.

En réalité, le nœud de cette question si troublante de la valorisation des créances, c'est que cette valorisation est absolument contraire à l'idée même de stabilisation. Vouloir réévaluer le passif des bilans ainsi que toutes les créances civiles et commerciales est détruire l'effet de la loi du 25 juin 1928 et détruire tout l'équilibre économique établie par cette stabilisation.

M. Poincaré dans son discours du 21 juin 1928 n'a pas caché le désir qu'il avait eu, lui aussi, de voir le franc se révaloriser de façon à amener la justice dans les rapports contractuels de Guerre et d'avant-Guerre : « L'idéal serait assurément de pouvoir procéder à une révalorisation totale. Outre que ce serait là pour la nation toute entière, une satisfaction politique et morale, ce serait envers ceux qui ont fait confiance à l'Etat, qui lui ont apporté et prêté

des francs-or et ont conservé leurs rentes depuis la souscription, un acte de gratitude et d'équité. Mais il s'agit de savoir si cette révalorisation totale ou même si une révalorisation plus accentuée que celle d'aujourd'hui est possible et au prix de quelles difficultés et de quels sacrifices elle le serait... La révalorisation, c'est peut-être un rêve, mais c'est un rêve dont se berce beaucoup de braves gens. Pourquoi les priver de leurs illusions ? Je ne suis pas insensible certes, à ces considérations psychologiques. J'y ai même cédé personnellement. J'y ai cédé dans la mesure du possible. Bien mieux, j'ai fait en 1926, dans l'intérêt des rentiers tout ce qui dépendait du Gouvernement pour réaliser en partie leurs espoirs. Je n'ai pas voulu stabiliser à un cours analogue à celui qu'avait fixé la Belgique pour ne pas leur imposer de trop lourds sacrifices. Mais il y a une limite qu'ont ne peut dépasser sans porter atteinte à l'intérêt général du pays et sans nuire par là aux rentiers eux-mêmes. J'ai fait et refait le tour de la question, je me suis entouré des conseils des hommes les plus compétents et les plus désintéressés. J'ai bien été forcé de me rendre à l'évidence... ».

Si le projet de loi Socialiste sur la valorisation des créances du bilan venait à être adopté par le Parlement et était mis en application, il n'est pas téméraire d'affirmer que dans ce cas, croyons-nous, l'œuvre de la stabilisation pourrait bien être ébranlée sinon anéantie et que la fixité du franc serait à nouveau compromise.

Dans la suite de cette étude, nous n'envisageons donc plus la possibilité d'une réévaluation des créances. Et cette nécessité d'ordre public où nous sommes de ne pas pouvoir procéder à la réévaluation de ce poste aura des conséquences graves sur la réévaluation toute entière : la révision des bilans ne sera qu'une révision partielle et le but proposé « effacer du bilan toutes les conséquences de la dépréciation monétaire » ne pourra pas être atteint.

III. — CAPITAL ET RÉSERVES

L'étude de la réévaluation du capital trouve sa place logique à l'occasion de l'examen d'un problème plus général, celui de la place des plus-values que nous étudierons dans la 3^e partie (conséquences de la réévaluation). Nous nous bornerons ici à quelques brèves explications montrant comment on peut être amené à envisager la réévaluation de ce poste « Capital ».

Pour mieux comprendre l'utilité d'une telle réévaluation, schématisons l'entreprise. Supposons qu'en 1914, une entreprise se fonde au capital de 1.000.000. Avec ce million, elle achète un seul immeuble possédant cette valeur. La Guerre et l'après-Guerre se passe sans que l'entreprise ait fait aucun acte juridique. En 1931, on dresse à nouveau le bilan de l'affaire.

Les considérations exposées plus haut conduisent à procéder à la réévaluation de l'actif. Supposons que cette opération donne à l'immeuble qui compose cet actif la valeur en francs de 1931 de 5.000.000 de francs. Le bilan devient :

ACTIF	PASSIF
Immeuble 5.000.000	Capital 1.000.000

C'est en considérant ainsi que le capital étant souvent dans une large mesure la contrepartie des comptes immobilisations de l'actif que certains auteurs ont prôné la réévaluation du poste « capital » : « il y a donc rigoureusement lieu, au point de vue comptable, de réévaluer le capital, comme ont été réévalués les immobilisations » (Escaravage, la révision des bilans au point de vue juridique et comptable, p. 40).

On pourrait répéter au sujet des réserves les remarques faites à propos du capital et indiquer les raisons qui mili-

tent en faveur de la révision de ce poste : « Il est bien nécessaire de comprendre que le mot, réserve, n'implique nullement l'enfouissement dans un bas de laine, ou même dans un coffre-fort, de telle ou telle somme en billets de Banque, auquel cas évidemment la valeur de ces billets de Banque serait indépendante de la date à laquelle on les aurait au sens matériel du mot, mis de côté. Les réserves, ce sont, comme le capital, comme les emprunts, du matériel, de l'outillage, des stocks de matières premières des valeurs mobilières, etc.. De même qu'à l'actif, nous avons réévalué ces différents postes, de même il y a évidemment lieu de réévaluer au passif le poste, pur symbole comptable, dont ils sont la contrepartie tangible. ». (Escaravage, op. cit. p. 41).

Comme pour le capital, nous rattacherons la discussion relative à l'utilité d'une réévaluation des réserves au problème plus général de la place des plus-values. (cf. 3^e partie).

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

L'intérêt principal et presque unique de la réévaluation réside donc à l'heure actuelle dans la réévaluation des immobilisations matérielles, qui, figées par la règle du prix de revient à un chiffre fixe, déterminé par la date de leur entrée dans l'entreprise, peuvent figurer encore au bilan, exprimées en francs d'une valeur différente de celle de notre étalon monétaire actuel.

DEUXIÈME PARTIE

MÉTHODES DE RÉÉVALUATION

Nous nous proposons d'examiner dans la deuxième partie de cette étude les différentes méthodes permettant de réaliser la réévaluation des immobilisations et de leurs amortissements.

Les diverses solutions proposées pour résoudre ce problème peuvent toutes se ramener à deux conceptions de la réévaluation qui correspondent à deux tournures d'esprit. La première qu'on pourrait appeler celle de l'ingénieur correspond à une vue concrète des choses, réaliste, utilitaire. La seconde, s'appuyant sur des notions plus générales, plus théoriques est celle du financier et de l'économiste.

On désigne généralement ces deux grandes théories sous le nom de « réévaluation directe » et de « réévaluation forfaitaire ». Toutes deux présentent de nombreuses modalités et parfois même se combinent l'une à l'autre. Les idées qui y dominent sont cependant assez différentes pour justifier leur étude séparée.

I. — RÉÉVALUATION DIRECTE

L'énoncé de la méthode de réévaluation directe paraît conforme au bon sens. Il suffit, dit-on, de porter au bilan, à la place des chiffres erronés qui y figurent, la valeur ac-

tuelle réelle des divers éléments qui le composent. On aura ainsi un bilan réévalué et sincère. On pourra utilement, ajoute-t-on souvent, confier ce travail à des experts. Cette conception semble claire et logique et séduit par sa simplicité. Mais des difficultés se présentent dès que l'on essaie de préciser les termes employés et de faire une application pratique de la théorie énoncée.

Il suffit, dit-on, de porter au bilan la valeur actuelle des divers éléments qui le composent. De quelle valeur entend-on parler ?

Méthode de la valeur vénale

Ecartons d'abord une première valeur qui a été proposée, la valeur vénale de chaque élément. (Chambre de Commerce de Tourcoing, vœu émis dans sa séance du 7 septembre 1928 : la Chambre de Commerce estime que cette réadaptation des bilans peut être rendue obligatoire, en prenant pour base l'estimation de la valeur vénale réelle des éléments d'actif, qui serait déterminée par des experts, que les différents Groupements Syndicaux constitueraient en Commissions spécialisées par genre d'industrie).

On sait, en effet, par les analyses des économistes, qu'un objet possède deux valeurs. L'une, valeur d'échange, qui est la quantité d'objets différents, pratiquement la somme d'argent qu'on peut obtenir sur le marché en échange de l'objet en question. Cette valeur est connue ou facile à connaître, c'est le prix de l'objet. L'autre est une notion subjective. C'est la valeur d'usage, c'est-à-dire l'importance que possède pour une personne déterminée cet objet, c'est le désir qu'elle a de l'avoir, c'est la quantité d'autres objets, d'argent en particulier que cette personne donnerait pour l'acquérir. Tandis que la valeur d'échange est nettement connue, la valeur d'usage est différente avec

chaque individu et varie suivant les goûts, le tempérament, les besoins et en général les deux valeurs ne coïncident pas. C'est ainsi qu'un homme assoiffé au milieu du désert donnerait tout l'or du monde pour un peu d'eau. Ce qu'un économiste traduit en disant : l'eau dont la valeur d'échange est faible a pour cet homme une très grande valeur d'usage. On peut dire que chacun de nous a une échelle de valeurs d'usage qui n'est autre que celle de ses besoins. On arrive d'ailleurs à montrer comment la valeur d'échange s'établit par la rencontre sur le marché de tous les acheteurs et vendeurs attribuant chacun une valeur d'usage différente à l'objet en question.

Une entreprise peut être, à ce point de vue, assimilée à une personne physique. Pour elle aussi, les notions de valeurs d'échange et de valeurs d'usage existe. Pour certains de ces éléments, ces deux valeurs se confondent ; ainsi en est-il des marchandises par exemple : pour d'autres il en est différemment, et c'est là précisément le cas des immobilisations, objet de la réévaluation. S'il s'agissait de dresser un bilan de liquidation, la valeur qu'on porterait au bilan serait cette valeur d'échange, mais tant que l'entreprise fonctionne, c'est avant tout la valeur d'usage, la valeur d'utilisation qui doit figurer au bilan.

Aussi, pas plus en période normale qu'au moment de procéder à une réévaluation, on ne peut utiliser la valeur vénale ou d'échange des éléments à réévaluer.

Théories du coût de remplacement

Reconnaissant que la valeur actuelle des éléments immobilisés ne doit évidemment pas être déterminée pour la réévaluation par la valeur vénale de chaque élément, certains ont proposé d'adopter pour cette valeur actuelle ce qu'ils ont appelé le « coût de remplacement ».

Il importe de distinguer avec soin (ce qui, semble-t-il, n'a

pas toujours été fait) deux théories du coût de remplacement. D'après les uns, il s'agirait avant tout de supprimer totalement la règle du prix de revient de l'établissement du bilan et de la remplacer par la règle du coût de remplacement. C'est ce que nous appellerons la théorie générale du coût de remplacement. D'après les autres au contraire, la règle du prix de revient doit être conservé et le coût de remplacement ne serait pris en considération que pour cette opération spéciale qu'est la réévaluation.

Théorie générale du coût de remplacement. — Vouloir déterminer la valeur d'utilisation d'un bien, notion essentiellement subjective est une œuvre vaine. On été amené à chercher un autre élément connu avec certitude qui permette de déterminer cette valeur. C'est une idée qui a conduit à la règle traditionnelle du prix de revient, d'après laquelle on détermine conventionnellement la valeur d'utilisation. Estimant que celle-ci sera nulle au bout d'un certain nombre d'années on fait décroître la valeur d'utilisation du prix de revient de l'élément considéré jusqu'à zéro, dans ce laps de temps qu'on a évalué. Et on réalise cette diminution progressive par les divers procédés d'amortissement, amortissement constant, progressif, dégressif. Nous n'examinerons que l'amortissement constant, seul admis par l'Administration et le plus généralement employé.

D'après la théorie générale du coût de remplacement ce n'est pas le prix de revient qui doit figurer au bilan, mais le coût de remplacement des éléments, c'est-à-dire le prix qu'il serait nécessaire de verser pour se procurer cet élément en supposant qu'il vienne à disparaître.

On appuie cette théorie sur le raisonnement suivant : les immobilisations doivent faire l'objet d'amortissement, or quel est le but de l'amortissement, c'est de permettre en cas de dépréciation ou de disparition d'un élément im-

mobilisé de pouvoir s'en procurer un autre. En pratiquant des amortissements sur la base du prix de revient on n'est nullement sûr de reconstituer des sommes suffisantes pour se procurer un nouvel élément. En période de dépréciation monétaire, le phénomène est facile à constater, mais il existe également en période normale du fait des variations des prix. La dépréciation de la monnaie n'a fait que mettre en lumière un vice inhérent à la manière dont les bilans sont établis. Si on avait toujours adopté cette règle du coût de remplacement, la réévaluation se serait accompli automatiquement et ne ferait pas l'objet d'une opération spéciale. Supprimons donc la règle du prix de revient, on opérera la révision des bilans qui s'impose actuellement et on évitera pour l'avenir le retour de pareils troubles. M. Marceshe, président de la Chambre de Commerce de Lorient et du Morbihan s'exprime ainsi : « logiquement la vraie dépréciation de l'actif fixe devrait être basée sur la valeur de remplacement, et non sur la valeur d'achat ». (Séance du 4 octobre 1928).

La théorie générale du coût de remplacement soulève de très graves objections. La première est d'introduire chaque année une grande part d'arbitraire dans la confection du bilan. Chaque année, on sera obligé de déterminer quel serait le prix de revient actuel des immobilisations, opération délicate qui risque de troubler la continuité du bilan. La comparaison des bilans successifs devient très difficile.

On peut reprocher également à cette conception une vue matérielle de l'amortissement. Un outillage acheté 1.000.000 coûterait actuellement 6.000.000, il faut donc, d'après la théorie du coût de remplacement, amortir 6.000.000 pour être en mesure de racheter cet outillage quand il sera ou pourra être démodé. En fait, il en sera tout autrement et presque jamais cet outillage ne sera remplacé par un outillage identique au précédent ni même équivalent. Qu'im-

porte que cet outillage coûte aujourd'hui 6.000.000 et pourquoi amortir sur ce chiffre, si jamais on n'a l'intention d'en acheter un semblable ? Qu'importe le coût de remplacement, si jamais l'on ne doit en faire d'application ? « Vous me demandez combien je dépenserais aujourd'hui pour construire mon usine ? Je réponds : rien, parce que je me garderais de la concevoir et de la construire telle quelle. Tout a évolué, depuis le temps où elle a été faite et bien mal avisé serait l'industriel qui prendrait modèle sur ce qu'on faisait alors. ». (M. Desforges, rapport à la Chambre de Commerce de Nancy, séance de janvier 1929).

La règle du prix de revient n'a-t-elle pas de plus pour elle une longue tradition qui pèse en sa faveur ? Si des générations de commerçants et d'industriels ont pu gérer et faire prospérer leurs affaires en suivant cette règle, il est probable qu'elle avait quelque raison d'exister. Certes, il est bon d'examiner avec soin la tradition qui peut parfois se transformé en routine. Mais on ne doit la modifier qu'avec prudence et lorsque, ce qui n'est pas le cas, elle s'appuie sur des raisonnements solides et sur une nouvelle conception plus exacte.

Théorie du coût de remplacement appliquée uniquement à la réévaluation. — A côté de ceux qui voudraient transformer entièrement la confection du bilan, il en est d'autres qui, tout en se ralliant à la règle du prix de revient estiment que, pour une réévaluation, c'est le coût de remplacement qui doit servir de base à cette opération. Que faut-il réévaluer en effet sinon le prix de revient primitif faussé par la dépréciation monétaire ? Or, pour déterminer ce prix de revient, tel qu'il serait dans les troubles monétaires, la seule méthode est de rechercher ce qu'il faudrait aujourd'hui dépenser pour acheter ou pour fabriquer les diverses immobilisations de l'entreprise. On réduira ce chiffre dans une cer-

taine proportion pour tenir compte de l'usure et de la vétusté et sur cette base, à nouveau fixe, on procèdera aux amortissements ultérieurs.

« Une donnée et une seule peut être considérée comme ayant une certaine réalité objective. C'est le prix auquel reviendrait l'installation actuelle d'une immobilisation neuve. Un architecte peut calculer le coût d'une construction ; un ingénieur peut fixer le prix auquel on pourrait acheter une machine et les frais qu'entraînerait son installation. Le coefficient personnel est ainsi réduit au minimum... Le prix de revient ainsi obtenu correspond à ce prix de revient transposé dans les circonstances actuelles et ne modifie pas en réalité les bases du bilan ». (Prop. de loi Ramadier).

De tous les procédés de réévaluation directe, celui-ci est le seul vraiment logique. Il possède cependant un grave défaut. Supposons en effet un outillage acheté 1.000.000 en 1914 et dont le prix de revient en 1931 est de 6.000.000. La variation qui s'est produite dans la valeur de ce prix de revient dérive de diverses causes ; d'une part de phénomènes économiques variés ; d'autre part de la dépréciation monétaire. Or quel est le but que se propose par définition la réévaluation : faire disparaître autant que possible du bilan les conséquences de la dépréciation monétaire. Il ne suffit donc pas de dire qu'à l'heure actuelle le prix de revient est de 6.000.000 et de porter au bilan ce nouveau prix de revient pour réaliser la réévaluation. Il faut encore déterminer quelle est la partie de cette variation qui est due aux phénomènes généraux de celle qui est due aux variations monétaires. En procédant autrement on ne fait plus à proprement parler une réévaluation et aucune des conséquences d'une réévaluation correctement effectuée (nature des plus-values etc...) ne se produit plus.

Cette discrimination entre les variations purement monétaires et les autres causes de changement dans la valeur

du prix de revient est-elle possible ? La méthode de réévaluation forfaitaire prétend atteindre ce but.

II. — RÉÉVALUATION FORFAITAIRE

Le principe de cette méthode réside dans une conception du bilan et de la vie économique d'une entreprise en général comme sous le nom de théorie de l'investissement.

Dans une entreprise, on investit un capital représentant un poids d'or donné. Ce capital est employé de diverses manières, en particulier une partie est placée en immobilisations. On estime qu'au bout d'un certain temps, ces immobilisations auront perdu leur valeur. Qu'est-il nécessaire de retrouver à la fin de cette période ? uniquement la portion du capital, le poids d'or qui a été investi dans ce matériel, dans cet outillage. Or, en fait alors l'usage le plus utile pour l'entreprise, achat d'autres immobilisations, de marchandises, etc... sans que rien n'oblige à réinvestir ce capital en outillage identique ou même équivalent au précédent. Un seul point est essentiel, retrouver ce capital, ce poids d'or investi et le distinguer soigneusement du revenu, du bénéfice, des fruits de l'entreprise, qui peuvent être consommés sans amoindrir le capital productif. Il faut éviter seulement de tuer la poule aux œufs d'or.

Cette conception conduit à adopter la règle du prix de revient pour les immobilisations ; ce prix de revient est en effet le capital investi dans l'immobilisation. En amortissant sur cette base, on reconstitue l'intégralité du capital primitivement investi.

Appliqué à la réévaluation, l'idée d'investissement aboutit à la réévaluation forfaitaire. Cherchons en effet à éliminer seulement du bilan les troubles causés par la dépréciation monétaire. Si aucune dépréciation du franc ne s'était produite, si notre étalon de mesure des valeurs avait toujours conservé sa valeur d'avant-Guerre ou plus exacte-

ment s'il avait toujours eu la valeur qu'il a actuellement, comment serait fait les bilans actuels ?

En s'appuyant sur la notion de poids d'or, base de la théorie de l'investissement, on peut répondre ; en 1914, par exemple, il a été investi dans l'entreprise un poids d'or de tant de grammes représentant à cette époque 1.000.000 de francs dans un outillage. Ce même poids d'or vaut aujourd'hui officiellement 4.920.000 francs actuels. Si le franc avait toujours eu par rapport à l'or, seule monnaie stable, la même valeur qu'aujourd'hui, c'eût été en 1913 ce chiffre de 4.920.000 francs qui eût figuré au bilan et c'est celui qu'aujourd'hui, pour effacer le passé, on doit porter dans les bilans. Il ressort bien de la manière de procéder que la plus-value de 3.920.000 francs est bien une plus-value entièrement monétaire, puisque seul le taux de dépréciation de la monnaie a servi de base à l'opération, indépendamment de toute valeur actuelle de l'élément, ou de toute autre considération économique.

On est ainsi amené à rechercher quelle a été la valeur du franc entre 1914 et 1928 en fonction du franc actuel. Ce travail étant supposé fait, on obtient un tableau de coefficients montrant qu'en 1914 le franc valait 4,92 fois notre franc, qu'en 1917 il le valait 4,42 fois, etc... On considère ensuite chacun des éléments du bilan à réévaluer ; on note sa date d'entrée dans l'entreprise, c'est-à-dire en quel sorte de franc il a été acheté ou fabriqué. Un immeuble d'1.000.000 en 1917 l'a été en francs valant 4,42 fois moins que celui d'aujourd'hui. Le prix de revient qui figure au bilan doit donc se lire :

Immeuble : 1.000.000 de francs de 1917 = 4.420.000 frs de 1928.

On ne peut nier que cette méthode forfaitaire soit séduisante et semble résoudre rigoureusement le problème de la réévaluation. Aussi n'a-t-elle pas manqué de défenseurs convaincus dès la fin de la Guerre. On la préconisait

alors sous des modalités diverses, en particulier sous la forme la plus répandue, celle du bilan-or.

A cette époque, dans l'espérance où l'on se trouvait de voir le franc recouvrer sa valeur-or, ce n'était pas l'ancienne valeur qu'on voulait exprimer en francs du jour, ce qui d'ailleurs eût été une opération impossible, étant donnée l'absence de toute fixité des cours, mais bien les valeurs nouvelles qu'on cherchait à exprimer en francs-or. Ainsi l'outillage, acheté en 1913, 1.000.000, conservait au bilan ce prix de revient de 1.000.000 mais un outillage neuf qu'on venait d'acheter 3.000.000 de francs-papiers n'aurait figurer que pour 1.000.000 de francs-or, si on estimait que 3 francs-papiers au moment de l'achat représentait un poids d'or de 1 franc-or d'avant-guerre. On préconisait même l'établissement d'une comptabilité complète en franc-or à côté de la comptabilité courante en francs-papiers. (Delavelle, la Comptabilité en francs-or, Paris, 1922).

Depuis la stabilisation, la réévaluation forfaitaire se présente sous la forme que nous avons exposé ci-dessus. C'est le franc-or de 1928 qu'on prend comme base de la réévaluation et ce sont les opérations antérieures à la stabilisation qu'on réévalue pour les adapter à la valeur du franc actuel.

Mais sous l'une ou l'autre forme, bilan-or d'avant la stabilisation ou réévaluation forfaitaire d'aujourd'hui, c'est exactement la même méthode, ce sont les mêmes idées directrices.

Nous bornant présentement à cet exposé de la méthode de réévaluation forfaitaire, nous devons, avant d'en discuter les principes, étudier de plus près son fonctionnement. C'est elle en effet qui a été adoptée par l'Administration des Contributions Directes dans la circulaire du 25 janvier 1930. C'est donc elle qui constitue actuellement notre législation.

LA RÉÉVALUATION FORFAITAIRE D'APRÈS LA CIRCULAIRE
DU 25 JANVIER 1930

D'après cette Circulaire, deux éléments sont sujets à réévaluation, d'une part les immobilisations, d'autre part les amortissements déjà pratiqués sur ces immobilisations.

Immobilisations

La réévaluation des immobilisations est prévue par la méthode forfaitaire telle que nous venons de l'exposer : « les considérations qui précèdent conduisent à convertir également en francs stabilisés les prix de revient devant servir de base à l'amortissement. Cette conversion s'effectuera en multipliant le prix de revient initial par le coefficient exprimant la valeur que l'ancien franc, compte tenu du change par rapport au dollar à l'époque du paiement, avait, à cette époque en francs stabilisés. Ainsi, pour les éléments acquis sous le régime de la libre circulation de l'ancienne monnaie, la conversion se fera au coefficient de conversion. Pour les installations effectuées sous le régime du cours forcé, à une époque où le franc ne valait, par exemple que 2,07 frs en francs stabilisés (année 1922) c'est ce chiffre de 2,07 qui sera le coefficient de conversion. »

Le tableau suivant de coefficients est annexé à la Circulaire :

ANNÉES	VALEUR MOYENNE DE L'ANCIEN FRANC EN FRANCS STABILISÉS
1914 et années antérieures	4,92
1915	4,36
1916	4,29
1917	4,42
1918	4,67
1919	3,49
1920	1,76

1921	1,88
1922	2,07
1923	1,54
1924	1,31
1925	1,20
1926 et années suivantes	1,00

Amortissements

Dans les méthodes de réévaluation directe, il n'y a pas à proprement parler réévaluation des amortissements. Cette opération se confond avec la réévaluation des bases de l'amortissement. Ainsi si on prend la valeur vénale actuelle, ce seul chiffre remplacera l'ancien prix de revient et les amortissements antérieurement pratiqués. D'après la théorie du coût de remplacement ou bien on diminue ce coût d'une certaine proportion, en égard à l'usure et à la vétusté, ou bien on adopte purement et simplement les amortissements tels qu'ils ont déjà été pratiqués pour tenir compte de cette usure (proposition de loi Ramadier).

Dans la méthode de réévaluation forfaitaire, on peut concevoir deux façons d'opérer :

Soit un immeuble porté au bilan pour 1.000.000 amorti de 750.000 frs. Le prix de revient réévalué forfaitairement devient par exemple 4.920.000 frs. On peut raisonner ainsi : cet immeuble était déjà amorti des trois quarts de sa valeur. C'est donc qu'on estime que sa valeur d'utilisation actuelle n'est plus que le quart du prix de revient initial. Ce prix de revient réévalué est aujourd'hui de 4.920.000 frs. Portons seulement au bilan le quart de cette valeur, soit :

$$1/4 \ 4.920.000 = 1.230.000 \text{ frs.}$$

et amortissons sur cette nouvelle base. (Gael Fain, le Capital).

Mais telle n'a pas été le procédé adopté par l'Adminis-

tration et tel n'est pas en effet celui auquel conduit logiquement la notion d'investissement. Que signifie en effet cette expression : depuis 1914 on a amorti 50.000 frs par an? C'est que chaque année depuis 1914, l'entreprise a mis de côté en quelque sorte sous le nom d'amortissement un poids d'or destiné à reconstituer le poids d'or primitif investi dans l'immeuble, poids d'or qui se traduisait en 1913 par 1.000.000 de francs de 1913 et que nous écrivons aujourd'hui 4.920.000 francs de 1930. Le poids d'or amorti chaque année se traduisait par 50.000 francs de 1914, 50.000 francs de 1915, etc... Ramenons toutes ces monnaies à la monnaie actuelle. Pour cela reprenons le tableau des coefficients qui donne pour chaque année la valeur du franc en fonction de celui de 1928. En réalité l'entreprise a amorti un poids d'or de :

en 1914	50.000	$\times$ 4,92	=	246.000 frs de 1929
en 1915	50.000	$\times$ 4,36	=	218.000 frs de 1929
en 1916	50.000	$\times$ 4,21	=	210.000 frs de 1929
en 1917	50.000	$\times$ 4,42	=	221.000 frs de 1929
en 1918	50.000	$\times$ 4,57	=	228.000 frs de 1929
en 1919	50.000	$\times$ 3,47	=	173.000 frs de 1929
en 1920	50.000	$\times$ 1,76	=	88.000 frs de 1929
en 1921	50.000	$\times$ 1,88	=	94.000 frs de 1929
en 1922	50.000	$\times$ 2,07	=	103.500 frs de 1929
en 1923	50.000	$\times$ 1,54	=	77.000 frs de 1929
en 1924	50.000	$\times$ 1,31	=	65.500 frs de 1929
en 1925	50.000	$\times$ 1,20	=	60.000 frs de 1929
en 1926	50.000	$\times$ 1	=	50.000 frs de 1929
en 1927	50.000	$\times$ 1	=	50.000 frs de 1929
en 1928	50.000	$\times$ 1	=	50.000 frs de 1929

Total... 750.000

1.935.500

Le total des amortissements déjà pratiqués est donc de 1.940.000 francs de 1929, année supposée de la réévaluation. Il reste donc à amortir sur le nouveau prix de revient :

$$4.920.000 - 1.935.500 = 2.984.500$$

Telle sera la nouvelle valeur de l'immeuble qui figurera au bilan.

C'est cette méthode qu'expose brièvement la Circulaire du 25 janvier 1930 : « les prix de revient étant convertis en francs stabilisés, il est nécessaire, en second lieu de déterminer quelle est la partie du montant des nouveaux prix qui restent à amortir. Pour aboutir au résultat cherché, il suffit d'établir quelle est la fraction précédemment amortie. La question étant posée, on observera que les raisons qui justifient la conversion du prix de revient en francs stabilisés conduisent pareillement à convertir suivant les mêmes modalités les amortissements antérieures en francs stabilisés. En conséquence, un amortissement de 100 francs par exemple pratiqué alors que le franc valait 4,92 fr. en francs stabilisés sera considéré comme représentant, sous le nouveau régime monétaire, un amortissement de 492 francs fait sur le prix de revient en francs stabilisés. De même un amortissement de 100 francs fait à l'époque où le franc valait 2 fr. 07 en francs stabilisés équivaldra en nouvelle monnaie, à un amortissement de 207 francs. »

Exemple de réévaluation d'après la méthode forfaitaire :

Nous procéderons, en appliquant la méthode forfaitaire adoptée par l'Administration, à la réévaluation du bilan suivant :

ACTIF

Terrain	100.000
Immeubles	560.000
Matériel et outillage	410.000
Automobiles	132.000
Mobilier	100.000
Brevet	50.000
Fonds de Commerce	300.000

Frais de premier établissement.....	280.000
Matières premières	500.000
Produits finis et en cours de fabrication	420.000
Portefeuille	580.000
Débiteurs divers	340.000
Effets à recevoir	140.000
Espèces en caisse	50.000
	3.962.000

PASSIF

Capital	1.000.000
Réserves	700.000
Obligations	800.000
Amortissements	969.000
Créditeurs	150.000
Bénéfices	343.000
	3.962.000

Dans cette présentation, on a groupé tous les amortissements en un seul poste qui figure au passif et qui représente le total des amortissements faits sur les éléments de l'actif. Il y a intérêt pour la clarté de l'exposé à rapprocher ces amortissements des postes de l'actif auxquels ils s'appliquent et à les en retrancher de façon à ne plus faire figurer au bilan que ce seul reliquat non amorti. Nous détaillerons en même temps les divers postes de l'actif, ce qui donnera une vue plus complète de la vie antérieure de l'entreprise.

ACTIF

Terrain

Un terrain acheté en 1913, 100.000.....	100.000
---	---------

Immeubles

Un premier immeuble construit en 1913 pour 380.000 amorti à raison de 19.000 frs par an (5 %) pendant 17 ans soit un total d'amortissement de 323.000. La valeur résiduelle restant à amortir est donc de 57.000 francs.

Un second immeuble acheté en 1924 180.000 francs, amorti à raison de 9.000 frs par an pendant 6 ans. Total d'amortissement 54.000 frs. Valeur résiduelle restant à amortir 126.000.

La valeur totale des immeubles restant à amortir est donc de 183.000 frs.

Matériel et outillage

Un premier matériel acheté en 1913 160.000 francs amorti à raison de 16.000 francs par an (10 %) pendant 10 ans. Total des amortissements 160.000. Valeur restant à amortir 0. Chiffre mémoire 1 franc.

Un second matériel acheté en 1923 250.000 francs amorti à raison de 25.000 francs par an pendant 7 ans. Total amorti : 175.000 francs. Valeur restant à amortir, 75.000 francs.

La valeur résiduelle des deux matériels est donc de 75.001 francs.

Ces deux matériels sont encore en service.

Automobiles

4 camions achetés en 1923 pour 132.000 francs ont été amortis à raison de 33.000 francs par an (25 %). Ils sont donc totalement amortis et portés au bilan pour le chiffre-mémoire de 1 franc. Tous quatre sont encore en service.

Mobilier

Acheté en 1913 100.000 francs amorti à raison de 10.000 francs par an, porté au bilan pour le chiffre mémoire de 1 franc.

Brevet

Acheté en 1925 50.000 amorti à raison de 5.000 francs par an pendant 5 ans. Total amorti : 25.000. Reste à amortir 25.000.

Le bilan se présente alors sous la forme suivante : à l'actif ne figurent pour les immobilisations que les valeurs restant encore à amortir; au passif, le poste amortissements est supprimé. D'où le résultat :

ACTIF

Terrain	100.000
Immeuble	183.000
Matériel et outillage	75.000
Automobiles	1
Mobilier	1
Brevet	25.000
Fonds de commerce	300.000
Frais de premier établissement	280.000
Matières premières	500.000
Produits finis ou en cours de fabrication	420.000
Portefeuille	580.000
Débiteurs divers	340.000
Effets à recevoir	140.000
Espèces en caisse	50.000

2.993.003

PASSIF

Capital	1.000.000
Réserves	700.000
Obligations	800.000
Créditeurs	150.000
Bénéfices	343.003

2.993.003

C'est sous cette seconde forme, amortissements retranchés à l'actif des prix de revient, que nous allons procéder à la réévaluation. D'après la Circulaire du 25 janvier, seuls pourront être réévaluées les valeurs immobilisées : terrains, immeubles, matériel, automobiles, mobiliers, brevet, et les amortissements qui y correspondent.

Terrains

La Circulaire en a autorisé implicitement la réévaluation (cf. 3^e partie plus-values).

Prix de revient réévalué $100.000 \times 4,92 = 492.000$.

Immeubles

1^{er} immeuble : Prix de revient (1913) 380.000. Prix de revient réévalué : $380.000 \times 4,92 = 1.869.600$.

Amortissements réévalués :

1930	19.000×1	$= 19.000$
1914	$19.000 \times 4,92$	$= 93.480$
1915	$19.000 \times 4,36$	$= 82.840$
1916	$19.000 \times 4,29$	$= 81.510$
1917	$19.000 \times 4,42$	$= 83.980$
1918	$19.000 \times 4,57$	$= 86.830$
1919	$19.000 \times 3,49$	$= 66.310$
1920	$19.000 \times 1,76$	$= 32.540$
1921	$19.000 \times 1,88$	$= 35.720$
1922	$19.000 \times 2,07$	$= 39.330$
1923	$19.000 \times 1,54$	$= 23.260$
1924	$19.000 \times 1,31$	$= 24.890$
1925	$19.000 \times 1,20$	$= 22.800$
1926	19.000×1	$= 19.000$
1927	19.000×1	$= 19.000$
1928	19.000×1	$= 19.000$
1929	19.000×1	$= 19.000$

774.490

donc : prix de revient réévalué	1.869.600
Amortissements réévalués	774.490
Valeur résiduelle	1.095.110

2^e immeuble. Prix de revient évalué :

$$180.000 \times 1,31 = 235.800$$

Amortissements réévalués :

$$\begin{array}{rcl} 1925 & 9.000 \times 1,20 & = 10.800 \\ 1925-1930 & 45.000 \times 1 & = 45.000 \\ & \hline & 55.800 \end{array}$$

donc : prix de revient réévalué	235.800
Amortissements réévalués	55.800
	180.000

Valeur résiduelle totale des immeubles réévalués :

$$1.275.110$$

Matériel et outillage

1^{er} matériel : prix de revient réévalué :

$$160.000 \times 4,92 = 787.200$$

Amortissements réévalués :

$$\begin{array}{rcl} 1914 & 16.000 \times 4,92 & = 78.720 \\ 1915 & 16.000 \times 4,36 & = 69.760 \\ 1916 & 16.000 \times 4,29 & = 68.640 \\ 1917 & 16.000 \times 4,42 & = 70.720 \\ 1918 & 16.000 \times 4,57 & = 73.120 \\ 1919 & 16.000 \times 3,40 & = 55.840 \end{array}$$

1920	16.000	$\times 1,76$	$= 28.160$
1921	16.000	$\times 1,88$	$= 30.080$
1922	16.000	$\times 2,07$	$= 33.120$
1923	16.000	$\times 1,54$	$= 24.640$

 532.800

donc : prix de revient réévalué.....	787,200
Amortissements réévalués	532.800
Valeur résiduelle	254.400

2^e matériel

Prix de revient réévalué :

$$250.000 \times 1,54 = 385.000$$

Amortissements réévalués :

1924	25.000	$\times 1,31$	$= 32.750$
1925	25.000	$\times 1,20$	$= 30.000$
1926-1930	125.000	$\times 1$	$= 125.000$

 187.750

donc : prix de revient réévalué.....	385.000
Amortissements réévalués	187.750

 Valeur résiduelle 197.000

Valeur résiduelle totale du matériel révalué : 451.650

Automobiles

Prix de revient réévalué :

$$132.000 \times 1,54 = 203.280$$

Amortissements réévalués :

1924	33.000	$\times 1,31$	$= 43.230$
1925	33.000	$\times 1,20$	$= 39.600$
1926-1927	66.000	$\times 1$	$= 66.000$

148.830

donc : prix de revient réévalué	203.280
Amortissements réévalués	148.830
Valeur résiduelle	54.450

Mobilier

Prix de revient réévalué :

$$100.000 \times 4,92 = 492.000$$

Amortissements réévalués :

1914	10.000	$\times 4,92$	$= 49.200$
1915	10.000	$\times 4,36$	$= 43.600$
1916	10.000	$\times 4,29$	$= 42.900$
1917	10.000	$\times 4,42$	$= 44.200$
1918	10.000	$\times 4,57$	$= 45.700$
1919	10.000	$\times 3,49$	$= 34.900$
1920	10.000	$\times 1,76$	$= 17.600$
1921	10.000	$\times 1,88$	$= 18.800$
1922	10.000	$\times 2,07$	$= 20.700$
1923	10.000	$\times 1,54$	$= 15.400$

333.000

donc : prix de revient réévalué	492.000
Amortissements réévalués	333.000
	159.000

Brevet

Prix de reveint réévalué : $50.000 \times 1,20 = 60.000$

Amortissements réévalués : 1926-1930 $25.00 \times 1 = 25.000$

donc : prix de revient réévalué 60.000

Amortissements réévalués 25.000

Valeur résiduelle 35.000

En appliquant la méthode forfaitaire administrative l'actif du bilan devient donc après réévaluation :

Terrain	492.000
Immeubles	1.275.110
Matériel et outillage	451.650
Automobiles	54.450
Mobilier	159.000
Brevet	35.000
Fonds de commerce	300.000
Frais de premier établissement	280.000
Matières premières	500.000
Produits finis et en cours	420.000
Portefeuille	580.000
Débiteurs divers	340.000
Effets à recevoir	140.000
Espèces en caisse	50.000

5.077.210

Discussion de la méthode de réévaluation forfaitaire.

La méthode forfaitaire séduit par son apparence d'exactitude mathématique et par la discrimination qu'elle semble opérer entre les plus-values monétaires et les plus-values économiques. On peut cependant lui adresser de nombreuses critiques.

On peut d'abord discuter le tableau des coefficients, base de la méthode. Ce tableau a la prétention de donner la valeur de la monnaie aux différentes périodes de déprécia-

tion monétaire. Remarquons dans la méthode administrative une première source d'erreur provenant de ce fait que l'on ne considère que la valeur moyenne annuelle du franc par rapport au dollar. Or en période de trouble, la valeur du franc a subi à l'intérieur d'une année des variations considérables.

En négligeant ces variations et en adoptant la moyenne annuelle, il semble assez imprudent de déterminer la valeur de la monnaie en ne s'appuyant que sur le cours du dollar. On connaît en effet (et les expériences récentes n'ont fait que confirmer ces théories) les conséquences du cours forcé. Du jour où la convertibilité en or de la monnaie de papier cesse, ce jour-là, les changes n'ayant plus les bornes du « gold point » d'entrée et du « gold point » de sortie sont susceptibles de devenir « erratiques ». Le Cours des changes ne fait plus que refléter la confiance qu'on a eu aux différentes époques de la Guerre et de l'après-Guerre dans l'avenir de la France et de sa monnaie, il ne donne nullement la valeur du franc par rapport à l'or. Le tableau de l'Administration, pas plus qu'aucun autre établi d'après le cours de changes ne donne la solution exacte de ce problème : quelle a été la valeur du franc entre 1914 et 1926?

Ce qui donnerait, semble-t-il, le résultat le plus juste serait l'étude des nombres-indices. On sait en effet que la variation de la moyenne d'un ensemble suffisamment grand de marchandises correspond assez exactement aux variations inverses de la valeur de la monnaie. Ne sont-ce pas précisément ces nombres-indices qu'on adopte pour étudier les phénomènes de variation de longue et de courte durée de la monnaie (cf. Aftalion, monnaie, prix et change).

En supposant même qu'au lieu du cours du dollar le tableau des coefficients soit plus exactement établi d'après les nombres-indices, (soit des prix de gros, soit des prix de détail), il est peu probable que la réévaluation forfaitaire

puisse opérer la discrimination entre les plus-values monétaires et les plus-values économiques.

On peut, semble-t-il, rapprocher ce problème d'un autre analogue, celui de l'incidence de l'impôt. Un impôt nouveau est établi, qui le supportera en définitive, quelle sera son influence sur telle ou telle catégorie de biens? On est à peu près d'accord aujourd'hui pour conclure qu'une réponse rigoureusement vraie à ces questions est impossible à fournir. Le poids de cet impôt que chacun par le jeu des échanges s'efforce de rejeter sur autrui se trouve réparti dans une proportion qu'on est impuissant à déterminer. (Allix, traité élémentaire de science des finances et de législation financière française, 6^e éd., p. 509).

Semblable a été l'action de la dépréciation monétaire. Elle s'est infiltrée lentement dans la vie économique, et ses répercussions ont été infinies. On sait que si aujourd'hui les immobilisations portées au bilan le sont à un prix trop bas, la faute en est en partie à la dépréciation de notre monnaie, mais on est dans l'impossibilité de déterminer dans quelles proportions exactes ce facteur monétaire a fait sentir son influence.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Nous avons réduit à deux les méthodes de réévaluation logiques : celle qui consiste à adopter comme nouveau prix de revient le coût de remplacement et la méthode forfaitaire.

La méthode du coût de remplacement n'essaie pas de discriminer l'influence de la dépréciation monétaire sur les bilans des autres influences économiques. Mais la méthode forfaitaire ne parvient pas mieux à opérer cette discrimination.

On peut donc se demander laquelle des deux semble préférable. Du moment qu'il ne s'agit que d'une opération très approximative, et que le moyen de parvenir à pratiquer de nouveaux amortissements en quantité au moins suffisante pour parer à l'erreur provenant des troubles monétaires, l'une et l'autre méthode parviennent d'une façon suffisamment exacte à ce but.

Si la réévaluation forfaitaire semble cependant préférable, c'est que cette méthode est la plus facilement, la plus pratiquement réalisable. Elle évite l'expertise nécessaire dans la méthode du coût de remplacement. Il est certain en particulier que l'Administration ne pouvait choisir une méthode pouvant soulever moins de contestation et nécessitant moins d'inquisition fiscale que celle choisie dans sa Circulaire.

TROISIÈME PARTIE

CONSÉQUENCES DE LA RÉÉVALUATION

Reprenons l'exemple de réévaluation étudié dans la 2^e partie. Avant réévaluation, le bilan se présente ainsi :

ACTIF

Terrain	100.000
Immeuble	183.000
Matériel et outillage	75.000
Automobiles	1
Mobilier	1
Brevet	25.000
Fonds de Commerce	300.000
Frais de premier établissement.....	280.000
Matières premières	500.000
Produits finis ou en cours	420.000
Portefeuille	580.000
Débiteurs divers	340.000
Effets à recevoir.....	140.000
Espèces en caisse	50.000
	2.993.003

PASSIF

Capital	1.000.000
Réserves	700.000
Obligations	800.000
Créditeurs	150.000
Bénéfices	443.000
	2.993.000

C'est sous cette forme, amortissements retranchés à l'actif des prix de revient que nous avons procédé à l'amortissement et nous avons obtenu :

Terrain	492.000
Immeubles	1.275.110
Matériel et outillage	451.650
Automobiles	54.450
Mobilier	159.000
Brevet	35.000
Fonds de Commerce	300.000
Frais de premier établissement	280.000
Matières premières	500.000
Produits finis et en cours	420.000
Portefeuille	580.000
Débiteurs divers	340.000
Effets à recevoir.....	140.000
Espèces en caisse	50.000
	5.077.210

Le passif restant :

Capital	1.000.000
Réserves	700.000
Obligations	800.000
Créditeurs	150.000
Bénéfices	443.000
	2.993.000

La réévaluation entraîne deux conséquences directes.

D'une part l'actif se trouve grossi dans des proportions assez considérables et de ce fait ne se trouve plus en équilibre avec le passif. Quelle est la nature de cet excédent et quelle est sa place au bilan?

D'autre part, du fait de la révision des immobilisations, la quantité d'amortissements que l'entreprise aura à pratiquer durant les années suivantes sera beaucoup plus importante qu'il n'avait été prévu. Quelle sera la manière de procéder à ces amortissements supplémentaires, en d'autres termes comment modifiera-t-on le plan d'amortissements?

I. — PLUS-VALUES

L'excédant dont l'actif réévalué dépasse l'actif non réévalué porte habituellement le nom de plus-value de réévaluation. Dans l'exemple choisi, cette plus-value était de 2.084.207 frs (5.077.210 — 2.993.003).

Ce nom de plus-value dont on désigne cet excédent est d'ailleurs fort arbitrairement choisi et susceptible d'induire en erreur. En effet la nature de cette plus-value est fort discutée et on ne peut affirmer a priori qu'il s'agisse là d'une augmentation de valeur réelle de l'entreprise.

C'est à l'occasion de ces plus-values que l'influence du système fiscal s'est fait le plus lourdement sentir, et c'est à cause de l'attitude prise pendant plusieurs années par l'Administration à leur égard que la réévaluation des bilans en France n'a pas été effectuée durant cette période.

La Circulaire du 25 janvier est venue modifier en partie cette attitude de l'Administration et rendre plus réalisable la réévaluation. Cette Circulaire ne résoud cependant pas explicitement les questions posées. Elle laisse en principe la liberté la plus complète à cet égard aux entreprises. Celles-ci sont libres de considérer comme elles l'entendent ces plus-values et d'en disposer à leur gré. Cependant, implici-

tement, par l'aménagement de l'impôt qui tantôt frappe, tantôt épargne, l'Administration laisse transparaître son propre avis et oblige indirectement les entreprises à adopter ses vues sur ce point.

Nous distinguerons trois sortes de plus-values : celles qui sont simplement constatées en cours d'exploitation sans être réalisées par une vente, celles qui sont réalisées par une vente en cours d'exploitation, et celles qui peuvent apparaître en fin d'entreprise.

1° Plus-values constatées mais non réalisées par une vente

Visant ces plus-values, la Circulaire du 25 janvier 1930 s'exprime ainsi : « A l'égard des entreprises qui ont réévalué leur actif immobilisé en vue de bénéficier des dispositions de la présente circulaire la question se pose de savoir si les plus-values accusées seront ou non imposables. En l'absence de textes législatifs et de jurisprudence précisant les règles à adopter en la matière, on doit s'inspirer des principes généraux qui gouvernent le système fiscal actuel; ceux-ci ont conduit aux solutions suivantes, qui devront être retenues tant que des dispositions nouvelles ou contraires n'auront pas été votées par le Parlement.

a) Si les plus-values sont simplement constatées par l'inscription au bilan d'une réserve corrélative, il n'y aura pas lieu d'en comprendre le montant dans la base de l'impôt.

b) Si au contraire elles font l'objet d'une appropriation notamment si elles sont incorporées au capital social par une distribution d'actions ou de nouvelles parts gratuites ou par une augmentation de la valeur nominale des anciennes actions ou des anciennes parts, elles devront être comprises dans le décompte des bénéfices de l'entreprise et du revenu des actionnaires ou des associés bénéficiaires. »

Si nous interprétons les deux paragraphes ci-dessus ils se résument dans les propositions suivantes « les plus-values ne sont pas des bénéfices; elles doivent faire l'objet au passif d'une réserve spéciale; elles ne doivent pas être incorporées au capital social et encore moins faire l'objet d'une distribution sous forme de dividendes ou autrement. » La nature de ces plus-values, leur degré d'indisponibilité, leur place au bilan, autant de points résolus par la Circulaire du 25 janvier.

Nature des plus-values

Les plus-values ne sont pas d'après l'Administration des bénéfices; ceci n'est que l'affirmation d'une jurisprudence bien établie. Nous devons rappeler cependant que ce n'est qu'après hésitation et variation qu'on est arrivé à faire admettre cette idée.

La véritable difficulté réside dans une notion plus générale : celle de bénéfice. Il importe avant tout de bien définir ce qu'on entend par ce mot qui revient souvent dans les questions économiques à côté d'un autre de signification très voisine : le revenu. Les rapports entre associés, ou entre actionnaires, les distributions de dividendes sont basés sur cette entité comptable et, à propos de ces opérations de multiples controverses se sont toujours élevés. Mais depuis les lois de 1914 et de 1917, organisant l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, il est encore plus important de préciser ce qu'on appelle bénéfice. Il ne s'agit plus en effet de rapports entre membres de l'entreprise, qui vient opérer un prélèvement proportionnel à ce bénéfice.

Nous trouvons chez les auteurs un certain nombre de définitions du bénéfice assez différentes les unes des autres. On peut ramener à deux ces diverses conceptions.

La première est celle que M. Wahl a développé dans une

note au Sirey (Sirey, 1910, 2, 207). Dans un arrêt du 21 juillet 1898, la Cour de Riom ayant à statuer sur une distribution de dividendes fictifs s'était exprimée dans les motifs de son arrêt de la manière suivante : « attendu, en Droit, qu'on ne peut considérer comme bénéfices susceptibles d'être distribués que ceux qui se composent de l'excédent de l'actif sur le passif, provenant d'opérations accomplies au jour de la clôture de l'exercice, et comprenant des espèces en caisse ou des valeurs d'un encaissement prochain équivalent à des espèces en caisse ou encore des créances d'un recouvrement immédiat et non susceptible de discussion ». Commentant cet arrêt, M. Wahl exprime sa conception du bénéfice en général. Qu'est-ce donc que le bénéfice, écrit-il, c'est l'excédent, au moment où est fait l'inventaire annuel, de l'actif brut sur le passif social... Or, l'actif, c'est le patrimoine de la Société, c'est tout ce qui lui appartient et qui a une valeur, ce ne sont pas seulement les sommes et les valeurs mobilières, c'est aussi le portefeuille, ce sont les immeubles, les marchandises ; c'est même le matériel, puisque le matériel a une valeur marchande. Nous ne voyons pas davantage pourquoi la clientèle d'un fonds de commerce ne serait pas comprise dans l'actif, et en fait elle est toujours confondue dans la valeur attribuée en bloc au fonds de commerce par l'inventaire. L'actif doit être estimé d'après sa valeur au jour de l'inventaire ; c'est encore une règle évidente, parce que l'idée d'inventaire rappelle l'idée de l'établissement d'une situation actuelle ». Et pour conclure « le bénéfice est l'excédent de l'actif sur le passif que cet excédent dérive d'une recette, d'une augmentation de valeur ou de toute autre circonstance ».

Les idées sont donc très clairement exprimées. Une entreprise dresse son bilan. Elle en évalue les différents postes à leur valeur au cours du jour, la différence entre l'actif et le passif donne le bénéfice. C'est avant tout, pour M.

Wahl, le bilan qui est le document principal, celui qui représente le mieux la situation de l'entreprise.

Mais à côté de la conception de M. Wahl ; il en est une seconde qui est tenue pour plus exacte par une grande partie de la Doctrine. Le document principal, dit-on dans cette théorie, n'est pas le bilan, mais le compte d'exploitation. C'est ce compte qui, bien mieux que le bilan, peint la vie de l'entreprise et c'est dans ce compte qu'il faut rechercher avant tout le bénéfice réalisé. C'est même le seul document indispensable. « On pourrait même très bien concevoir la détermination des bénéfices sans l'établissement d'un bilan. Une industrie fabrique pour vendre, une maison de commerce achète pour revendre l'une et l'autre acquittent ou engagent des frais généraux, l'enregistrement de ces faits économiques, y compris l'usure des immeubles et des machines, constatée par les amortissements renseignera suffisamment sur les bénéfices ou les pertes de l'entreprise ». (Jean Mabit, op. cit. p. 108). Qu'importe qu'une plus-value se soit produite sur un immeuble ou sur les valeurs en portefeuille. Seule la réalisation de cette plus-value sera susceptible de donner un bénéfice. Les marchandises elles-mêmes ne sauraient être exprimées qu'à leur prix de revient tant qu'elles ne sont pas vendues. « Le poste marchandises ne doit pas indiquer que la Société possède des marchandises qui valent x francs à la clôture de l'exercice, mais que la Société a utilisé x francs à la constitution d'un stock. Le bilan n'en est pas moins sincère ; il l'est plus au contraire, car il montre le rendement exact de l'entreprise. Or une entreprise ne vaut pas tant par la valeur de son actif que par le rendement qu'elle est apte à réaliser ». (J. Mabit, loc. cit.).

A côté de ces deux grandes conceptions ou bénéfice, on peut, à l'occasion de la réévaluation procéder à une nouvelle distinction qui éclaire semble-t-il définitivement le problème. On peut en effet séparer trois sortes de plus-

values : les plus-values effectives et réalisées qui sont certainement bénéfiques, les plus-values constatées et non réalisées ce sont celles qui font l'objet de la controverse que nous venons de rappeler et enfin les plus-values apparentes qui sont les plus-values de réévaluation provenant d'un changement d'unités monétaires. Ces dernières sont bien différentes des autres et pour elles, il n'y a même pas lieu de discuter si oui ou non elles sont un bénéfice, la réponse étant évidemment négative, en effet : « lorsqu'on réévalue à 100 un poste évalué à 20 en 1914, on n'enregistre pas une augmentation de valeur, on pose une égalité : 100 francs de 1928 = 20 francs de 1914. Il n'y a pas plus d'enrichissement en l'espèce que lorsqu'une personne change un billet de cent francs contre cinq billets de 20 francs ». (Allix, op. cit. p. 11).

Si quelque doute pouvait subsister pour les autres plus-values, il ne saurait y en avoir pour celles de réévaluation. Aussi est-ce avec raison que l'Administration a admis cette conception, que la Circulaire du 28 janvier 1930 est venue confirmer à nouveau.

Indisponibilité des plus-values

On peut se demander si c'est avec raison que le Fisc s'oppose à toute distribution des plus-values sous quelque forme que ce soit, dividendes, distributions d'actions gratuites, de parts, etc...

A l'égard de l'impôt, l'Administration a considéré avec raison que les plus-values ne sont pas des bénéfices. Il est logique que du moins elle exige des entreprises qu'il en soit de même à leur égard, et que, elles aussi, elles ne traitent pas les plus-values comme des bénéfices. Et tous les arguments invoqués lors de la discussion relative au caractère bénéficiaire des plus-values gardent toute leur valeur. Distribuer les plus-values c'est en réalité, quelle

que soit la forme employée pour cette répartition, distribuer une apparence de bénéfices, c'est en réalité diminuer le capital productif.

La Circulaire semble d'ailleurs implicitement admettre la possibilité de cette distribution, se contentant de la sanction de l'impôt. Mais il se pourrait qu'une sanction encore plus efficace intervienne, tout au moins en ce qui concerne les Sociétés anonymes. Ce serait celle qui frappe la distribution de bénéfices fictifs. Il semble bien que la jurisprudence civile se prononcerait dans ce sens, conformément à sa doctrine qui veut que, dans les Sociétés par actions, ne sont susceptibles d'être distribuées que les bénéfices certains provenant d'opérations accomplies, encaissées ou d'un encaissement prochain, et pouvant être jugés équivaloir à des espèces en caisse. (Paris, 15 avril 1870 - Cass. 7 mai 1872, S. 72-1-123).

Que l'Administration s'oppose donc à toute distribution directe ou indirecte des plus-values, rien de plus logique et de plus raisonnable.

Place des plus-values

L'actif et le passif du bilan cessent d'être en équilibre du fait de la réévaluation. Il est nécessaire qu'au passif un nouveau poste ou l'augmentation d'un poste déjà existant vienne compenser l'excédent de l'actif.

Les plus-values n'étant pas un bénéfice, deux places seulement sont possibles, soit la création d'une réserve spéciale d'une valeur égale à la plus-value, soit l'augmentation du poste capital.

Création d'une réserve spéciale

Parmi la doctrine, Monsieur Houpin se rallie à cette inscription des plus values dans un compte de réserve spéciale au passif. Nous devons rappeler que ce n'est qu'une application du système qu'il préconise pour l'établissement

du bilan en général. (Houpin et Boisvieux, *Traité des Soc.* t. II n° 879).

Selon cet auteur, il est nécessaire pour la sincérité du bilan que toutes les valeurs actives soient évaluées à leur valeur réelle, valeur qu'on établira en tenant compte chaque année des variations dans le prix des différents biens. Mais ces plus-values ne doivent pas être assimilées à des bénéfices ; il convient d'en porter le montant à un compte spécial portant par exemple le nom « réserve spéciale représentant les plus-values de l'actif ». Ainsi établi, le bilan indiquera, conclut M. Houpin, la véritable situation de la Société et nous paraît à l'abri de toute critique ».

On peut cependant lui faire d'assez graves objections. « Ce procédé appliqué en période normale, écrit J. Mabit, aboutit en réalité à dresser chaque année un bilan de liquidation, puisque les biens y sont estimés en quelque sorte à leur valeur de réalisation probable. Or le bilan annuel doit exposer simplement la situation actuelle de l'entreprise, et la valeur à laquelle on doit s'attacher, dans un tel bilan, est celle que les éléments de l'actif présentent actuellement pour les entreprises. L'utilité d'une constatation des plus-values et l'ouverture d'un compte de réserve spéciale en contre-partie, n'apparaît donc pas dans ce bilan dont la présentation ne pourrait que s'en trouver alourdie. Renseigner sur la vie de la Société et montrer comment les capitaux reçus ont été employés, à la date de la clôture de l'exercice, tels sont en définitive le but de l'inventaire et du bilan ». (Op. cit. p. 111).

Si la création de cette réserve spéciale est discutable pour les plus-values autres que celles provenant de la dépréciation monétaire, ne serait-ce pas tout au moins la solution la meilleure en ce qui concerne les plus-values de réévaluation ? On ne pourra discuter utilement cette question qu'après avoir examiné la seconde solution possible, l'incorporation des plus-values au capital.

Augmentation du capital

Cette solution est préconisée par M. Percerou. Le raisonnement s'appuie sur la formule de M. Thaller : « le capital est une ligne idéale tracée dans l'actif sans identifier les valeurs précises autour du cercle de la valeur primitive des apports. » Si cette valeur primitive des apports vient à diminuer, la Société est obligée ou d'amortir sa perte à l'aide des bénéfices antérieurement réalisés ou de réduire son capital. Inversement si elle vient à augmenter, seule une augmentation de capital permet de faire coïncider ce capital avec cette valeur primitive. (Percerou, J. des Soc., 1921, p. 145).

De nombreuses objections ont été faites à ce qu'on a appelé une augmentation du capital par incorporation des plus-values de réévaluation. L'augmentation de Capital, a-t-on dit, est une opération rigoureusement limitée à certains cas et qui ne peut être effectuée que suivant certaines modalités qu'on doit toujours respectées.

On a en particulier voulu rattacher cette question à la transformation des réserves en actions. « Qu'il s'agisse de réserves apparentes votées par l'assemblée générale des actionnaires, de réserves occultes qui peuvent provenir d'amortissements exagérés, ou bien de plus-values nominales d'actif consécutives à la baisse du franc, le problème présente de grandes analogies, puisqu'il aboutit dans tous les cas à une élévation du capital de la Société. (J. Mabit, op. cit. p. 114).

On a alors rappelé la théorie de M. Wahl décomposant cette opération en deux, répartition des réserves entre les actionnaires, reversement par eux de ces réserves à titre d'apports nouveaux pour grossir le capital. (J. des Soc. 1914, p. 79). Comme ici, rien ne peut être distribué, rien ne peut être réservé, d'où impossibilité d'une augmentation de capital. Pour M. Houpin toute augmentation de capital

exige des apports nouveaux, en nature ou en valeur (J. des Soc., p. 481). Dans la réévaluation, il n'y a évidemment rien de tel, donc il faut renoncer à augmenter le capital et se contenter d'une réserve spéciale.

Mais toutes ces controverses sont en réalité en dehors du sujet et proviennent, comme bien des discussions, d'une confusion de mots. Absorbés par l'expression, augmentation de capital, des juris-consultes et des auteurs ont voulu appliquer au cas présent toutes les solutions acquises pour les augmentations de capital normales. C'est, croyons-nous une grave erreur. Il suffit de remarquer qu'il ne s'agit pas d'une augmentation de capital, mais d'une réévaluation du capital. Ce sont deux choses très différentes.

« L'incorporation des réserves au capital l'augmente réellement. L'incorporation des plus-values de réévaluation a pour effet de le réévaluer sans la grossir effectivement. Supposons qu'on chiffre en marks la valeur des apports constitutifs ; il faudra logiquement convertir aussi en marks le chiffre du capital qu'il représente. Il en est exactement de même si ces apports, exprimés autrefois en francs-or ou en francs-papiers plus ou moins dépréciés, sont aujourd'hui en francs de 1928. Le capital qui n'est que le reflet de ces apports sur la page du passif, doit être maintenu en harmonie avec eux. Si l'estimation faite des éléments matériels dans lesquels il est investi (éléments dont la liste analytique figure à l'actif) est fautive et à besoin d'être redressée par une réévaluation le même redressement s'impose, en ce qui concerne le capital, qui n'en est que l'expression synthétique. Il se trouve sous-estimé dans la mesure où ont été sous-estimés, du fait d'un mode de computation défectueux les éléments dans lesquels il se matérialise. L'incorporation des plus-values apparentes ne lui apportera qu'une augmentation apparente et n'aura pratiquement pas d'autre portée que celle d'une rectification d'écritures ». (M. Allix, op. cit, p. 14).

Réévaluation du passif

C'est en développant les mêmes idées qu'on en arrive à rattacher à ce problème des plus-values celui de la réévaluation du passif. Lors de l'examen des différents postes du bilan (cf. première partie) nous avons réservé l'étude de la réévaluation des postes capital et réserves, comme trop intimement lié à la place des plus-values.

C'est en particulier cette solution d'une réévaluation des postes « capital » et « réserves » que propose M. Escaravage pour résoudre la question des plus-values. « Nous considérons quant à nous, écrit-il qu'il y a lieu de réévaluer le passif d'après des principes identiques à ceux que nous avons suivi pour l'actif ». (Escaravage, la révision des bilans aux points de vue comptable et juridique, p. 39).

Si, dans l'exemple choisi, nous procédons ainsi à la réévaluation complète du passif, nous obtenons : Capital. — Le capital de 1.000.000 en 1913 devient après réévaluation :

$$1.000.000 \times 4,92 = 4.920.000 \text{ francs de 1928.}$$

Réserves. — Supposons que celle-ci ont été réalisées à raison de 50.000 francs par an de 1916 à 1930. Celles-ci deviennent par la réévaluation :

1916	50.000	×	4,21	=	210.500
1917	50.000	×	4,42	=	221.000
1918	50.000	×	4,57	=	228.500
1919	50.000	×	3,47	=	173.500
1920	50.000	×	1,76	=	88.000
1921	50.000	×	1,88	=	94.000
1922	50.000	×	2,07	=	103.500
1923	50.000	×	1,54	=	77.000
1924	50.000	×	1,31	=	65.500
1925	50.000	×	1,20	=	60.000
1926	50.000	×	1	=	50.000

1927	50.000	×	1	=	50.000
1928	50.000	×	1	=	50.000
1929	50.000	×	1	=	50.000

Total..... 1.521.500

Obligations. — En supposant le 800.000 francs d'obligations émises en 1917, elles deviennent après réévaluation :

$$800.000 \times 4,42 = 353.600$$

Le bilan réévalué tant à son actif qu'à son passif devient alors :

ACTIF

Terrain	492.000
Immeubles	1.275.110
Matériel et outillage	451.650
Automobiles	54.450
Mobilier	159.000
Brevet	35.000
Fonds de commerce	300.000
Frais de premier étab.	280.000
Matières premières	500.000
Produits finis et en cours	420.000
Portefeuille	580.000
Débiteurs divers	340.000
Effets à recevoir	140.000
Espèces en caisse	50.000

5.077.210

PASSIF

Capital	4.920.000
Réserves	1.521.500
Obligations	353.600
Créditeurs	150.000

Total 6.945.100

Le problème des plus-values a alors disparu et l'équilibre du bilan est obtenu soit par l'inscription d'un bénéfice au passif, soit par l'inscription d'une perte à l'actif. Et ce sera ce second cas le plus fréquent. Ici par exemple la perte sera de 1.867.890 (6.945.100) — 5.077.200).

Une première difficulté de cette méthode est l'impossibilité de droit que nous avons déjà exposé de la réévaluation des obligations. Or la réévaluation directe du passif doit être totale et nécessite la réévaluation des obligations au même titre que des actions et des réserves.

Indépendamment de cette objection particulière, il semble bien que les résultats obtenus par cette réévaluation du passif soient profondément inexacts. En effet, c'est d'après ce principe, qui n'est que le développement logique des idées de réévaluation forfaitaire que les entreprises allemandes ont procédé après la Guerre à la réévaluation de leurs bilans, réévaluation qui se traduit le plus souvent par ce qu'on appelé une « perte de substance ». Et M. Sabatier étudiant cette soi-disant perte de substance a fort justement mis en lumière l'anomalie qui existait entre cette perte de substance théorique et le bénéfice pratique réalisé par les commerçants et les industriels durant les années de dépréciation monétaire : « l'examen des faits économiques, écrit-il, en Allemagne comme en France aboutit à de tout autres résultats que la déduction comptable. Alors que celle-ci voyait durant l'inflation le bénéfice illusoire et la perte réelle, la progressive diminution de la substance ; au moment de la stabilisation, pensait trouver la preuve foudroyante de sa thèse dans l'écroulement d'un grand nombre d'entreprises et surtout dans la famine de capital caractéristique de cette période, l'histoire économique montre au contraire que pendant l'inflation, les profits ne furent pas apparents ils furent bien réels, considérables même... Ce n'est pas sans raison que les hommes d'affaires souriaient lorsque des comptables, sur la foi des

théories allemandes adoptées sans critique et souvent même insuffisamment comprises, tentaient de leur démontrer, pour employer le jargon chaotique et fumeux à la mode d'alors que les bénéfices-papier étaient en réalité des pertes-or ».

Conclusion sur la place des plus-values

Si nous écartons donc la réévaluation directe du passif, le problème des plus-values subsiste et nous avons montré quelles raisons théoriques semblent incliner à croire que la véritable solution serait leur incorporation dans le poste capital.

Cependant des raisons d'ordre pratique peuvent faire préférer la création d'une réserve spéciale. D'une part, en l'état actuel des textes, des difficultés seront certainement soulevées lors de cette augmentation de capital. D'autre part, ce brusque gonflement du poste capital surtout pour les Sociétés par actions dont les titres sont cotés en Bourse pourrait avoir des conséquences psychologiques inconnues sur le cours du titre. Enfin des difficultés s'élèveront également du fait que cette variation du capital modifiera le plus souvent la distribution des bénéfices, et en particulier jettera le troubles aussi bien dans les rapports entre les différents porteurs d'actions qu'entre les actionnaires et les porteurs de parts de fondateurs.

Si donc, théoriquement, la place des plus-values nous paraît devoir être le poste capital, pratiquement il nous semble préférable de créer au passif un poste de réserve spéciale, destiné à compenser l'excédent de l'actif.

C'est cette solution qui est préconisée indirectement par l'Administration. Les plus-values simplement constatées doivent, d'après la Circulaire du 25 janvier 1930, faire l'objet d'une réserve spéciale, sinon leur incorporation au capital les fera considérer comme des bénéfices et donnera

naissance à l'imposition. Décision profondément illogique; la place des plus-values dans ce document comptable qu'est le bilan ne peut en effet, en quoi que ce soit, influencer sur la nature de ces plus-values. Il semble que, sur ce point, l'Administration eût du laisser une entière liberté aux contribuables et leur donner les mêmes facilités ou pour incorporer les plus-values au capital ou pour en former une réserve spéciale.

Quelle sera le sort de cette réserve spéciale ? En principe elle demeurera au bilan durant toute l'existence de l'entreprise. Elle pourra cependant être utilisée au cas où un phénomène inverse de celui qui lui a donné naissance viendrait à se produire, c'est dans le cas d'une révalorisation de notre monnaie. En pareille occurrence, une nouvelle réévaluation des bilans pourrait être nécessaire, réévaluation qui se traduirait par une diminution nominale de la valeur de l'actif et entraînerait une réduction de la réserve de réévaluation figurant déjà au bilan.

2° Plus-values réalisées par une vente en cours d'exploitation

Si, au cours de l'exploitation, on est amené à vendre un des éléments de l'actif du bilan, immeuble, mobilier, etc... ce bien se vendra moyennant un certain prix. Supposons que ce prix soit supérieur à celui porté sur le bilan. Il y a là une « plus-value », et on doit se demander comment l'entreprise doit considérer cette plus-value.

Il semble que ce problème soit indépendant de la réévaluation et se pose en dehors de toute dépréciation monétaire. En période normale, il n'y a pas de doute possible, c'est d'un bénéfice ordinaire qu'il s'agit : une plus-value constatée et réalisée. Un exemple qui se présentera fréquemment est celui du commerçant vendant sa marchandise un prix supérieur à celui porté au bilan. Ce qui est vrai des marchandises l'est aussi des immeubles et du matériel.

Le problème nouveau qu'offre la réévaluation tient à ce qu'en réalité on ne peut oublier tout à fait l'ancienne valeur portée au bilan, et qu'on envisage sans cesse deux chiffres, celui du bilan non réévalué et celui du bilan réévalué. Lequel sera pris en considération en cas de vente d'un élément ?

La Jurisprudence Fiscale antérieure à la Circulaire du 25 janvier avait été assez vite fixée. Si la plus-value était réalisée par une vente effective intervenue pendant la durée de l'exploitation, l'opération de cession partielle présentait, d'après la Jurisprudence, le caractère d'un acte professionnel et les gains qui en résultaient étaient par suite à retenir dans l'évaluation des bénéfices imposables. (R. M. à M. Calmon, Débats Chambre, p. 2.608, *J. O.* 13-7-27).

Même si, comme l'Administration l'admettait déjà, l'élément vendu avait été réévalué et la plus-value portée au passif à une réserve spéciale, une vente ayant lieu, l'exception provisoire disparaissait et l'impôt frappait la plus-value comme un bénéfice.

Il y avait dans la doctrine de l'Administration un illogisme certain. Cet illogisme a disparu un peu dans la nouvelle circulaire, mais il subsiste encore une partie dans certaines de ses dispositions.

La Circulaire distingue deux types d'éléments : les éléments dont la plus-value n'a pas fait l'objet d'une appropriation et ceux dont la plus-value fait l'objet d'une appropriation, antérieure à la vente.

A. — *Éléments dont la plus-value n'a pas fait l'objet d'une appropriation antérieure à la vente.* — Il faut qu'il s'agisse d'abord d'éléments ayant été réévalués. Si l'entreprise n'a pas usé de la faculté que lui a offert le Fics de procéder à une réévaluation, la différence entre le prix porté au bilan et le prix de vente sera indubitablement

considéré comme un bénéfice. Cette disposition est un des encouragements et non des moindres donné à la réévaluation des bilans. En fait, aucune date limite n'étant fixée pour opérer la réévaluation, il est très probable qu'une Société ayant à réaliser une immobilisation ayant subi du fait de la dépréciation monétaire une importante plus-value commencera par procéder à cette réévaluation « in-extremis » avant de conclure la vente de façon à profiter de l'exonération prévue.

Les plus-values de ces éléments ne doivent pas d'autre part avoir fait l'objet d'une appropriation c'est-à-dire qu'elles n'auront été ni distribuées comme bénéfices ni incorporées au capital sous quelque forme que ce soit. Il s'agit en résumé des éléments réévalués dont la plus-value a formé au passif une réserve corrélative.

La Circulaire fait à nouveau parmi ces éléments une nouvelle subdivision, basée cette fois sur le but que l'on se propose en procédant à cette vente.

« Si le prix de vente est destiné à être réinvesti dans l'actif immobilisé, on comparera le prix de vente au prix de revient réévalué par l'application des taux indiqués, diminué des amortissements antérieurs à 1926. Si cette comparaison fait apparaître un bénéfice, celui-ci sera compris dans le décompte du produit imposable. S'il y a eu au contraire une perte, elle sera admise en déduction des bénéfices de l'exercice. De cette façon, la plus-value résultant spécialement de la dévaluation monétaire restera, en franchise d'impôt, à la disposition de l'entreprise sous la forme de sommes fournies par le prix de vente et par les amortissements .

Une nouvelle notion apparaît donc, qu'on peut désigner sous le nom de remploi par analogie avec les opérations juridiques analogues prévues au Code Civil.

En cas de remploi (nous préciserons ce mot ci-dessous) ne sera considéré comme bénéfice que la différence entre

le prix de vente et le prix réévalué porté au bilan. Un immeuble dont le prix au bilan non réévalué était de 1.000.000 est porté à 5.000.000 après réévaluation. Si par vente l'entreprise en obtient 6.000.000, on exigera un impôt établi sur un bénéfice de 1.000.000. La Doctrine Administrative antérieure à la Circulaire aurait dans un cas semblable fait prélever un impôt sur une base de bénéfice de 5.000.000. La solution actuelle est plus juste. Du moment que lors de la réévaluation, on a estimé qu'on pouvait, sans enregistrer de bénéfice, porter le prix de l'immeuble à 5.000.000, il est évident qu'une vente faite pour 6.000.000 ne fait apparaître que le seul bénéfice de 1.000.000.

Toutefois, l'Administration a exigé la condition de remploi et il est certain que cette mesure peut être défendue par des arguments très forts. Sans entrer dans le détail des cas de remploi, on peut dire qu'il y a remploi toutes les fois que le prix de vente est réinvesti dans le capital fixe de l'entreprise ou d'une entreprise similaire. Le but poursuivi par le Fisc est de chercher à maintenir intact par cette obligation le capital productif des entreprises françaises, à ne pas permettre la transformation en biens de consommation ce qui était biens de production. C'est un encouragement à l'épargne ou plus exactement un obstacle à la transformation opposée du capital en revenu.

L'impôt une fois de plus est détourné de son but mais peut-on faire un grief au Gouvernement, si le résultat cherché est utile, économiquement parlant, et il semble bien qu'il le soit.

Il faut pourtant que ces conditions de remploi imposées soit assez larges. Ce qui nous amène à préciser ce que l'Administration entend exactement par remploi.

Lors de la vente d'un élément réévalué, une certaine somme d'argent est à la disposition de l'entreprise, qui peut en disposer de beaucoup de manières. Elle a la possibilité de la conserver purement et simplement en caisse comme

fonds de roulement, de la placer et valeurs mobilières, la distribuer aux actionnaires, de l'investir dans d'autres Sociétés.

Parmi les usages possibles dans l'entreprise elle-même, il y aura emploi lorsque « le prix de vente est réinvesti dans l'actif immobilisé, c'est-à-dire, « qu'on considérera comme réinvesties dans l'actif immobilisé les sommes consacrées à l'acquisition d'immeubles (bâtiments ou terrains), d'outillage, de matériel, de mobilier commercial ou de brevet, pour les besoins de l'entreprise ».

Le emploi sera donc fait en immobilisations, ce qui écarte le emploi en marchandises, en avoirs bancaires etc...

Alors qu'il est très facile d'apprécier si les conditions sont remplies lorsqu'il s'agit de emploi fait dans l'entreprise elle-même, cette appréciation sera peut-être plus délicate au cas de emploi opérée en dehors de l'entreprise. Seront considérées comme sommes réemployées les sommes consacrées à « des participations dans d'autres entreprises établies en France et dont la production ou le commerce sont intégrés à ceux de l'entreprise en cause ».

On sait qu'il y a intégration toutes les fois qu'avec la diversité des exploitations il y a unité de fin économique. On sait également qu'on distingue deux sortes d'intégration : l'intégration verticale et l'intégration horizontale.

« Représentons-nous, écrit M. Truchy, la production comme un mouvement continu qui amène les biens de l'état de matières premières à celui de produits achevés et les distribue entre les consommateurs ; le blé se transforme en farine et la farine en pain ; le minerai de fer devient de la fonte et la fonte de l'acier. Ces mouvements combinés se décomposent en une série de transformations partielles, qui sont comme des étapes successives. Si, dans plusieurs exploitations, liées entre elles, un produit franchi plusieurs étapes, on dit qu'il y a intégration verticale : une entre-

prise métallurgique extrait de ses mines son charbon et son minerai de fer fait avec son charbon du coke et avec son minerai de la fonte avec sa fonte de l'acier.

A une même étape de transformations industrielles, un produit peut servir à divers emplois ; avec de l'acier, on peut faire une lime, une plaque de blindage, un obus, une paire de ciseaux. Si les divers emplois possibles d'une même matière voisinant dans une même entreprise, c'est une intégration de la seconde catégorie, une intégration horizontale. Tel est le cas du grand magasin de vente au détail où l'on trouve de tout : articles de ménage, outils, jouets, vêtements, bijoux, meubles, livres, photographies, appareils de chauffage ou d'éclairage... bref de tous les produits achetés destinés à la vente par petites quantités. Indifférent quant à la chose vendue, le grand magasin tire son unité de ce qu'il vend des objets destinés à l'acheteur au détail, au public non professionnel ». (Truchy, Cours d'économie politique, T. I. p. 178).

Ainsi, pour qu'on puisse parler d'intégration, il faut qu'il y ait un lien entre les diverses exploitations. Ce lien peut-être très étroit comme dans le cas de fusion, ou au contraire assez large, comme dans les pactes et les diverses conventions qui sont réalisées entre les entreprises. L'un de ces moyens d'union est la participation qui peut elle-même se réaliser selon de multiples modalités, échanges d'actions, union d'intérêts, etc...

Devons-nous entendre ici le mot participation et le mot intégration d'une façon étroite ? C'est peu probable. On se demande même pourquoi cette limitation a été imposée et peut-être aurait-il été plus simple de considérer comme remploi toute participation suffisamment directe à des affaires industrielles et commerciales françaises. Peut-être a-t-on voulu favoriser le mouvement d'intégration déjà très développé en France ; peut-être a-t-on cru aussi que la participation serait plus effective s'il s'agissait d'une entreprise similaire à celle en cause.

On n'exige pas un remploi immédiat « Si d'ailleurs le remploi n'était pas immédiat, on admettrait l'inscription de la plus-value considérée à un compte d'attente révisable dans le délai de la prescription, c'est-à-dire dans les six années suivant celle de la clôture de l'exercice au cours duquel aura eu lieu la vente. Si, à l'expiration de ce délai, le remploi n'avait pas encore été effectué, on procéderait à l'imposition des sommes portée au compte d'attente, les réintégrant dans les bénéfices de l'exercice de la vente ». Cette mesure était nécessaire pour donner aux entreprises le temps d'effectuer, l'élément d'actif étant vendu, le remploi prévu par la Circulaire.

On s'est demandé si le remploi pouvait être anticipé. Une entreprise achèterait d'avance un immeuble ou réaliserait une participation en précisant que ces opérations sont faites avec des deniers provenant de la vente projetée, opération analogue au remploi anticipé prévu au Code Civil. Il semble que rien ne doive pouvoir s'opposer à la régularisation d'une semblable opération. L'Administration, dans toute cette matière du remploi, a fait œuvre créatrice, il paraît très probable qu'elle voudra donner une interprétation large tant que le but poursuivi, conservation du capital national immobilisé, sera atteint.

Si le remploi n'a pas lieu, en cas de vente d'un élément d'actif réévalué, la Circulaire reprend la solution de la jurisprudence fiscale. « Si les sommes libérées par la vente ne sont pas destinées à être réinvesties dans les immobilisations, la plus-value réalisée sera appréciée par rapport au prix de revient initial, diminué des amortissements mais non réévalué et sera immédiatement comprise dans les bénéfices imposables ». C'est la sanction du défaut de remploi, mais cette solution ne se rattache pas par un lien logique à celle qui avait été donnée précédemment. La plus-value purement monétaire est reconnue par le Fisc comme n'étant pas un bénéfice, du moment que l'entre-

prise ne la considère pas, elle non plus, comme tel. Lorsqu'une vente confirme l'existence de cette plus-value monétaire, aucune imposition ne devrait intervenir. Dans un but économique, la Direction des Contributions Directes n'a pas cru devoir adopter cette solution. Nous devons constater ce défaut d'harmonie avec le reste du texte.

B. — *Eléments dont la plus-value aura fait l'objet d'une appropriation antérieure à la vente.* — « Si les plus-values de réévaluation ont fait l'objet d'une appropriation, le gain réalisé — ou la perte subie — dans le cas de vente d'éléments en cours d'exploitation sera déterminé en comparant le prix de vente au prix de revient réévalué, diminué des amortissements. Le gain ainsi obtenu sera compris dans les bénéfices de l'exercice de la vente, la perte constatée en sera retranchée ». Cette disposition est de pure justice. Elle a pour but d'éviter une double imposition. Supposons en effet un immeuble de 1.000.000 réévalué à 5.000.000. Si cette plus-value de 4.000.000 au lieu de faire au passif l'objet d'une réserve spéciale, a été approprié d'une manière quelconque, distribuée sous forme de bénéfices, incorporée au capital, le Fisc, lors de l'appropriation a perçu le montant de l'impôt sur une somme de 4.000.000. Si l'immeuble est vendu 6.000.000 la plus value totale se révèle être de 5.000.000. Sur ces 5.000.000, quatre ont déjà été soumis à l'impôt (plus-value monétaire), 1.000.000 (plus-value économique) le sera lors de la vente.

3° *Plus-values réalisées en fin d'entreprise*

Jusqu'à présent, nous avons toujours considéré une entreprise au cours de son exploitation. Supposons maintenant qu'on procède à la liquidation de l'entreprise, soit par cession, vente, ou pour cessation des affaires, faillite, etc... Les données conventionnelles du bilan vont se transformer en chiffres réels, obtenus lors de la liquidation. Des

plus-values vont peut-être apparaître à cette occasion. « Les plus-values réalisées en fin d'entreprise, d'après l'Administration, sur l'actif immobilisé continueront à être distraites des bases de l'impôt afférent au bénéfice du dernier exercice d'exploitation, par application de la décision Ministérielle du 15 septembre 1925 (instruction générale du 31 janvier 1928, art. 76).

Cette solution très libérale a une origine historique. Tandis que la Doctrine administrative était très sévère en ce qui concerne les plus-values réalisées en cours d'exploitation, elle avait déjà fait preuve d'un grand libéralisme pour les plus-values réalisées en fin d'entreprise, libéralisme qui lui avait été en grande partie imposé. Le Fisc avait en effet commencé par émettre la prétention d'imposer toute la plus-value provenant de la cession d'un fonds de commerce. Mais un arrêt très fortement motivé du Conseil de Préfecture de la Seine de 24 mars 1924 avait condamné ses prétentions dans des termes tels qu'un recours au Conseil d'Etat avait été jugé inutile par le Ministre des Finances. C'est à la suite de cette sentence qu'avait été rendue la décision Ministérielle du 15 septembre 1925, reproduite dans la Circulaire du 25 janvier 1930.

En résumé, les plus-values de réévaluation purement apparentes ne devraient en aucun cas, faire l'objet d'une imposition. La Doctrine Administrative actuelle malgré quelques divergences tend à se reprocher assez étroitement de cette solution aquitable.

II. — AMORTISSEMENTS

Reprenons à nouveau le bilan que nous avons réévalué en suivant la méthode préconisée par l'Administration.

Avant la réévaluation, l'actif du bilan se présentait ainsi :

Terrain	100.000
Immeuble	180.000
Matériel et outillage	75.000
Automobiles	1
Mobilier	1
Brevet	25.000
Fonds de commerce	300.000
Frais de premier étab.	280.000
Matières premières	500.000
Produits finis ou en cours	420.000
Portefeuille	580.000
Débiteurs divers	340.000
Effets à recevoir	140.000
Espèces en caisse	50.000
	2.993.003

et après réévaluation :

Terrain	492.000
Immeubles	1.275.110
Matériel et outillage	451.650
Automobiles	54.450
Mobilier	159.000
Brevet	35.000
Fonds de commerce	300.000
Frais de premier étab.	280.000
Matières premières	500.000
Produits finis et en cours	420.000
Portefeuille	580.000
Débiteurs divers	340.000
Effets à recevoir	140.000
Espèces en caisse	50.000
	5.077.210

Avant la réévaluation l'entreprise comptait amortir dans

les années prochaines une somme de 283.000 francs, savoir :

183.000	sur les immeubles
75.000	sur le mobilier
25.000	sur le brevet

283.000

Après la réévaluation, ce sera 1.975.210 francs qu'elle pourra et devra amortir, savoir :

1.275.110	sur les immeubles
451.000	sur le matériel
35.000	sur le brevet
54.450	sur les automobiles
159.000	sur le mobilier

1.975.210

De cette première constatation qu'on pourra faire dans tout bilan réévalué, nous tirons d'abord cette conclusion, c'est qu'en réévaluant leur bilan, les entreprises réalisent un bénéfice immédiat, savoir une exonération d'impôt cédulaire sur les bénéfices, du fait des amortissements supplémentaires qu'elle pourra pratiquer.

En effet, sans la Circulaire du 25 janvier 1930, au cours des années prochaines, l'entreprise aurait pu chaque année pratiquer une certaine somme d'amortissements qui naturellement serait venue en déduction du bénéfice imposable, amortissements qui auraient formé un total de 283.000 francs. En réévaluant, ces amortissements s'élevant à 1.975.210 francs, c'est 1.692.210 (1.975.210 - 283.000) francs qu'on pourra soustraire du bénéfice imposable en sus de la partie qui aurait été normalement soustraite. En prenant comme base d'impôt 12 %, c'est donc une somme de :

$$12/100 \ 1.692.210 = 203.065,20$$

que l'entreprise aura évitée de payer au Fics.

La seconde conclusion sera qu'à la suite de la réévaluation, l'entreprise va être obligée de pratiquer dans les années prochaines des amortissements bien supérieurs à ceux qui étaient prévus dans le plan primitif d'amortissements, ce qui est un avantage et un inconvénient : un avantage puisqu'ainsi on pourra amortir plus complètement et plus immédiatement les immobilisations et qu'on pourra avoir un bilan certainement sain, qu'on est sûr de ne distribuer véritablement que des revenus de l'entreprise comme bénéfices. Par contre il peut se faire que la révision constitue une gêne momentanée du fait de ce supplément d'amortissements.

Si les dirigeants de l'entreprise s'étaient déjà rendu compte de l'insuffisance des amortissements antérieurs, ils avaient agi de façon à parer à cette insuffisance, en faisant chaque année des réserves supplémentaires qui correspondaient à ces insuffisances d'amortissements. Et ils prévoyaient la continuation de cette méthode au cours des années qui viendraient. Pour ces entreprises, la réévaluation ne sera nullement une gêne et n'aura aucune influence sur la gestion financière.

Au contraire il a pu arriver et en fait il arrivera souvent que ces réserves supplémentaires n'ont pas été faites et que rien ne mette à priori l'entreprise en mesure de faire face aux nouveaux amortissements qu'il va lui falloir pratiquer.

Si le plan d'amortissements primitif n'est pas modifié, c'est-à-dire si l'entreprise veut terminer les amortissements des éléments dans les délais prévus, voici quels seront les chiffres d'amortissements annuels qu'il lui faudra pratiquer :

Immeubles

Premier immeuble. — Ce premier immeuble acheté en 1913, 380.000 francs devait d'après le plan primitif être amorti en 20 ans, donc en 1934. Sa valeur résiduelle après

réévaluation est 1.095.110 francs (cf. supra). Pour amortir cette valeur en 3 ans il faudra amortir par an : $1.095.110 =$

3

363.036 pendant les années 1931-32-33, au lieu de 19.000 fr., chiffre primitivement prévu.

Deuxième immeuble. — Ce deuxième immeuble acheté en 1924, 180.000 francs devait être amorti en 20 ans donc en 1945. Sa valeur résiduelle après réévaluation est de 180.000. Pour amortir cette valeur en 14 ans, il faudra amortir par an $180.000 = 12.857$ francs pendant les années

14

1931 à 1944 (inclus), au lieu de 9.000 francs.

Matériel et outillage

Le premier matériel acheté en 1913 était entièrement amorti. Sa valeur résiduelle après réévaluation est de 254.400 francs. Il faudra amortir cette valeur dès la première année pour rétablir le plan primitif. Ce sera donc de ce chef pour 1931 un amortissement supplémentaire de 254.400 francs.

Le deuxième matériel acheté en 1923, 250.000 francs devait d'après le plan primitif être amorti en dix ans donc en 1934. La valeur résiduelle après réévaluation est de 197.250 francs. Pour amortir cette valeur en trois ans, il faudra amortir par an : $197.250 = 65.750$ francs pendant

3

les années 1931-32-33 au lieu de 25.000 francs.

Automobiles

Les automobiles achetées en 1923 étaient entièrement amorties. Leur valeur résiduelle après réévaluation est 54.450. Il faudra amortir cette valeur dès la première an-

née. Ce sera donc de ce chef pour 1931 un amortissement supplémentaire de 54.450 francs.

Mobilier

Le mobilier acheté en 1913 était entièrement amorti. Sa valeur résiduelle après réévaluation est de 159.000 francs. Il faudra amortir cette valeur dès la première année pour conserver le plan primitif. Ce sera donc de ce chef pour 1931 un amortissement supplémentaire de 159.000 francs.

Brevet

Le brevet acheté en 1925, 50.000 francs devait d'après le plan primitif être amorti en 10 ans donc en 1936. La valeur résiduelle après réévaluation est de 35.000 fr. Pour amortir cette valeur en 5 ans il faudra amortir par an $35.000 \div 5 = 7.000$ francs pendant les années 1931 à 1935 (in-

5

clus) au lieu de 5.000 francs, chiffre primitivement prévu.

On peut dresser un tableau résumant ces observations et donnant le chiffre des amortissements à effectuer si on veut conserver le plan d'amortissement primitif :

AMORTISSEMENTS

	Avant réév.	Après réév.
1931		
Premier immeuble	19.000	365.036
Deuxième immeuble ...	9.000	12.857
Premier matériel	0	254.400
Deuxième matériel ...	25.000	65.750
Automobiles	0	54.450
Mobilier	0	159.000
Brevet	5.000	7.000
	58.000	918.493

1932		
Premier immeuble	19.000	365.036
Deuxième immeuble ..	9.000	12.857
Premier matériel	0	0
Deuxième matériel ...	25.000	65.750
Automobiles	0	0
Mobilier	0	0
Brevet	5.000	7.000
	58.000	450.643
1933		
	58.000	450.643
1934		
Deuxième immeuble ..	9.000	12.857
Brevet	5.000	7.000
	14.000	19.857
1935		
	14.000	19.857
1936 à 1944 (inclus)		
Deuxième immeuble ..	9.000	12.857

La simple lecture de ce tableau nous montre combien sera importante surtout les premières années la charge des amortissements supplémentaires que l'entreprise aura à pratiquer pour conserver son plan primitif d'amortissement. Beaucoup d'entreprises ne pourront pas supporter cette charge. Si en particulier il s'agit d'une Société par actions, la baisse des dividendes qui serait consécutive à des amortissements aussi massifs serait susceptible de causer un préjudice important au crédit de la Société et aux porteurs d'action. Aussi, dans bien des cas, les entreprises préféreront modifier le plan primitif d'amortissements pour répartir plus judicieusement les amortissements supplémentaires à opérer.

Comment effectuer le plus utilement cette modification ? On a proposé (Gael Fain, la réévaluation des bilans, le Fiduciaire de France, p. 69) de distinguer deux parties dans la valeur des éléments réévalués. La première serait la valeur résiduelle proprement dite, la seconde, le « complément à amortir ». Ainsi, dans l'exemple choisi, si nous considérons le premier immeuble : acheté en 1913, 380.000 fr. et devant être amorti en 20 ans à raison de 19.000 francs par an. Il a déjà été amorti pendant 17 ans. Après réévaluation, son prix de revient devient 1.869.600 francs, les amortissements 774.490 francs et sa valeur résiduelle est de 1.095.110 francs. On raisonnerait de la manière suivante : l'immeuble d'après le plan d'amortissement a perdu actuellement les 17/20 de sa valeur, il vaut donc actuellement les 3/20 de sa valeur, c'est-à-dire 3/20 de 1.869.690 = 280.453,50.

Telle est sa véritable valeur résiduelle qui serait inscrite au bilan si les amortissements avaient toujours été pratiqués en monnaie actuelle. La différence entre la valeur résiduelle obtenue après réévaluation et celle-ci représente le « complément à amortir » :

$$1.095.110 - 280.453,50 = 814.656,50$$

et on présente alors le bilan sous la forme suivante :

ACTIF

Premier immeuble	280.453,50
Complément à amortir sur le premier immeuble	814.656,50
	1.095.110,00
au lieu de :	
Premier immeuble	1.095.110,00

Cette disposition (la première) aurait dit-on, l'avantage de mieux montrer la valeur réelle actuelle de l'immeuble et à mettre mieux en évidence l'insuffisance des amortissements antérieurs.

Nous croyons cette complication inutile. Rappelons en effet la part de convention qui existe dans l'amortissement. Quand on prévoit l'amortissement d'un immeuble en 20 ans, il est très rare qu'en fait la valeur de l'immeuble au bout de 20 ans soit nulle. Distinguer d'après la durée prévue d'amortissements la valeur réelle de l'immeuble du « complément à amortir » est accorder trop de crédit à ces prévisions très approximatives. Aussi bien dans la théorie de l'investissement cette notion de valeur réelle joue-t-elle un rôle secondaire, et est-ce avant tout la nécessité de rendre disponible le capital immobilisé qui est le but principal de l'amortissement. Il importe peu de distinguer ce qu'on croit être la valeur résiduelle de la valeur qui aurait dû être amortie. Le nouveau chiffre global porté comme valeur des immeubles signifie seulement qu'on doit rendre disponible un poids d'or correspondant à cette valeur, aussi rapidement que possible.

Il suffit de se fixer évidemment comme limite extrême la durée réelle des éléments à amortir, durée en fait toujours supérieure à la durée conventionnelle qu'on leur attribue dans un plan d'amortissements sagement conçu. C'est ainsi d'ailleurs que la Circulaire du 25 janvier 1930 envisage la modification du plan d'amortissements. « L'excédent des prix de revient exprimés en francs stabilisés sur les amortissements antérieurs également convertis en francs stabilisés donnera la valeur à reconstituer par l'amortissement. Celui-ci sera échelonné sur les années restant à couvrir jusqu'au terme de la durée normale des éléments considérés ».

On a proposé de pratiquer les amortissements suivant l'importance des bénéfices, plus considérables une année,

moindre une autre. Il est certain qu'il y a là un facteur propre à chaque entreprise et qu'on ne saurait négliger. Mais on ne peut oublier le caractère obligatoire des amortissements : « Bien qu'il ne soit pas prévu par la Loi, une Société doit procéder à l'amortissement de ses immobilisations même si elle ne réalise pas de bénéfices. C'est ce qui différencie nettement l'amortissement d'une opération que l'on confond trop souvent avec lui : la constitution de réserves ». (Bâtardon, op. cit. p. 141). L'Administration des Contributions n'admet d'ailleurs pas des amortissements variables avec le bénéfice et exige un plan d'amortissement fixe.

Etant donnée cette législation, dans l'exemple choisi on pourrait d'accord avec le Fisc prolonger de dix ans la durée d'amortissements prévue pour les immeubles, de 5 ans celle prévue pour le matériel, et le mobilier et de 2 ans celle prévue pour les automobiles. On obtient alors le plan d'amortissement suivant :

Premier immeuble. — 1.095.110 francs à amortir en 13 ans (3 + 10) donc par an $1.095.110 \div 13 = 84.239$ de 1931 à 1943

13

(inclus).

Deuxième immeuble. — 12.857 de 1931 à 1944.

Premier matériel. — 254.400 francs à amortir en 5 ans (0 + 5) donc par an $254.400 \div 5 = 50.880$ de 1931 à 1935.

5

Deuxième matériel. — 197.250 francs à amortir en 8 ans (3+5) donc par an $197.250 \div 8 = 24.656$ de 1931 à 1938.

8

Automobiles. — 54.450 à amortir en 2 ans (0+2) donc par an $54.450 \div 2 = 27.225$ de 1931 à 1932.

2

Mobilier. — 159.000 francs pendant 5 ans (0 + 5) donc par an $159.000 \div 5 = 31.800$ par an de 1931 à 1935 qu'on peut

5

résumer dans le tableau suivant :

1931, 1932	Amortissements par an
Premier immeuble	84.239
Deuxième immeuble	12.857
Premier matériel	50.880
Deuxième matériel	24.656
Automobiles	27.255
Mobilier	31.800
Brevet	7.000
	238.657
1933, 1934, 1935	
Premier immeuble	84.239
Deuxième immeuble	12.857
Premier matériel	50.880
Deuxième matériel	24.656
Mobilier	31.800
Brevet	7.000
	211.432
1936, 1937, 1938	
Premier immeuble	84.239
Deuxième immeuble	12.857
Premier matériel	24.656
	121.752
1939, 1940, 1941, 1942, 1943	
Premier immeuble	84.239
Deuxième immeuble	12.857
	97.096

1944

Deuxième immeuble 12.857

On voit que la charge d'amortissements supplémentaires se trouve mieux répartie dans le nouveau plan d'amortissements et qu'elle pourra plus facilement être supportée par l'entreprise.

En résumé, après la réévaluation, les entreprises pourront être amenées à modifier le plan primitif d'amortissements pour mieux répartir la charge supplémentaire d'amortissements qu'on aura à pratiquer durant les premières années qui suivront la révision. Cette obligation se trouvera compensée par l'exemption immédiate d'impôt dont l'entreprise bénéficiera du fait de cette possibilité d'amortissements supplémentaires.

QUATRIÈME PARTIE

LA RÉÉVALUATION DANS LES PAYS ÉTRANGERS

Les mêmes problèmes qui se sont posés en France depuis la Guerre, à la suite des troubles monétaires se sont aussi posés dans les divers pays européens ayant participé au conflit. Tous ont vu leur monnaie ébranlée ; certains ont vu cette monnaie perdre entièrement toute valeur et ont dû adopter un nouvel étalon monétaire pour remplacer l'ancien. D'autres, après une période de dépréciation plus ou moins longue, ont pu stabiliser leur monnaie, soit aux taux d'avant-Guerre (révalorisation) soit à un taux moindre (stabilisation proprement dite).

Pour les mêmes raisons qu'en France, dans les bilans étrangers, s'est introduit du fait de cette incertitude sur la valeur de l'étalon monétaire, des erreurs systématiques auxquelles on a cherché à remédier.

Etudier les mesures prises à l'étranger pour la réévaluation présente un grand intérêt. Cet examen montre en effet comment les peuples et les Gouvernements ont cru, d'après les circonstances, devoir réaliser cette opération et quels résultats les mesures prises ont entraînés.

Il serait sans intérêt d'examiner en détail la législation de tous les pays Européens sur la réévaluation. Nous étudierons quelques-unes de ces législations qui nous ont semblé les plus caractéristiques.

Pour donner plus de clarté à cet exposé et pour permettre la comparaison de ces diverses législations entre elles et avec l'exposé précédent, nous donnerons à ces chapitres le même plan que celui adopté jusqu'ici et après avoir rappelé brièvement l'histoire monétaire du pays étudié et les mesures prises par le Gouvernement en vue de la réévaluation, nous examinerons successivement dans chaque pays.

- 1°) L'étendue de la réévaluation.
- 2°) La méthode employée pour réévaluer.
- 3°) Les conséquences de la réévaluation.

I. — BELGIQUE

Histoire monétaire et réglementation de la réévaluation

L'abondante émission des marks allemands pendant la Guerre avait chassé la monnaie Belge. A la fin des hostilités, on racheta au pair les marks en circulation dans le pays. Cette première mesure et les difficultés budgétaires consécutives au conflit entraînèrent la dépréciation de la monnaie Nationale.

Le Gouvernement s'efforça d'arrêter cette dépréciation en procédant à une stabilisation. Cette opération ne fut malheureusement pas réalisée aussi rapidement ni aussi facilement qu'on avait pu l'espérer.

Une première tentative faite en 1925 au cours de 107 fr. Belge pour une livre échoua. Instruits par cet échec, et comprenant qu'une stabilisation ne pouvait intervenir utilement qu'après la réalisation d'un certain nombre de conditions, les dirigeants s'efforcèrent de restaurer plus complètement les finances de l'Etat par une politique d'équilibre budgétaire continue et par des emprunts faits à l'étranger.

A la suite de ces mesures on put procéder, cette fois plus heureusement, à une nouvelle stabilisation, à la fin de 1926, au taux de 174,31 frs belge pour une livre.

Afin de mieux marquer la volonté d'assainissement définitif, un nouvel étalon de mesure de valeur fut créé, le belga, représentant un poids d'or de 0, gr. 209.211.

En Belgique comme en France, c'est par le moyen de circulaires administratives qu'on a légiféré sur la question, sans qu'aucune loi ne soit directement intervenue pour confirmer ces Circulaires.

Une première fois en 1920, avant la première stabilisation, l'Administration belge avait cherché à encourager la réévaluation des bilans en particulier par l'exonération des plus-values. Mais c'est en 1927 après la seconde stabilisation qu'ont paru les trois circulaires des 6 avril, 23 juillet et 21 octobre qui constituent la législation encore actuellement en vigueur relativement à la révision des bilans.

Les dispositions contenues dans ces Circulaires viennent d'être rassemblées et complétées dans un arrêté en date du 12 octobre 1930, pris en exécution de l'article 20 de la loi du 13 juillet 1930, modifiant la législation en matière d'impôts directs. C'est à cet arrêté que nous nous reporterons pour les citations utilisées.

1) *Etendue de la réévaluation*

Sont admis à la réévaluation « l'outillage et les bâtiments industriels y assimilés, c'est-à-dire les machines, outils et appareils avec accessoires fixes ou mobiles, ainsi que les immobilisations industrielles et le mobilier à usage industriel et commercial; qui font en quelque sorte partie de l'outillage et sont sujettes à prompt détérioration. » « L'outillage, est-il précisé, comprend notamment les objets utilisés dans les entreprises commerciales et

qui, soit par un usage intensif, soit par l'influence des modes et coutumes sont exposés à une usure relativement rapide ou à des remplacements plus ou moins fréquents. »

L'article 1 de l'arrêté précise l'étendue de la révision dans un second paragraphe « sont d'une manière générale exclus du bénéfice de l'amortissement sur prix de revient nouveau, les terrains ainsi que les bâtiments qui n'ont pas le caractère d'immobilisations industrielles assimilées à l'outillage et qui servent notamment d'habitation et de bureau; il en est de même du mobilier garnissant les habitations et les bureaux, du portefeuille, des brevets, des marques de fabrique, du fonds de commerce, et du nom de la firme. L'amortissement de ces éléments doit, au point de vue fiscal, continuer à se pratiquer sur la base de la valeur d'investissement non révisée. »

Les stocks anciens seront aussi objets de réévaluation.

On voit que le champ d'application de la révision prévue par l'Administration belge est sensiblement le même que celui délimité par l'Administration française. Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est avant tout, les valeurs amortissables du bilan qui font l'objet de la mesure envisagée. Tout au plus, peut-on remarquer que l'arrêté belge est plus précis et plus complet sur ce point que la Circulaire française.

Les éléments acquis ou constitués après 1926 sont exclus de la réévaluation (art. 2). C'est l'équivalent du coefficient 1 adopté dans le tableau des coefficients de la Circulaire française du 25 janvier 1930 à partir de cette même année 1926. « Le prix de revient doit porter uniquement sur l'outillage et les bâtiments y assimilés acquis avant le premier juillet 1926, c'est-à-dire avant le début de la période où le dollar a, d'une manière durable, atteint le cours d'environ 36 francs. »

Plus intéressante est la disposition restrictive qui figure

à l'article 2 parag.3 de l'arrêté belge : « il ne pourra être attribué un prix de revient nouveau qu'à la partie de l'outillage et des bâtiments y assimilés qui appartient en propre au redevable. Cette partie sera fixée en égard aux éléments compris dans le bilan qui a été clôturé au plus tard à la date du 31 août 1927. »

Cette disposition assez peu claire s'explique par les circulaires du 6 avril et du 16 juillet 1927 où elle avait déjà été introduite. Elle a pour but d'essayer d'atténuer l'injustice qui se produirait si on exemptait d'impôt une plus-value représentant un bénéfice réalisé aux dépens d'autrui.

Soit une société qui emprunte un million en 1914. Elle achète un immeuble. En 1931, elle procède à la révision du prix de revient de son immeuble. Va-t-on le lui permettre? Non, répond l'Administration belge. Cet immeuble ne vous appartient pas en propre. Ne serait-il pas injuste de ne pas considérer comme un bénéfice la plus-value prise par cet immeuble, alors qu'aujourd'hui, du fait de la non-réévaluation des créances, la société peut se débarrasser des prêteurs grâce auxquels elle a pu acheter cet immeuble en leur remboursant 1.000.000 de francs d'avant-guerre. On n'a pas pu, en Belgique comme en France, éviter cette spoliation des créanciers; du moins recherche-t-on à exclure de la loi ceux qui ont profité de cet enrichissement.

Mais si en apparence, cette mesure semble d'une application facile, on s'aperçoit assez vite qu'il est en pratique difficile de reconnaître ce qui appartient en propre à une entreprise. La Circulaire du 6 avril 1927 qui développait ce point à propos des approvisionnements donnait les précisions suivantes : on forme le total du passif envers les tiers, passif qui comprend les obligations ou hypothèques, les débits en banque, les créanciers, on fait d'autre part le total de l'actif liquide qui comprend l'actif en caisse,

en banque et les créances du redevable. On s'est élevé contre cet illogisme de la Circulaire qui exige d'un côté la formation du passif en son entier et de l'autre celle de l'actif liquide (Escaravage, la révision des bilans, p. 98). La Circulaire du 21 octobre 1927 est venue en partie supprimer cette anomalie en décidant que le « portefeuille » serait compris dans l'actif liquide bien que non mentionné dans la circulaire primitive.

L'excédent du passif sur l'actif liquide représente donc pour l'Administration, les capitaux qui n'appartiennent pas en propre à l'entreprise. C'est avec ces capitaux qu'ont été achetés un certain nombre de biens, suppose-t-on, biens qui, eux non plus, n'appartiennent pas « en propre » à l'entreprise. Pour compléter cette hypothèse, les Circulaires précisent quel est l'ordre dans lequel les biens sont supposés avoir été achetés avec l'argent d'autrui, ou plus simplement quels seront les postes du bilan qui ne seront pas réévalués jusqu'à concurrence de l'excédent du passif sur l'actif liquide. Ce sont d'abord les stocks et les approvisionnements. C'est pour eux que primitivement cette restriction à l'étendue de la réévaluation avait été faite. Si cet excédent dépasse la valeur des stocks, on l'imputera ensuite sur les immeubles non sujets à réévaluation, c'est-à-dire acquis après 1926. A défaut ou en cas d'insuffisance d'immeubles de cette sorte il y aura lieu d'imputer la partie de l'excédent non absorbée par les approvisionnements sur l'outillage industriel, dont le montant se trouvera diminué d'autant. Ce sera là un cas exceptionnel, comme le constate la Circulaire du 16 juillet 1927. En pratique, la restriction n'influera que sur la réévaluation des stocks.

Cet essai tenté par la Belgique pour atténuer l'enrichissement au détriment d'autrui, suite de la dévalorisation, et qu'on ne retrouve, sous cette forme tout au moins, dans aucun autre pays, mérite d'être souligné. L'inconvénient qu'il présente est en empêchant la rééva-

luation complète du bilan d'en fausser davantage la sincérité; on ne peut cependant critiquer les principes d'équité qui l'ont inspirée.

2) *Méthode de réévaluation*

Il importe de distinguer la réévaluation des bâtiments et de l'outillage industriels, réévaluation proprement dite, de la réévaluation des stocks, qui a été opéré dans des conditions particulières.

En ce qui concerne les bâtiments et l'outillage industriels, l'Administration belge a adopté comme procédé de réévaluation, celui de la réévaluation directe.

On portera au bilan à la place de la valeur qui y figurait avant la réévaluation la valeur réelle estimée au plus tard au 31 août 1927 : « le prix de revient révisé doit représenter la valeur industrielle et commerciale qu'avaient l'outillage et les bâtiments industriels y assimilés au plus tard à la date du 31 août 1927 : en d'autres termes, chaque redevable est considéré comme ayant acquis à cette époque dans l'état où ils se trouvaient à ce moment, les éléments d'actif à révaloriser et il doit leur attribuer la valeur effective dans ledit état d'usure ou de dépréciation. »

Un tableau sera dressé donnant en particulier la valeur de l'élément à l'état neuf et sa valeur compte tenu de son usure.

Nous avons exposé plus haut les inconvénients de la méthode de réévaluation directe, dont le principal est l'incertitude même de cette notion. Afin de pallier en partie à cet inconvénient, qui se fait surtout sentir lorsqu'il s'agit de déterminer le degré d'usure et de vétusté, l'Administration belge a introduit une certaine part de forfait dans la méthode de réévaluation directe. Il est dit en effet à l'art. 4 que la valeur de l'élément dans son état actuel compte

tenu de son usure ne pourra être supérieur à 50 % de sa valeur évaluée à l'état neuf; en d'autres termes tous les postes amortissables sont supposés amortis de la moitié de leur valeur. Il semble qu'après avoir voulu éviter la trop grande rigueur de la méthode forfaitaire en adoptant la réévaluation directe, les Belges aient finalement adopté une solution encore plus conventionnelle que celle de l'Administration française. En France, en effet, en principe tout au moins on s'efforce d'obtenir des résultats aussi approchants que possible de la vérité. En Belgique au contraire cette présomption d'amortissement de 50 % fait écarter toute idée d'une recherche quelconque de sincérité du bilan. Si, en effet, en examinant tous les postes de tous les bilans il se peut que la moyenne de ces postes soient amortis de 50 %, par contre, dans un bilan déterminé, sauf exception, il n'en sera jamais ainsi.

Pour les stocks, la réévaluation a été limitée à un cas plus spécial. Rappelons en effet qu'entre 1925 et 1926, la monnaie belge a perdu la moitié de sa valeur. C'est cette seule dépréciation qu'on a voulu éliminer de l'évaluation des stocks. Pour le faire, on a eu recours au forfait. On a décidé (6 avril 1927) que le prix porté au bilan en 1925 pour l'évaluation du stock pourra être augmentée de 50 %, cette plus-value de 50 % étant considérée comme le simple reflet de la dépréciation de la monnaie entre 1925 et 1926. Il s'agit donc là d'une réévaluation limitée à un court espace de temps et non pas de la réévaluation nécessitée par les troubles plus longs et plus profonds de toute la période de Guerre et d'après-Guerre.

3) Conséquences de la réévaluation

Plus-values. — « Le prix de revient nouveau ainsi déterminé est porté au bilan sous les rubriques suivantes : à l'actif, prix de revient réévalué de l'outillage et des bâti-

ments y assimilés à amortir; au passif prix de revient réévalué de l'outillage et des bâtiments industriels y assimilés » (arrêté du 12 octobre 1930).

L'arrêté du 12 octobre vise le cas où les éléments à réévaluer ne figurent plus au bilan que pour 1 franc. Supposons qu'il soit réévalué 300.000 francs. On aura :

ACTIF

Prix de revient réévalué, à amortir.... 300.000

PASSIF

Prix de revient réévalué (plus-value de réév.) 300.000
et le bilan reste en équilibre.

En supposant que les éléments n'étaient pas encore complètement amortis et qu'on ait par exemple :

ACTIF

Outillage 50.000

PASSIF

Amortissement outillage 10.000

On écrira après la réévaluation, en supposant que le prix de revient soit porté à 250.000.

ACTIF

Outillage 250.000

PASSIF

Amortissement outillage 10.000

Outillage plus-value 240.000

Et le bilan restera en équilibre.

En d'autres termes, malgré la terminologie différente et la confusion que peut présenter à l'actif et au passif la création de ces deux postes portant le même nom; prix de re-

vient réévalué des bâtiments et des immeubles, le système belge est identiquement le même que le système français sur ce point. On porte à l'actif le prix de revient réévalué, et au passif un poste compensateur spécial que ce soit sous la rubrique, réserve de redressement plus-value de réévaluation ou prix de revient réévalué, peu importe. En Belgique comme en France, on a préféré cette solution à celle que nous avons signalé comme possible, l'incorporation des plus-values au poste capital.

La plus-value est en effet indisponible et ne peut ni directement, ni indirectement faire l'objet d'un prélèvement direct ou indirect au profit soit du redevable, soit des actionnaires, des associés, des membres du Conseil d'Administration ou du personnel (art. 4).

Les deux postes créés à l'actif et au passif resteront donc inchangés dans tous les bilans futurs. « Les postes concernant la réévaluation seront maintenus tels quels à l'actif et au passif des bilans successifs et les amortissements pratiqués devront figurer au passif sous la rubrique « amortissement du prix de revient réévalué. »

Au cas de vente d'un élément réévalué, il y aura en principe taxation, sauf le cas de remploi. Ce remploi est d'ailleurs plus strictement limité qu'en France : « La plus-value provenant de la réévaluation de l'outillage des immeubles industriels ne peut être exonérée de l'impôt que pour autant qu'elle reste intacte dans l'avoir social. Toutefois, en cas de vente d'un élément dont la réévaluation est autorisée en exemption d'impôt la plus-value qui en résulte ne doit pas être taxée dans la mesure où le prix de réalisation est affecté au rachat d'un outillage nouveau. »

Amortissements. — Le but de la Circulaire belge est le même que celui de la Circulaire française : permettre par la réévaluation de procéder à des amortissements supplé-

mentaires en franchise d'impôt. « Le prix de revient nouveau tel qu'il est repris à l'actif sert de base au calcul des amortissements; ceux-ci peuvent être opérés en exemption de l'impôt jusqu'à complète reconstitution de ce prix de revient quelle que soit la date d'acquisition de ces éléments d'actif, ou les amortissements déjà effectués qui sont d'ailleurs affectés le plus souvent à des investissements nouveaux. »

Pour permettre la répartition de ces amortissements supplémentaires, on a prévu, comme en France, la modification possible de plan d'amortissement d'accord avec l'Administration. Sur toute cette partie de l'amortissement, aucune remarque spéciale n'est à faire. Il nous suffit de citer le texte de l'arrêté « Le redevable subdivise les éléments d'actif en trois ou quatre catégories selon la durée d'utilisation probable des différents groupes d'éléments classés. Des pourcentages moyens d'amortissement annuel sont arrêtés d'accord entre l'intéressé et les fonctionnaires compétents de l'Administration des contributions; ces pourcentages peuvent varier selon la nature des éléments d'actif, leur utilisation plus ou moins intensive, leur état d'usure au moment de la réévaluation, etc...; l'amortissement en exemption d'impôt s'accomplit d'après ces pourcentages jusqu'à complète reconstitution du prix de revient nouveau. »

Conclusion

Les solutions adoptées en Belgique sont assez semblables à celles qui ont prévalu en France. Le but poursuivi a été le même : permettre un supplément d'amortissement. Le moyen pour y parvenir est identique; encourager la réévaluation par des exemptions fiscales accordées par des circulaires administratives.

La seule divergence importante réside dans la méthode

prévue pour la révision. En France, c'est la méthode forfaitaire qui a triomphé, alors qu'en Belgique on a préféré la réévaluation directe, tempérée il est vrai par une partie forfaitaire en ce qui concerne le degré d'usure des éléments.

L'idée la plus originale réside dans l'essai qu'on a fait d'excepter des faveurs prévues les sociétés qui par l'existence d'emprunts en francs-or ont bénéficié de la dévalorisation de ce franc. C'est d'ailleurs ce point qui semble avoir soulevé le plus de difficulté dans l'application. On a trouvé que la manière de discriminer les biens appartenant en propre à l'entreprise de ceux qui provenaient de fonds prêtés était arbitraire. On a même prétendu que ces décisions étaient en contradiction avec les décrets qui ont réglé la réforme monétaire et prévu la comparabilité des francs d'avant-Guerre avec le nouveau franc dévalorisé (Warlomand et Wallemacq).

Les entreprises semblent favorables à la réévaluation telle que la conçoit l'Administration belge. L'Attaché Commercial de France en Belgique nous écrit : « Les entreprises belges ont, au début, marqué une certaine hésitation à profiter des facilités que leur accordent les décisions administratives pour réévaluer leurs bilans. Beaucoup craignaient que le Fisc ne leur tendit un piège et cherchât à préparer le chemin à l'impôt sur le capital. Depuis, cette méfiance s'est dissipée, et d'après les informations que j'ai recueillies, presque toutes les sociétés se montrent disposées à réévaluer leurs bilans dans les conditions prévues par l'Administration. On envisage de reculer le délai primitivement fixé pour pouvoir profiter de ces dispositions. »

II. — TCHECOSLOVAQUIE

Histoire monétaire et réglementation de la réévaluation

Lorsque la Tchécoslovaquie fut constituée en Etat indépendant, un des premiers soucis de ses dirigeants fut de doter cette nouvelle nation d'une monnaie propre et de remplacer la couronne Autrichienne toujours en circulation par la couronne Tchèque. Cette mesure était d'autant plus urgente que la couronne Autrichienne se dépréciait chaque jour par suite de la politique d'inflation alors suivie à Vienne.

L'opération fut réalisée d'une manière assez singulière, sur l'initiative de l'homme d'Etat Tchèque, M. Rasil. Pendant vingt-quatre heures, les frontières du pays furent fermées. Pendant cette journée la population reçut l'ordre de présenter aux guichets de l'Etat tous les billets en sa possession. On remettait à chacun la moitié des billets qu'il avait apportés après l'avoir revêtu d'une estampille. L'autre moitié fut conservée par l'Etat et servit de couverture à la moitié qui restait en circulation.

Mais de 1919 à 1923, la nouvelle monnaie fut soumise à d'importantes fluctuations dues à de multiples causes économiques et politiques et ce n'est qu'en 1923 qu'elle se trouva stabilisée de fait. Le premier avril 1926, une loi de stabilisation vint consacrer l'état de fait.

C'est donc pour rectifier les erreurs qui s'étaient glissées dans les bilans à la suite des troubles monétaires de 1919 à 1923 que se posa la question de la réévaluation. Très peu de temps après la stabilisation légale, le 15 juin 1927, une loi vint réglementer cette question d'une façon très complète.

Dans ce pays, ce n'est donc pas comme en France ou en

Belgique, par voie oblique, en quelque sorte à l'occasion de problèmes fiscaux, qu'ont été résolues les difficultés soulevées par la réévaluation. Le législateur n'a pas hésité à examiner le problème en face et à lui donner les solutions qu'il jugeait les plus favorables.

Quoiqu'une loi soit intervenue sur la matière, la réévaluation n'en est pas moins restée une opération facultative. C'est une faculté offerte aux intéressés non une obligation qu'on leur impose. Un délai-limite leur est seulement fixé au delà duquel ils seront forclos ; ce délai vient à expiration en 1931.

1) *Etendue de la réévaluation*

Il n'y a rien à ajouter aux dispositions de la loi. Seules les immobilisations sont réévaluables. « Les commerçants, industriels, ou agriculteurs assujettis à l'établissement d'un bilan pourront user de facultés prévues par la présente loi pour la réévaluation de leurs immobilisations (terrains, bâtiments, gisements, machines, installations, etc...) pour les exercices de 1926 ou 1926-27 à 1931 ou 1930-31 et l'établissement d'ouverture tenant compte de ces rectifications ». (art. 1).

2) *Méthode de réévaluation*

C'est la méthode de réévaluation directe qui a été adoptée. On l'emploie sous deux modalités différentes :

« Pour l'évaluation des machines et installations on considérera comme un maximum la valeur marchande à l'acquisition de celle-ci au jour de l'établissement du bilan d'ouverture diminuée de l'amortissement d'usure.

« L'évaluation des autres éléments devra demeurer inférieure à la valeur commune. Par valeur commune on doit entendre la valeur marchande du fonds de l'entreprise considérée dans son ensemble, les conditions particu-

lières ou personnelles ne pouvant être prises en considération ».

Nous ne revenons pas sur les difficultés pratiques que soulève la réévaluation directe. Remarquons seulement que la notion de « valeur commune » telle qu'elle est définie par la loi « valeur marchande du fonds de l'entreprise », est à peu près impossible à déterminer dans la pratique, l'appréciation qu'on peut faire de cette notion étant essentiellement subjective, malgré l'apparence d'objectivité qu'on semble avoir voulu lui donner dans la Loi.

3) *Conséquences de la réévaluation*

Plus-values. — On sait que deux places peuvent être envisagées au passif du bilan pour les plus-values : elles peuvent constituer un fonds de réserve spécial ou être incorporées au capital. Ces deux manières d'opérer sont admises par la loi Tchécoslovaque, qui prévoit même la combinaison de l'une et de l'autre.

« Lorsque le montant des immobilisations révalorisées sera supérieur au montant ancien, l'excédent pourra être affecté : soit à la constitution d'un fonds de réserve, soit à une augmentation du capital social, soit à l'une et à l'autre ». (art. 4).

Au cas où la réévaluation fait apparaître non pas une plus-value mais une moins-value, celle-ci pourra être couverte par un prélèvement sur les réserves, et, si celles-ci se trouvent ou deviennent inférieures au dixième du capital social, par une réduction de ce capital. (art. 4, p. 2). Laissons de côté ce cas qui pourra se présenter en Tchécoslovaquie assez fréquemment par suite des oscillations du cours de la monnaie tantôt au-dessus tantôt au-dessous du cours de stabilisation.

Le bilan étant ainsi de nouveau en équilibre par l'incor-

poration des plus-values au passif, la loi du 15 juin 1927 examine les différents emplois possibles de ces plus-values.

Si les plus-values ont fait l'objet d'un poste spécial de réserves, elles pourront pendant une période de quinze ans à dater de l'établissement du bilan d'ouverture être utilisées à l'amortissement des pertes sociales. Elles ne pourront pas être distribuées sauf en cas de liquidation.

Dans les cinq ans qui suivront l'établissement du « bilan d'ouverture » elles pourront être incorporées au capital. On pourra pendant cinq ans se décider à réaliser ainsi l'augmentation possible dès le début de la réévaluation.

Cette opération d'augmentation de capital par incorporation des plus-values a été soigneusement réglementée. Elle n'est d'abord possible que dans certaines limites. Il ne faut pas en effet que des réserves apparaissant au bilan d'ouverture puissent devenir inférieures à 25 % du capital augmenté (art. 4 p. 1. in fine).

« Les augmentations de capital en vertu des articles 4 et 6 seront réalisées soit par estampillage des actions anciennes, soit par émission de titres nouveaux remis gratuitement aux actionnaires, soit par tout autre moyen à la convenance des actionnaires ».

On a cherché à sauvegarder les différents droits en présence. « S'il existe des actions privilégiées ou des parts de fondateur, les droits correspondants des porteurs devront être maintenus dans les mêmes proportions par rapport au capital total. » (art. 12).

On peut se demander en présence des solutions données par la loi quelle est dans l'esprit du législateur Tchécoslovaque la véritable nature des plus-values de réévaluation :

La question n'a pas été résolue directement, et ne l'est pas d'une façon nette par les décisions de la loi. Est-ce une simple plus-value apparente ? et dans l'affirmative, cette plus-value représente-t-elle une plus-value du capital ou une réserve spéciale ?

La place des plus-values au passif a été laissée facultative, et si la distribution sous forme de dividendes a été prohibée, on autorise sa distribution sous forme d'actions gratuites, ou son utilisation pour amortir les pertes.

Les solutions données par la loi en ce qui concerne les plus-values en face de l'impôt ne sont pas non plus absolument explicites. En principe « les plus-values apportées aux immobilisations en vertu de l'article 4 ne seront pas passibles de l'impôt (art. 22). Mais est-il écrit ensuite « si elles sont affectées à la constitution d'un fonds de réserve en vertu des articles 4 et 5 et si ces réserves sont par la suite utilisées comme il est prévu aux art. 5 et 6 (amortissement des pertes et augmentation du capital) elles devront être prises en considération pour le calcul de l'impôt spécial pour les bénéficiaires. Au contraire « l'augmentation de la valeur nominale et le montant des actions remises gratuitement aux actionnaires ne seront passibles d'aucun impôt ».

Si le législateur n'a pas voulu trancher directement le problème délicat de la véritable nature des plus-values, on ne peut, semble-t-il, que louer son libéralisme en ce qui concerne la place des plus-values au passif. En particulier, on doit noter la possibilité qu'il accorde de procéder en franchise d'impôt à une augmentation de capital d'une nature spéciale et nécessitée par la réévaluation, à une réévaluation du capital, pourrait-on dire plus exactement.

Disposition particulière

Notons une disposition de la loi qui se rattache indirectement à notre sujet, c'est la création d'une commission arbitrale spéciale, composée d'un président et de deux assesseurs, choisis par les parties en cause sur deux listes, l'une de magistrats désignés par le Ministre de la Justice, l'autre d'experts désignés par la Chambre de Commerce.

Cette commission sera chargée de trancher tous les litiges pouvant survenir à l'occasion de la réévaluation, entre associés, actionnaires, administrateurs, etc... Au cas où il y a difficulté avec l'Administration des Contributions, l'un des assesseurs est nommé par le Ministre des Finances. Le Président est choisi par les deux assesseurs. Si ceux-ci ne peuvent se mettre d'accord, il est désigné par la Chambre de Commerce.

Conclusion

Il semble qu'un assez grand nombre d'entreprises Tchécoslovaques aient procédé à la réévaluation de leurs bilans, tout au moins les entreprises importantes. (Richard, op. cit. p. 83).

Si l'on rapproche les solutions choisies de celles qui prévalent en France, on remarque surtout une différence principale qui réside dans la manière d'opérer la réévaluation. Alors que la Circulaire du 26 janvier 1930 conçoit une réévaluation entièrement forfaitaire, en Tchécoslovaquie au contraire, on a cherché à opérer une réévaluation directe. Les autres dispositions sont sensiblement les mêmes. Mais tandis que les Tchèques ont sur la question une véritable législation, nous ne possédons que de simples documents Administratifs.

III. — POLOGNE

Histoire monétaire et réglementation de la réévaluation

La Pologne, comme la Tchécoslovaquie, est un Etat né de la Guerre, tout au moins en tant qu'Etat moderne. Les Polonais comme les Tchécoslovaques voulurent avoir une monnaie à eux et ce désir devint bientôt une nécessité lors

de la chute vertigineuse du cours du mark, monnaie alors en vigueur. L'étalon adopté fut le zloty. Une première stabilisation de cette monnaie nouvelle fut faite en 1924. Le 10 mars 1924, on commença à échanger les marks-papiers contre les zlotys aux guichets de la Banque d'Etat dans la proportion de 1.800.000 marks pour 1 zloty.

Le zloty ne conserva pas sa stabilité et ne tarda pas à se dévaloriser. Une nouvelle stabilisation définitive cette fois fut décrétée par une ordonnance du Président de la République du 13 octobre 1927. D'après cette ordonnance « avec un kilogramme d'or pur, il est frappé 5.924,44 zlotys ».

Le changement d'unité monétaire effectué en 1924 nécessitait une réglementation des bilans exprimés encore dans l'ancienne unité ; une ordonnance du 25 juin 1924 sur « les bilans en zlotys et sur la détermination en zlotys des capitaux des entreprises obligées de tenir des livres comptables » régla cette opération. La monnaie s'étant de nouveau dépréciée, la réévaluation des bilans devint de nouveau nécessaire pour les mêmes causes que dans les autres pays à monnaie dépréciée. Après la stabilisation de 1927, une ordonnance du 22 mars 1928 vint à nouveau régler la question.

A deux reprises depuis la Guerre, la Pologne a donc procédé à une réévaluation des bilans. Nous aurons à étudier les dispositions de ces deux ordonnances dont les principes sont souvent communs. La première a surtout traité au moyen de passer d'une monnaie à une autre, alors que la seconde règle une véritable réévaluation.

Dans l'un et l'autre cas, la réévaluation a été obligatoire. Les ordonnances du Président de la République Polonaise ont en effet force de loi et ordonnent impérativement la réévaluation à toutes les entreprises.

1) *Etendue de la réévaluation*

a. — *Ordonnance du 25 juin 1924.* — Tout le bilan était réévalué, ce qui était assez évident, puisqu'il s'agissait de passer d'une monnaie à une autre monnaie dans le rapport de 1 à 1.800.000 avec la première.

b. — *Ordonnance du 22 mars 1928.* — L'ordonnance vise :

1° Les immeubles, meubles, machines, installations techniques et en général tous les objets non destinés à la vente.

2° Les créances et engagements contractés en zlotys-or.

3° Les créances et engagements en valeurs étrangères.

Ce n'est donc plus comme dans les autres pays les seules immobilisations qui font l'objet de la réévaluation, mais également les créances et les engagements qui vont pouvoir être révisées.

2) *Méthode de la réévaluation*

a. — *Ordonnance du 25 juin 1924.* — Cette question n'était pas tranchée et était laissée à la liberté de chaque entreprise. Seul le principe était posé « toutes les personnes physiques et morales obligées d'avoir des livres comptables auront à dresser leur inventaire et leur bilan d'ouverture en zlotys » (art. 1). En fait les modalités les plus diverses furent employées pour transformer les chiffres du bilan exprimé en marks en valeurs équivalentes en zlotys.

b. — *Ordonnance du 22 mars 1928.* — On distingue selon la nature des biens à réévaluer :

1° Pour les immobilisations (immeubles, meubles, machines, installations techniques), on adopte le système forfaitaire suivant : « ces positions du bilan peuvent être

valorisées dans une proportion ne dépassant 172 zlotys tels qu'ils sont définis à l'ordonnance du Président de la République du 15 octobre 1927 pour 100 zlotys tels qu'ils sont définis à l'ordonnance de la République du 20 janvier 1924 ».

Pour bien saisir la portée de cette décision intéressante il importe auparavant de connaître le rapport existant entre le zloty de 1924 et celui de 1927.

D'après l'ordonnance de 1924 dans un kilogramme d'alliage au titre de 900/1.000 on devait frapper 3.100 zlotys ; le zloty représentait donc :

$$\frac{900}{3.100} = 0,29 \text{ gr. d'or}$$

d'après l'ordonnance de 1927, dans un kilogramme d'or pur on devait frapper 5.924,44 zlotys, le zloty de 1927 vaut donc :

$$\frac{1.000}{5.924,44} = 0,168 \text{ gr. d'or}$$

donc :

$$100 \text{ zlotys de 1924} = 100 \frac{0,29}{0,168} = 172 \text{ zlotys 1927 ainsi}$$

l'ordonnance fixe comme maximum à la valeur de réévaluation, des immeubles et autres immobilisations la valeur qu'on aurait obtenu par une réévaluation forfaitaire. Ils laissent cependant aux commerçants et industriels la possibilité de réévaluer sur d'autres bases ces postes de leurs bilans à la seule condition de rester au-dessous de ce résultat ».

2° Au contraire en ce qui concerne les créances et les engagements, le système forfaitaire est imposé « les créances et les engagements contractés en zlotys-or tels qu'ils sont

définis à l'ordonnance du Président de la République du 20 janvier 1924 doivent figurer au bilan brut valorisés pour leur pleine valeur exprimée en zlotys, tels qu'ils sont définis à l'ordonnance du Président de la République du 13 octobre 1927 ». Nul autre moyen de réévaluation n'est admis, ce qui pour ce genre de valeurs est une solution assez logique du moment que l'on envisage la possibilité de leur réévaluation.

3°) Pour les créances et les valeurs étrangères on prend leur équivalence « d'après le cours moyen coté à la Bourse de Varsovie le dernier jour de la Bourse avant le premier juillet 1928 (art. 2 in fine).

3) Conséquences de la réévaluation

Plus-values. — *Ordonnance du 26 juin 1924.* — Tous les postes étaient réévalués à l'actif et au passif, sauf « le capital-actions, les fonds de réserve, le fonds d'amortissement et les autres fonds appartenant à l'entreprise ». On fait la différence entre l'actif et le passif ainsi réévalué. Cette différence qui forme ce que nous avons nommé la plus-value de réévaluation sera le nouveau capital de l'entreprise (art. 3). Le capital ainsi déterminé est ensuite réparti en capital-actions et en fonds de réserve et d'amortissement.

Le capital-actions est déterminé par une méthode forfaitaire. On prend les différentes souscriptions qui ont pu être faites. On les traduit alors en zlotys en se basant sur le cours du jour de la souscription. Le total forme ainsi le maximum de ce qu'on pourra considérer comme capital-actions. (art.5) ; sauf pour arrondir à dépasser ce maximum de 10 %.

« Si après fixation du capital-actions il reste encore une partie du capital de l'entreprise, cette partie devra être ventilée entre les fonds de réserves et d'amortissement ;

cette ventilation devra être faite proportionnellement ' l'importance relative de ces fonds dans le dernier bilan en marks approuvé par l'assemblée générale, ou proportionnellement aux valeurs respectives de ces fonds obtenues en traduisant les dotations successives de ces fonds en zlotys aux cours respectifs des jours des Assemblées générales qui ont voté ces dotations ». (art. 7).

Le Législateur a donc considéré dans cette ordonnance que la plus-value de réévaluation n'était autre qu'une réévaluation du capital et a développé logiquement cette idée. Il n'a pas imposé une répartition absolue de ce capital entre les différents postes capital se bornant à fixer un maximum à l'évaluation du capital actions. Il lui a suffi de poser le principe. Dans la suite de l'ordonnance il a cherché à atténuer les difficultés pratiques que soulèveront les modifications, la modification brusque du capital social nominal. La sanction à toutes ces difficultés est indiquée dans l'article 35 : c'est la liquidation forcée de la Société qui enfrendrait les dispositions de la loi. Au contraire il a prévu que les « excédents du bilan résultant de la traduction en zloty fait en vertu de la présente ordonnance ne seront pas sujets à l'impôt » (art. 38).

De même le changement de capital et l'enregistrement de cette transformation ne donneront lieu à aucune taxe (art. 39, p. 2).

b. — *Ordonnance du 22 mars 1928.* — Dans cette ordonnance le premier emploi des plus-values sera de couvrir les pertes ayant figuré au bilan les années précédentes. Le surplus sera consacré à une augmentation de capital. Nous retrouvons la même idée directrice que dans l'ordonnance précédente ; les plus-values correspondent à une réévaluation du capital. Egalement comme dans l'ordonnance précédente, ces plus-values sont exemptes d'impôt ; l'augmentation de capital n'est pas taxée. L'amende et la liqui-

dation forcée punissent ceux qui enfreindraient les dispositions de la loi.

Conclusion. — Les deux ordonnances Polonaises présentent un assez curieux mélange de libéralisme et de sévérité. Le choix est laissé, entièrement en 1924, en partie en 1928, aux intéressés sur la manière de réévaluer ; par contre l'obligation de réévaluer est formelle et on impose à la suite de cette réévaluation une augmentation de capital qui modifiera nécessairement pour l'avenir la physionomie du bilan de la Société.

On doit noter combien complète est la législation sur la réévaluation dans ce pays, en comparaison des dispositions Françaises. Non seulement les principes généraux sont mis en évidence mais les difficultés d'application propres en particulier aux Sociétés par actions sont soigneusement tranchées.

CONCLUSION

L'examen de la réévaluation dans les pays étrangers nous a montré que, dans diverses nations d'Europe, la réévaluation des bilans est passée du domaine de la théorie dans celui des faits, que cette opération ait été, comme en Tchécoslovaquie, rendue obligatoire par les dirigeants, ou que, comme en Belgique, les chefs d'entreprises se soient contentés des seules facilités accordées par l'Administration et aient usé de la faculté qui leur était offerte de réévaluer leurs bilans.

En France, jusqu'à la stabilisation, l'incertitude de la valeur de notre monnaie rendait toute réévaluation précaire.

Après la stabilisation de juin 1928, de nombreux chefs d'entreprises, par les organes chargés de représenter les intérêts du Commerce et de l'Industrie, manifestèrent leur désir de procéder à cette réévaluation, mais montrèrent l'impossibilité où ils se trouvaient de pouvoir la réaliser, par la seule faute du Fisc, qui, au moyen de l'impôt entravait la réalisation de cette mesure.

Enfin, en janvier 1930 paraît une Circulaire par laquelle l'Administration des Contributions Directes non seulement facilite la réévaluation mais même l'encourage par l'importante exemption d'impôts qui devra résulter de cette opération. Il semblait donc que, délivrés de l'obstacle que créait pour eux l'attitude précédente de l'Administration, les dirigeants des entreprises Françaises allaient, à l'imi-

tation de ce qui s'était passé dans d'autres pays, réaliser la réévaluation de leurs bilans.

Nous nous sommes adressés au Ministère des Finances et aux Chambres de Commerce des différentes régions Françaises. Si certaines entreprises ont usé de la faculté que leur donnait la Circulaire du 25 janvier 1930, il résulte cependant des informations recueillies que le plus grand nombre s'est abstenu et qu'en particulier les principales sociétés par actions n'ont pas procédé à cette réévaluation.

Il y a là un fait qu'il nous est nécessaire d'examiner et d'expliquer, autant qu'il est possible.

Il s'est d'abord produit, lors de la parution de la Circulaire, un certain mouvement de méfiance. Peu habitués aux faveurs du Fisc, les chefs d'entreprise ont craint que la Circulaire ne cachât un piège et ne soit en réalité que le prélude d'une imposition supplémentaire. Cette crainte, malgré l'attitude toujours favorable de l'Administration ne se dissipe que lentement.

Une autre crainte analogue est celle de voir le Fisc procéder, au moment de cette opération, à de nouvelles recherches dans la comptabilité et la gestion financière des entreprises et profiter peut-être de ces recherches pour trouver matière à de nouvelles impositions.

A côté de ces raisons communes à toutes les entreprises, il existe un certain nombre de motifs d'ordre psychologique qui expliquent la réserve de nos plus importantes Sociétés par actions.

On pouvait se demander en effet quelle serait l'attitude des actionnaires en face d'une réévaluation. N'exigeraient-ils pas la distribution de la plus-value ? Admettraient-ils facilement que cet excédent soit purement nominal ? Comment seraient résolus les problèmes financiers que soulèvent la réévaluation ? Autant de questions qui pouvaient à juste titre faire réfléchir les Administrateurs de ces Sociétés.

Il est certain cependant que toutes ces craintes n'auraient pas toujours arrêté les chefs d'entreprise si un nouveau facteur n'était intervenu.

Rappelons d'abord qu'en négligeant les motifs secondaires qui militent en faveur de cette opération on peut ramener à deux les arguments qui ont amené à désirer une réévaluation : d'une part le retour à une plus grande sincérité des bilans, d'autre part la possibilité de pratiquer des amortissements supplémentaires.

En ce qui concerne la sincérité, nous avons vu qu'on ne peut attendre de la réévaluation cette sincérité idéale tant désirée et que ce résultat n'a d'ailleurs que peu d'importance, étant donnée la grande part de convention contenue dans l'épithète de sincère appliquée au bilan. La véritable sincérité du bilan tiendra toujours avant tout à la prudence et à l'honnêteté de celui ou de ceux qui l'établissent.

Restait le second motif toujours pressant, l'insuffisance des amortissements, auquel depuis le 25 janvier 1930 était venu s'ajouter le désir de bénéficier de l'exemption d'impôt accordée par l'Administration.

Or ces arguments qui formaient, selon nous, les seuls vrais motifs de réévaluation, nécessité d'amortissements supplémentaires, exemption d'impôt, ont perdu du fait des circonstances économiques, leur caractère d'utilité immédiate, et le nouveau facteur dont l'influence est devenue prépondérante et qui a rendu, momentanément du moins, la réévaluation plus difficile n'est autre que la crise générale dont souffre actuellement l'Economie mondiale.

Peut-on, à l'heure actuelle, réaliser des amortissements supplémentaires, c'est-à-dire prélever sur les bénéfices une somme supérieure à celle qu'on avait coutume d'y prélever, alors que ces bénéfices ont tant diminués et parfois sont devenus nuls ?

D'autre part, du fait même de cette diminution de bénéfices, l'impôt n'a plus cette importance qu'il pouvait

avoir aux périodes de prospérité et l'on ne cherche plus, comme alors, à en faire échapper la plus grande partie aux exigences du Fisc.

Si les conditions économiques deviennent plus favorables, la réévaluation sera rendue possible pour un plus grand nombre d'entreprises et pourra peut-être se généraliser.

Quoi que l'avenir nous réserve à ce sujet, ces essais de réévaluation faits tant en France qu'à l'étranger resteront un enseignement utile. Ils auront permis, et c'est ce que nous nous sommes efforcés de faire dans la présente étude, de préciser certains principes directeurs et de dégager quelques idées générales qui éclairent la notion de bilan et permettent de mieux comprendre la vie économique des entreprises.

Vu : le Président de thèse,
M. ALLIX

Vu : le Doyen de la Faculté,
BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — DISPOSITIONS LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES, ADMINISTRATIVES

Loi du 17 Germinal an XI.

Instruction générale de l'Administration des Contributions directes du 31 janvier 1928.

Convention passée le 23 juin 1928 entre le Président du Conseil, Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France.

Loi du 25 juin 1928.

Circulaire du 25 janvier 1930 relative au nouveau calcul des amortissements au point de vue fiscal.

II. — LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Circulaires de l'Administration belge des 6 avril, 23 juillet et 21 octobre 1927.

Arrêté belge du 12 octobre 1930.

Loi tchécolovaque du 15 juin 1927.

Ordonnances polonaises du 25 juin 1924 et du 22 mars 1928.

III. — OUVRAGES, PROPOSITIONS, RAPPORTS, THÈSES
ET DIVERS

AFTALION. — Monnaie, prix et change, Paris, 1927.

ALLIX. — *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française*, 6^e éd., Paris, 1931.

ALLIX, ROSIER, FAIN. — *La réévaluation des bilans* (le Fiduciaire de France).

BATARDON. — *L'inventaire et le bilan*, 3^e éd., Paris, 1923.

BAYART. — *Les problèmes de la stabilisation dans les pays en France et en Belgique*, Paris, 1928.

Chambre de Commerce de Strasbourg. — Délibération concernant la réévaluation des bilans, séance du 7 février 1929.

CHAVENEAU. — *Les bilans aux points de vue commercial, industriel et fiscal*, 4^e éd., Paris, 1931.

DALLOZ périodique.

DELAVELLE. — *La Comptabilité en francs-or*, Paris, 1922.

DESFORGES. — Rapport à la Chambre de Commerce de Nancy, séance du 29 janvier 1929.

DUC. — Rapport à la Chambre de Commerce de Nîmes, séance du 7 novembre 1928.

ESCARAVAGE. — *La révision des bilans aux points de vue juridique et comptable* (les presses universitaires de France).

GITARD. — *La réévaluation des bilans et le régime fiscal des plus-values*, Paris, 1931.

GRAND. — *Le franc d'hier et le franc d'aujourd'hui*, Paris, 1928.

- HAMEL. — *La réévaluation des bilans*, Paris, 1929.
- HOUPIN et BOISMIEUX. — *Traité général théorique et pratique des Sociétés civiles et commerciales*, Paris, 1927.
- LEFEBVRE. — *La réévaluation des bilans au point de vue fiscal*, Paris, 1930.
- MABIT. — *La restauration monétaire et les bilans*, Paris, 1928.
- MARCESHE. — Rapport à la Chambre de Commerce de Tourcoing, séance du 7 septembre 1928.
- Rapport à la Chambre de Commerce de Lorient et du Morbihan, séance du 4 octobre 1928.
- MARION. — *Histoire financière de la France depuis 1775*, t. III.
- POINCARÉ — Discours à la Chambre des Députés du 21 juin 1928. (*J. Off.* du 22, deb. par. p. 1993 et suiv.).
- RAÏSSAC. — *Doit-on, oui ou non, réévaluer l'actif des bilans?* Paris, 1929.
- Recueil Sirey.
- RAMADIER. — Proposition de loi tendant à la réévaluation des immobilisations commerciales (Ch. des Députés, n° 282).
- RICHARD. — *La réévaluation des bilans des sociétés commerciales*, Paris, 1929.
- ROCCA. — Rapport à la Chambre de Commerce de Marseille, séance du 15 novembre 1928.
- SABATIER. — *La Mesure des Affaires*, Paris, 1927.
- SIMON. — *Examen du bilan, ce qu'il est, ce qu'il devrait être*, Paris, 1928.

SPIRE — *La réglementation du bilan en France et à l'étranger* (les presses universitaires de France).

THALLER. — *Traité élémentaire de Droit Commercial*, Paris,, 1926.

WARNERY. — Rapport à la Chambre de Commerce de Besançon et du Doubs, séance du 18 décembre 1928.

IV. — JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES.

Bulletin fiduciaire.

Illustration économique et financière.

L'Information.

Journal Officiel.

Le Capital.

Le Temps.

Recueil Juridique des Sociétés.

Revue des Sociétés.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

ETENDUE DE LA REEVALUATION

ACTIF

	PAGES
I. — VALEURS IMMOBILISÉES.....	6
1° Valeurs immobilisées matérielles, pourquoi leur réévaluation semble s'imposer :	
a) sincérité des chiffres portés au bilan;	
b) mécanisme de l'amortissement.	
Modalités de la Circulaire du 25 janvier 1930 relatives à cette révision.	
Terrains et sols de construction.	
2° Valeurs immobilisées immatérielles :	
a) fonds de commerce;	
b) frais de premier établissement;	
c) brevets.	
II. — VALEURS RÉALISABLES.....	22
1° Marchandises;	
2° Portefeuille.	
III. — VALEURS DISPONIBLES.....	27
Espèce en caisse.	
Réévaluation du bilan de la Banque de France.	

PASSIF

I. — AMORTISSEMENTS	33
II. — OBLIGATIONS ET DETTES A LONG TERME.....	35
III. — CAPITAL ET RÉSERVES.....	42
<i>Conclusion de la première partie.....</i>	<i>45</i>

DEUXIÈME PARTIE

METHODES DE REEVALUATION

I. — RÉÉVALUATION DIRECTE.....	47
Méthode de la valeur vénale.	
Théorie générale du coût de remplacement.	
Théorie du coût de remplacement appliquée uniquement à la réévaluation.	
II. — RÉÉVALUATION FORFAITAIRE.....	54
Exposé.	
La réévaluation forfaitaire d'après la Circulaire du 25 janvier 1930.	
Exemple de réévaluation.	
Discussion de la méthode de réévaluation forfaitaire.	
<i>Conclusion de la deuxième partie.....</i>	71

TROISIÈME PARTIE

CONSEQUENCES DE LA REEVALUATION

I. — PLUS-VALUES	75
1° Plus-values constatées mais non réalisées par une vente :	
Nature des plus-values.	
Place des plus-values :	
Création d'une réserve spéciale;	
Augmentation du capital;	
Réévaluation du passif;	
Conclusion sur la place des plus-values.	
2° Plus-values réalisées par une vente en cours d'exploitation :	
A. — Eléments dont la plus-value n'a pas fait l'objet d'une appropriation antérieure à la vente.	
B. — Eléments dont la plus-value a fait l'objet d'une appropriation antérieure à la vente.	
3° Plus-values réalisées en fin d'entreprise.	
II. — AMORTISSEMENTS	97
Exemple de modification du plan d'amortissement.	

QUATRIÈME PARTIE

LA REEVALUATION DANS LES PAYS ETRANGERS

I. — BELGIQUE	110
Histoire monétaire et réglementation de la réévaluation.	
Etendue de la réévaluation.	
Méthode de réévaluation.	
Conséquences de la réévaluation.	
Conclusion.	
II. — TCHÉCOSLOVAQUIE	121
Histoire monétaire et réglementation de la réévaluation.	
Etendue de la réévaluation.	
Méthode de réévaluation.	
Conséquences de la réévaluation.	
Conclusion.	
III. — POLOGNE	126
Histoire monétaire et réglementation de la réévaluation.	
Etendue de la réévaluation.	
Méthode de réévaluation.	
Conséquences de la réévaluation.	
<i>Conclusion</i>	133

